

ğ(x)

Mon nom est personne

Le pouvoir de la décision
au nom de l'émancipation

Maison – « une Ğlibre(édition) »

100 Halle aux Lalunes - 00999 Icila-terre Codex 11

FR – GLOBE

ISBN : **979-10-424-4147-0**

Fourni par Bookelis

Dépôt légal : 14 juillet 2024

Imprimé en France

Je dédicace ce livre aux esprits libres.

aux ados, aux parents, aux adultes, aux anciens.

*Je ne m'adresse pas aux enfants,
qu'ils profitent juste de leur esprit,
libre ainsi.*

*Mais je m'adresse tout de même aux miens,
ils seront toujours mes enfants
que, par-dessus tout, je chéris.*

A Table

Prologue.....	7
Introduction.....	21
Trame d'un raisonnement.....	25
Le $\check{g}(x)$	27
Référéntiel.....	29
Bascule.....	37
Peur et culpabilisation.....	43
Illusion et coercition.....	55
Plaisir et rêve.....	63
Clivages binaires et conditionnement.....	67
Métaphore fractale.....	73
Enfance.....	75
Adolescence.....	77
Baffes et crises.....	81
Âge adulte.....	85
Options limitées.....	95
Se préparer.....	97
Un rêve lucide.....	103
Démocratie : première mondiale.....	107
Concrètement.....	117
Qui décide de quoi ?.....	119
Périmètres.....	121
Frontière et frontières.....	127
Rapprochement et petite échelle.....	131
Mythe de l'élection.....	133
Conditions de possibilités.....	139
Croyances, symboles.....	141
Liberté Égalité Fraternité.....	147
Nouvelle carte.....	157
Pouvoirs régaliens.....	165
Énergie et esclavage.....	167
Impôts & taxes.....	173
La force.....	179
Le secret.....	185
Institutions.....	189
Infrastructures.....	195
Le Service Public.....	197
Le marché, un pouvoir qui se régale.....	199
Nos pouvoirs populaires.....	209
Légitimité.....	211
Feux de la rampe.....	219
Contrat social.....	223
Conquête.....	225

Lobbying populaire.....	229
Boycott populaire.....	233
Les grandes causes.....	237
Les menaces.....	243
L'énergie du conflit.....	249
Culture.....	251
Armer les esprits.....	253
Esprit scientifique.....	259
Esprit d'ouverture.....	263
Commun ? Intelligence collective ?.....	265
Par où commencer ?.....	267
Concevoir – Proposer – Expérimenter.....	269
Mobiliser les développeurs.....	271
Ateliers constituants.....	273
Théorie relative de la monnaie.....	275
Filières.....	279
Des initiatives auto... nomes.....	281
Les vents contraires.....	285
Un guide ?.....	287

Prologue

Mon nom est personne.

C'est le premier titre qui me soit venu à l'esprit. Commençons par là.

Il s'agit dans cet essai de faire des constats, en essayant de ne pas trop redire ce qui a été dit et souvent déjà redit, de mener des raisonnements en termes de dynamiques, avec une approche synthétique et quelques propos assez crus. Je vous emmène dans la nuance, mais sans prendre trop de gants sur l'observation du monde tel qu'il est. Ces descriptions précisent un état d'esprit pour la réflexion, permettent de cibler plus rapidement propos et surtout, propositions.

On assiste à une recrudescence de scenarii divers et variés à propos de notre avenir. On lit et l'on entend beaucoup de vœux pieux. Je vais donc avoir une petite tendance à mettre les pieds dans le plat, peut-être trop brutalement pour les âmes les plus douces. Mais si malencontreusement vous vous sentiez agressé(e), je vous prie de m'en excuser, ce n'est en rien mon intention, c'est simplement qu'à ce moment, je gratte vos croyances.

Pourquoi cet anonymat ?

Plusieurs options au menu. D'abord la plus désagréable pour moi, ce serait une forme de lâcheté. Il est possible de camper sur cette idée, ou de postuler que ce texte a peu de valeur parce qu'il n'est pas assumé ; ou encore parce qu'il n'est pas incarné. Ainsi soit-il.

Au menu nous avons également une posture plus pratique, ou pragmatique, une sorte de préservation pour éviter, par exemple la moindre relation médiatique et tous les inconvénients qui l'accompagnent.

La question de l'anonymat peut également être plus intime. Ai-je envie que toutes mes relations, mêmes proches, ne me perçoivent plus dorénavant qu'au travers de ce texte ?

On peut enfin y retrouver une leçon de sagesse épicurienne... pourquoi s'exposer sur ladite place publique, inutilement, aller au devant de tourments ? Un calcul qui repose sur la prudence et une balance entre plaisir et souffrance, ici entre plaisir d'écrire et retour de kick, car je trouve pertinent de réserver le terme souffrance à ce qu'elle est vraiment.

Enfin en quoi l'anonymat empêcherait-il une réflexion de société, ainsi que différentes formes de mobilisation ?

Alors pour les plus curieux, voici les vertus que je trouve à cet anonymat, l'ensemble constituant une décision, la mienne.

. Je dois d'abord avouer une petite sympathie pour ceux qui identifient une philosophie dans la démarche. Je trouve qu'ils ont bien raison et leur attribue volontiers une louable finesse. Et je remercie mon cerveau de si bien s'occuper de mon bien-être mental ;-).

. Plus sérieusement, cet anonymat enlève toute possibilité de stigmatisation. Sans même envisager d'agressions ad personam,

directement personnelles, il sera plutôt difficile de dénigrer, d'expliquer ceci parce que cela, de dévaloriser tel propos au regard de telle catégorie sociale, tel parcours, telle expérience (les fameuses agressions ad hominem). Libre cours aussi à tous les freudiens s'il en reste, qui voudront exhiber d'évidentes – mais cachées dans les limbes de l'inconscient – pulsions sexuelles ou frustrations dans le cours de cette réflexion. Libre cours aux « fact-checkers » de focaliser sur les sources et les références dans les domaines parfois scientifiques, historiques, philosophiques, constitutionnels, ou encore économiques, donc davantage dans des ouvrages que dans des *articles*, si ce ne sont quelques articles de loi. Mais dédicace aux voyous et voyeurs de toutes sortes, pour ce qui est de traquer mes faits et gestes, désolé(e) c'est mort : *condoléances*.

. Difficile également de procéder par déshonneur ou « association de malfaiteurs », une des leçons de Schopenhauer dans « l'art de toujours avoir raison », dont la cote est très vigoureuse de nos jours.

. Difficile enfin de considérer une recherche de reconnaissance, de pouvoir, de notoriété, une vaine expression d'un ego, puisque je ne suis ... *personne*.

Résultat, si quelqu'un veut parler de ce livre, il devra s'intéresser au contenu parce qu'il n'aura pas d'autre os à ronger. C'est donc une façon de « donner sa chance au produit », ou de le « tuer dans l'œuf ».

Alors quel est mon intérêt ? Quelle peut bien être la part obscure ? Où est l'ombre ? Je peux simplement vous livrer une description rapide de la dynamique dans laquelle j'inscris ce geste, une expression de mon intention.

Pour changer, avant d'attaquer les *causes* je me suis posé(e) la question des impacts, des effets éventuels. Autant je me réjouirais que bon nombre s'approprie l'objet de ce livre, autant je souhaite éviter que quiconque s'approprie ce livre en tant qu'objet. Tout le monde pourra faire ce qu'il veut à partir de ce texte, personne ne doit pouvoir en revendiquer l'origine. Même feindre une négation pour introduire le doute. J'ai donc pris cette décision, la seule qui m'appartienne, ce texte sera orphelin, il ne veut aucun parent généalogique exclusif, pour rester ouvert à toutes les adoptions.

Il pourra éventuellement faire l'objet d'un détournement, d'une réécriture partielle, de retournements de sens pour lui faire dire le contraire de ce qu'il dit, ou tout simplement lui faire dire n'importe quoi.

Pour limiter ça, j'ai cherché une astuce logique qui pourrait créer une impasse. Un peu comme le paradoxe d'Euboulidès « je vous annonce que je vous mens » : c'est vrai si c'est faux, c'est faux si c'est vrai.

Je n'ai pas vraiment trouvé – plouf – pas assez formé(e) sans doute. Je pose donc une façon plus littéraire de créer l'impasse :

1. Il n'y aura aucune suite à cet essai, signée par *personne*. C'est une livrée unique ; pas d'épisodes qui suggèrent un plaisir au fait de languir. Il est comme une graine, qui germe ou pas, pour les âmes champêtres ; un autre préférera l'image de la bouteille à la mer, plus mélodramatique.

Ce livre n'est à *personne*, ce qu'il devient appartient à tout le monde.

2. Je ne peux ni ne pourrai jamais déclarer la maternité ni la paternité de ce texte, je ne peux pas non plus la *confirmer*. Ni rectifier ou préciser des questions de sens ou encore d'intention. Tant pis si certains s'amuse à distordre gravement l'esprit du

livre, à me provoquer, ou si d'autres n'ont effectivement rien compris. C'est la vie.

Reconnaître cet écrit, dans un cercle public, médiatique ou privé sera forcément une démarche un peu pathétique ou ridicule, puisque j'ai décidé de ne pas le faire. Aucune personne ne pourra dire qu'elle connaît l'auteur, elle ne ferait que se trahir elle-même ou afficher sa tendance mythomane.

Ce n'est pas un « spoil », c'est un « pitch » : dès que vous fermez ce livre, je n'existe plus ; il y aura pas d'autre corps que ces textes.

3. Ce livre est librement diffusé dans sa version numérique sous licence « Creative Common - CC-NY-NC ».

L'original est stocké sur ipfs (inter planetary file system) et servi depuis la page suivante :

<https://www.lepouvoirdeladecision.com>

Cette page constitue donc la source et affiche une antériorité qui – finalement – seule fait foi d'authenticité, ou d'intégrité.

4. Afficher le pseudo « @personne » quels que soient la forme ou le canal utilisé sera une adoption, éventuellement sympathisante ; ce ne sera pas à nom d'auteur.

Je ne fais partie d'aucun mouvement, aucun parti, aucune religion, aucun collectif d'aucune sorte. Pas encore. Qui pourrait se réclamer de quoi que ce soit dans ce texte ? Personne, si ce ne sont les personnes vivantes que je cite, pour la façon dont je les cite. Qui pourrait prétendre une quelconque intention à ce texte, autre que celle du texte lui-même ?

Et voilà pour les quatre *accords libres* de cette édition.

J'aurais bien aimé vous offrir autant de beauté et de puissance que les quatre accords toltèques. Je crains de ne pas pouvoir. Mais comme le fils Ruiz, je vais ajouter un cinquième accord pour traiter un dernier détail. Il ne s'adresse pas à tout le monde. Seulement à toute personne qui aura une lecture plutôt positive, un accueil favorable, car je ne peux évidemment imposer une règle du jeu à quiconque.

5. Tous ceux qui reconnaîtront « j'en suis sûr(e) » un(e) proche, du fait d'une personnalité, d'un langage, de références ou d'autres « indices qui ne trompent pas », feront comme si ce n'était pas le cas. Ils ne lui diront pas, ils ne lui demanderont pas. L'attitude bienvenue sera... « une parole impeccable ». Ici, discuter le sens des questions et des propos tenus dans le livre ; totalement ignorer la question de l'auteur. Peut-être même, jouirez-vous de « ne plus supposer » ;-).

J'arrête là, je ne vais pas non plus succomber à la tentation de légiférer en volume, pour tout et tout le temps à la façon des élus, des agents territoriaux, des assos, des responsables ou des dirigeants, de la plupart des personnes que j'ai rencontrées,... *terrain glissant*.

Ce livre est donc une invitation à débattre, approfondir raisonnements et constats qui taquinent, regarder de plus près propositions et suggestions, construire son propre jugement, définir sa propre capacité d'agir individuelle et collective. Je cherche souvent à oublier si je suis d'accord ou hostile à un propos, pour me demander ce qu'il y a de bon à prendre et quoi qu'il en soit, ce que je peux bien en faire.

Des attitudes peut-être plus réduites, mais des possibles étendus, plus affranchis. L'heure est à la créativité stratégique.

Je reprends la description de mon intention. Et nous basculons doucement du côté des *causes*, chose promise chose due. Vous devinez peut-être déjà qu'elle contient une part ludique, se faire plaisir n'est pas une vaine démarche. Elle permet aussi de ne pas trop se prendre au sérieux, d'éviter l'écueil d'emboîter le pas de tous ceux qui croient trop ... avoir raison.

La question de la légitimité est importante, elle m'a préoccupé(e) un moment car plus je lis de bouquins, d'enquêtes ou d'études, et plus j'audite conférences, reportages et interviews, plus j'ai l'impression que tout a été dit. Si je tiens un raisonnement que je crois inédit, il est probable qu'il ait déjà été écrit, la pensée déjà dite. Un peu comme on entend que toute la musique classique a été écrite et qu'on ne peut plus que l'interpréter. Pas totalement vrai, pas totalement faux. Une pensée ne sort pas de nulle part, elle a des origines séculaires, quelques fois millénaires ; le phénomène est parfois appelé « ZeitGeist », un esprit du temps, difficilement traduisible. Il décrit, par l'observation, qu'une nouvelle pensée ou un nouveau savoir-faire émerge souvent de façon concomitante en plusieurs endroits, parfois éloignés, sans connexion directe. C'est relativement proche de la fameuse « puissance de l'idée dont l'heure est venue ». Expression que l'on cherche toujours dans les écrits de Victor Hugo, prodiguant à ceux qui le font, l'immense bénéfice de le lire.

Pour ceux qui aiment les métaphores végétales, plutôt qu'une graine, l'image serait ici celle d'une terre aride, où l'on plante des graines depuis plusieurs années, de nouvelles chaque année ; rien ne sort. Une pousse timide ici et là, rapidement grignotée par les limaces. « C'est pas la joie ». Beaucoup d'énergie, à arroser tous les matins avant la cagne du jour, à se battre contre de satanées limaces et autres prédateurs *prématurés*. Des résultats peu signifiants. Et tout à coup ça pousse de partout. Parce qu'à ce moment, le terreau a réuni les conditions, il était mûr.

Les limaces sont à leur tour devenues peu signifiantes. Bascule des équilibres. C'est la fête dans le potager.

*Ainsi mûrit l'idée,
dans le terreau des peuples,
et de leurs cultures.*

J'ai donc imaginé un moment qu'il n'y avait que *vanité* dans la démarche de produire un livre, aux trois sens du terme. Le premier, le plus évident dans la culture contemporaine, c'est l'ego. Car malgré l'anonymat qui ampute sensiblement ce ressort, si j'écris, c'est bien que moi aussi je crois ... avoir raison. Sic.

Le deuxième sens de vanité induit que la démarche est vaine. À quoi bon ? Ce ne sera pas lu, ou bien d'autres écriront la même chose, mieux que moi. Voilà de quoi laisser tomber. Le cerveau est très habile pour donner de bonnes raisons de ne pas faire, ne pas prendre de risques, d'échapper à l'effort.

Le troisième sens ... vous appartient.

Il est relativement convenu aujourd'hui que l'on écrit toujours un peu, voire surtout, pour soi-même. J'ai donc tenté l'exercice du journal, le registre des « Pensées pour moi-même ». Cela ne me convient pas. Je n'ai pas suffisamment ce besoin de m'adresser à moi-même, même si c'est un très bon exercice pour structurer ses réflexions et si cela améliore grandement sa capacité à décider. Soit dit en passant, puisque je le cite, si nous avons des personnages publics de la trempe de Marc Aurèle, notre paysage politique aurait une autre gueule, pour ne pas dire figure. Cela étant, c'est bien l'indigence crasse et le cynisme moderne de nos gouvernants contemporains qui nous obligent à faire preuve d'initiative, nous obligent à développer un esprit scientifique, nous obligent à une approche stratégique. Faire table rase des

schémas de pensée qui nous mènent à la situation actuelle, changer de référentiel, reconsidérer les objets, comprendre et repenser les institutions. Et dépasser la seule démarche empirique de ne plus tenir pour vrai, uniquement ce que l'on saisit immédiatement par l'observation et la déduction – si l'on retient la première leçon de Bachelard. Lorsqu'absurdité, mépris, incompétence, absence de vision séculaire, deviennent à ce point flagrants, apparaît la nécessité.

*« Faire de nécessité vertu »,
et se sortir les doigts du ...
Merci Saint-Jérôme, ha si j'avais su.*

En fin de compte j'ai besoin – mais surtout envie – de m'adresser au plus grand nombre. Donc je m'adresse à vous, en fantasmant doucement sur une diversité sans borne des personnalités qui me liront.

Alors, quelle légitimité ?

Puisque j'ai consacré beaucoup de temps à m'interroger, observer, à lire, me cultiver et me renseigner dans un spectre varié de domaines, toujours dans la limite de mes moyens bien sûr, comme chacun(e) ; puisque mes différentes vies successives ont permis un cheminement atypique, puisqu'ainsi j'ai la chance plus que le mérite, couple finalement inséparable à mes yeux, d'avoir pu consacrer ce temps, je pouvais essayer en retour de faire preuve de créativité, pour concevoir.

Et proposer.

Si je devais afficher mon profil dans un contexte professionnel, trouver la synthèse en un mot qui valoriserait mes compétences, ce serait celle que je vendrais : la conception.

Je ne parle pas de naviguer dans un ciel de concepts, je parle de concevoir à partir du monde tel qu'il est, pour agir au présent. J'ai beaucoup entrepris. J'aime *balayer* les disciplines, j'aime découvrir la généalogie des idées, leur histoire, j'aime mettre en perspective, projeter et assembler, décroquer, j'aime préciser le sens des mots.

J'ai déjà dit n'avoir aucune appartenance politique ou religieuse, je m'efforce même de m'affranchir de l'irrésistible aspiration idéologique, vous allez – probablement – vous en rendre compte. Mission impossible ? Bien sûr, mais pour le dire sagement, je fais l'effort d'une pratique que sociologues et anthropologues appellent « neutralité axiomatique ». Dans l'observation et les analyses, pas dans les propositions. Il me semble vous avoir livré ma biographie. Ça c'est fait.

Par respect pour vous qui faites l'effort de me lire, sachez que je me serai appliqué(e) à chercher et produire de la qualité ; un peu dans le sens exprimé avant la fin du « Traité du zen et de l'entretien des motocyclettes », celle dont on pourrait faire une raison d'être, celle que l'on sent avec ses « tripes » qui ne mentent pas. Ou comme Pascal pourrait la décrire, celle que l'on sait avec la « vérité du cœur ».

Pour le plaisir et ne pas vous ennuyer, aux indispensables mots pour la réalité tragique et le raisonnement logique, j'ajouterai donc un mot pour l'humour et, par ci par là, un mot pour le rêve .

*Ainsi je construirai
ma légitimité*

Pourquoi maintenant ?

J'écris ce livre dans la dynamique électorale des présidentielles 2022. Je m'instruis et me documente de façon plus résolue, depuis une *bonne* dizaine d'années ; je réfléchis plus précisément à ce texte que je vous livre depuis une *bonne* année ; il me fallait d'abord traiter d'autres priorités.

Un moment j'ai imaginé présenter des options stratégiques, tendre folie juvénile, voire quelques plans d'action, donc nécessitant des mois supplémentaires de documentation technique spécifique. Encore une *bonne* raison de reporter l'action. J'ai suffisamment de matière, je décide de me lancer sans plus attendre.

J'échappe ainsi à l'arrogance. Ouf.

Auto-analyse aggravante, je n'ai pas le niveau de compétences ni le niveau de relations requis pour cet exercice de style, élaborer une stratégie. Il faudrait des transfuges comme Juan Branco pour cela, une vingtaine serait un bon début. Par ailleurs je sais pertinemment ne pas vouloir, ni les unes ni les autres. Je préfère donc largement que tout le monde puisse définir sa propre stratégie et ses plans d'action, à sa propre échelle.

Je préfère vous proposer : un rêve à réaliser.

Je développerai néanmoins des idées opérationnelles, concrètes, discutables, expérimentables, quelques cibles stratégiques, quelques symboles à ébranler.

D'abord penser le concret. Le créneau des élections est propice, non pas pour l'illusion d'avoir un quelconque impact sur un quelconque vote mais parce que c'est un moment privilégié, où un plus grand nombre de personnes s'intéresse à la politique ; ce qui n'est en général le cas que d'un petit nombre, qui pratique de surcroît une tendance naturelle à l'entre-soi, même sans le

vouloir. Chacun doit consacrer ses pensées à sa vie quotidienne, famille et proches, son boulot, ses impératifs, ses émotions vives. C'est au moment d'une menace qui touche, ou d'un brûlot de l'actualité que l'on se mobilise éventuellement sur la question politique ; et au moment des présidentielles. Pendant les communales aussi, avec une portée de réflexion sensiblement différente. Fusionner les deux serait intéressant.

On se mobilise un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, pas du tout. Même dans ce dernier cas, la posture de ne « pas y toucher » a une teneur plus engagée du simple fait du moment ; même quand on réfute ou quand on veut ignorer, on le fait avec plus d'énergie.

Chacun fait un focus sur ce qui le touche directement, ou bien sur sa cause préférée. C'est tout naturel. On s'en contente souvent, on se contente également souvent de consommer les débats servis sur des plateaux. Plateaux d'argent, plateaux télé, plateaux à from... des options de choix.

Tout cela est parfaitement respectable, aucun jugement de valeur. Vraiment. La leçon de la pierre que je ne jette pas, tout simplement parce que je fais un peu pareil (ou presque, faut pas exagérer non plus ;-), est une très belle leçon. Comme quoi il y a dans nos vieux textes, nos vieux livres sacrés, des morceaux de grande valeur.

Malgré une éventuelle apparence, ne voyez aucune aigreur, ni aucune colère dans le vocabulaire employé. Il n'y en a pas.

Je ne déplore pas (même si je m'offre deux – trois coups de gueule), je ne raille pas (à quelques taquineries près), j'étudie pour comprendre et me demande maintenant ce que l'on fait avec ce monde tel qu'il est. En remerciant Spinoza pour cette boussole plutôt pertinente, qui m'inspire cette maxime :

*Je choisis de saisir un rêve
qui me détermine.*

Introduction

Où sont les lieux – un endroit et un moment – pour mener une réflexion collective de société ? La politique locale est un huis clos dans sa structure même, puisque l’audience ne peut y intervenir, que les « débats » ont déjà eu lieu et la décision déjà prise – sauf exceptions. Elle est même prise quelquefois, de plus en plus souvent, dans un autre lieu (autre Conseil, autre moment, autre endroit, autre échelle). Les Conseils sont désertés par la population, car ils ne s’adressent pas à elle, ils ne l’ont d’ailleurs jamais fait. Ce huis clos d’abord induit, l’est toujours plus et a durci ; il s’est institutionnalisé dans l’actualité pré-électorale des confinements et des jauges. Les mesures politiques de coercitions sociales pour la santé publique ne participent pas tout-à-fait à des dynamiques d’ouverture au public, ni du public. Même indépendamment de cela, nous n’avons guère plus que l’écran, le prêche médiatique, interface plus froide encore que le papier glacé, seule fenêtre disponible sur la pièce qui se joue.

*Conjoncture des-confitures,
des confinements entends,
rimes et litotes inaugure.
Vois-là le temps des écritures.*

Il y a éloignement délibéré, et abstraction, de la décision politique. La grande échelle s'impose, elle échappe naturellement à beaucoup. Elle devient quelque fois si monumentale qu'elle échappe même aux *meilleurs*.

On procède par délégation de pouvoir, mais on ne délègue pas, on abandonne. On sait ne pas avoir de contrôle, encore moins de maîtrise, on croit quelquefois avoir une influence. Mais on ne fait que réagir aux stimuli dans une partie bien rodée.

Je crois ceci understandable pour beaucoup, que ce soit pour la finance, l'économie, les ressources, l'agriculture et l'alimentation, le climat et les écosystèmes, la logistique, le numérique, les rapports de force planétaires... dès qu'un sujet est stratégique en somme, on se fait littéralement balader ; le mépris politique du peuple est de plus en plus débridé, ostentatoire. Mais on continue de vouloir croire qu'une *autre* personne changera la donne. Peut-être avons-nous besoin d'y croire, tout simplement parce que si ce n'est pas le cas, si nous ne pouvons définitivement pas compter sur une personnalité politique providentielle quelle qu'elle soit, une conclusion s'impose.

Elle est pénible et semble incommensurable, ou dingue : nous devons nous-mêmes changer la donne, autrement dit, « je dois m'y coller moi-même ».

Or je ne suis... personne.

Du point de vue médiatique, nous assistons à un développement sensible de chaînes indépendantes, d'initiatives individuelles et collectives, de webTV, de podcasts, de chaînes youtube et de celles, méritantes, qui tentent d'exister dans d'autres environnements libres, comme PeerTube et d'autres. En termes d'audition et de réception d'infos, malgré de francs succès avérés,

cela reste proportionnellement encore très marginal. En attendant, ces contributions sont très utiles et nécessaires.

Ce livre est également une contribution, la mienne, à l'échelle d'un lectorat que je ne prévois pas car je ne le peux pas. Je ne pourrais dire si elle est nécessaire mais je la souhaite utile. L'anonymat présente quelques contreparties. Se libérer de toute interview ou invitation, c'est bien gentil, mais cela ne va pas du tout faciliter une diffusion. Il faut être lucide.

*Je ne suis pas sûr(e) à présente heure
d'intéresser un éditeur.*

Hé oui, j'ai très envie de produire aussi un objet. Le papier est une matière pleine, persévérante, absorbante ; l'écran plus repoussant, évanescent. Je ne me résous pas à envisager que ce livre ne soit lu qu'à l'écran.

Deux ans après l'écriture de ce livre, je décide de me lancer dans l'auto-édition et de passer par des intermédiaires. C'est en fait la seule solution que j'ai trouvée *accessible à tous*. L'anonymat fait partie de la contribution ; le fait même de vérifier s'il est seulement possible de nos jours, vaut la peine.

J'ai été tenté(e) d'ajouter quelques passages, mais je me suis retenu(e), en dehors de ces trois paragraphes et quelques mauvaises tournures ou coquilles, je n'ai pas de comité de lecture ; depuis se sont passés bien des drames humains, le pire est en cours.

Mais je décide de ne pas réécrire, ce texte est ancré dans un contexte d'actualité, l'année 2022, or il tient toujours la route.

Cela me convainc de le rendre public.

Je déclenche donc sa publication, dans le sillage des législatives 2024, qui tendent à rajeunir le propos tenu. La route vers les présidentielles 2027 est tracée ; elle montre du doigt davantage d'autoritarisme et d'asservissement, à nous de *bifurquer*, maintenant, si nous le voulons.

J'ai mis ces deux ans à profit pour trouver des personnes qui acceptent sans me connaître de jouer le jeu d'une interface discrète. Merci et respect. Pour créer une page web qui présente les liens et date cette publication d'origine, pour ouvrir un portefeuille June (clé Ğ1) qui permet de valoriser en DUs le PDF, pour endosser le dépôt légal et produire une auto-édition papier unique sur la plateforme Bookelis.

Cette dernière vous livre et fournit vos librairies, pour que vous puissiez offrir ce livre à vos meilleurs amis et à vos pires ennemis.

Je ne peux confier sa promotion et sa motion qu'à vous.

Donc...

Osons,
nous verrons.

[une légende ferait de cette maxime, une devise zairoise de *sapeur*]

Trame d'un raisonnement

Le tableau que je brosse pose un regard sur notre contexte, avec un état d'esprit qui se veut pragmatique et peu diplomatique, éclaire quelques zones d'ombre dans nos fondations, affiche les blocages et les impasses d'une situation très fébrile. Mais le raisonnement ne conclut pas sur notre façon de mourir ou notre façon de nous y préparer. Malgré tout le respect que l'on peut devoir à Montaigne, philosopher sera plutôt dans ce livre, « apprendre à vivre ».

Je cherche avant tout à partager une ouverture, qui nécessite un sensible bouleversement culturel, mais que je n'hésite pas à qualifier de rêve.

Le raisonnement tenu dans ce texte fait une sortie de route, il franchit une barrière qui sera probablement, au premier abord, difficile à accepter. Les premiers chapitres jouent le rôle de mise en bouche, en donnant des ingrédients utiles à un exercice que l'on pratique rarement, en goutant de plus le plaisir de digressions nourrissantes.

Le $\check{g}(x)$

Le $\check{g}(x)$ est un symbole mathématique qui se lit G libre de x.

Il désigne, pour le dire de façon prosaïque, une valeur dont on ne sait pas si elle existe vraiment mais qui doit pourtant être prise en compte, un événement qui n'a pas été observé dans un champ considéré, mais dont on ne peut pas dire s'il existe ou pas. Il fait référence à la fameuse incomplétude de Gödel. C'est une façon de considérer dans une équation, le devenir, des encours non prescriptibles ou percevables. Très bel objet mathématique.

Dans le titre de ce livre, il est un clin d'œil et un petit hommage à un ingénieur français contemporain qui apporte beaucoup à l'élargissement de l'esprit, dans un domaine de réflexion on ne peut plus stratégique, la monnaie, et plus précisément la création monétaire.

Je souhaitais ainsi remercier Stéphane Laborde pour ses travaux, sa modélisation de la TRM – Théorie Relative de la Monnaie, et sa définition délivrée d'une monnaie libre.

Ce présent livre n'est pas une thèse monétaire, financière ou économique, encore moins mathématique, mais nous allons flirter avec ce symbole $\check{g}$ libre de (x), car j'y formule une proposition non encore observée, sans doute non vécue, mais dont on ne peut pas dire non plus qu'elle n'existe pas. Une proposition qui induit une

définition spécifique de la liberté (qui ne va d'ailleurs pas plaire à tout le monde), qui ajoute au principe de « non nuisance » que l'on trouve chez John Locke et dans les « Droits de l'Homme », des limites et une impasse. Le mot libre dans le symbole $\text{ğ}(x)$, ou encore dans le « logiciel libre », a d'ailleurs chaque fois un sens spécifique, formulé.

Plus factuellement, pour finir sur la facette anecdotique, avec un œil plat de caméra, j'avais inscrit la lettre « X » en titre quand j'ai ouvert la première page, blanche, peut-être pour mieux me souvenir qu'à cet endroit il en fallait un. Ajouter le ğ libre s'est imposé dès le premier chapitre écrit, comme de lui-même.

Il résonne avec le contenu du texte et avec la suite du titre. Je l'ai tout simplement conservé.

Référentiel

Je commence mon raisonnement avec cette notion de référentiel, car le rôle qu'il joue dans la compréhension d'un phénomène, quelqu'il soit, est une clé. Une clé nécessaire pour que l'esprit ne présente pas que des portes fermées au moment de la créativité. Car cette dernière requiert – en général – de savoir changer de référentiel. Je vais donc y passer du temps, avec certains passages « techniques », mais dans un registre majoritairement lyrique. Il y aura beaucoup de digressions, pour le plaisir et pour accorder les mots de nos faits sociaux, accorder nos violons. Beaucoup moins de digressions dans la seconde partie, qui sera surtout opérationnelle ou technique. Un balayage de pistes et d'ouvertures qui me semblent pertinentes et tactiques ; sans pour autant constituer, je vous l'ai dit, une stratégie.

Le changement de référentiel, est un outil *capital*, justement rappelé ou instruit en premier lieu par Stéphane Laborde, le monde est bien fait. J'aimerais saisir avec vous la portée qu'il a, ce qu'il implique dans toutes nos représentations de la société et de notre monde.

Un exemple « connu », que j'ai appris à l'école en classe de sciences, est celui de la mouche qui vole dans un train. On voit immédiatement que ce n'est pas la même chose de considérer son mouvement depuis l'œil du passager dans le wagon, ou

depuis l'œil de la vache qui regarde passer le train. Ce n'est pas du tout la même vitesse relative, la mouche va beaucoup plus vite pour la vache que pour le passager. On découvre à cette occasion que les vaches ne regardent en fait pas les trains mais les mouches dans le wagon ; ce qui rend les yeux de vache plutôt séduisants. Changer de référentiel va plus loin que simplement changer de point de vue, idée trop simplifiée. Imaginez maintenant que c'est la mouche elle-même le référentiel, que l'on doive modéliser et calculer le mouvement de tous les objets par rapport à elle. Vous vous représentez alors tous les autres mouvements par rapport à cette mouche immobile. Le battement de ses ailes ne la fait pas voler, il fait bouger tous les objets, le monde entier, autour d'elle. Tout à coup on aperçoit la vitesse vertigineuse de la vache, la rotation de la terre sous les roues du train. Vous connaissez tous le mouvement d'une mouche qui fait des angles serrés, se cogne aux fenêtres... si elle devient le point fixe de la scène, voyez-vous le mouvement du train, en symétrie de celui de la mouche ? Avez-vous considéré que la mouche faisait aussi des rotations sur elle-même en plus de ses virages anguleux ? Là maintenant vous pouvez appréhender pleinement le mouvement du train, et celui de la vache. Un peu secouée la pauvre. On aurait presque envie de vomir. Revenez au référentiel du passager dans le wagon, plus familier, aussitôt l'image est calme et apaisante, lisible. On respire mieux.

Puisqu'on peut changer de référentiel et qu'il génère notre représentation d'un phénomène, cette représentation est probablement trompeuse, pour ne pas dire, fatalement incomplète. Elle est vraie dans un référentiel donné, mais devient aberrante dans un autre, illisible dans l'un et accessible dans l'autre.

Si l'on ne change jamais de référentiels, ils ne sont plus pour l'esprit une représentation du monde, ils sont le monde. On a

évidemment des référentiels différents quand on réfléchit sur la justice ou quand on veut comprendre le vol groupé des oiseaux. Mais là, on change de domaine, or c'est au sein d'un même domaine qu'il faut apprendre à changer de référentiel.

Lorsque nos référentiels nous semblent être le monde, on peut au moins avoir une certitude, celle de se tromper.

Puisque j'ai évoqué le mouvement de la planète, voyons pour illustrer à quel point ces changements de référentiels ont bouleversé les sciences physiques et mathématiques, et par là jusqu'à notre façon de penser.

Petit coup d'œil sur l'histoire des sciences du cosmos, des astres, de l'univers. Pour faire vite on démarre seulement avec Ptolémée, une nouvelle mathématique permettant de calculer, donc prévoir, le mouvement des astres autour de la terre. La position centrale de la terre et l'espace-temps d'une « voûte céleste », constituaient le référentiel de tous les calculs. Aujourd'hui cette vision du monde fait sourire. Retenons trois points :

- . Un référentiel, dès qu'on lui attribue la qualité de vérité, dès qu'il devient La vérité, joue un rôle fondateur de pilier dans notre système de croyances. Or ces croyances n'ont de réalité que dans ce référentiel, et perdent tout leur sens dans un autre.

- . On tient comme à la vie à notre système de croyance, c'est notre forteresse mentale. On l'édifie, on l'épaissit, on ignore en secret que c'est un château de cartes, on craint comme la mort de le voir s'écrouler, donc « pas touche ». On est prêt à couper des têtes pour éviter ça. Notre esprit résiste naturellement, avec une extrême vigueur, contre le changement de référentiel.

- . Ça marchait ! Les calculs de Ptolémée étaient plutôt justes, les prévisions plutôt bonnes. Ils nécessitaient une quantité toujours croissante de correctifs et ajustements, mais ça marchait.

Lorsqu'ils allaient chercher plus loin, et surtout lorsqu'ils cherchaient à obtenir une vision d'ensemble, les calculs devenaient tellement complexes et longs, qu'ils perdaient de leur sens. Ils touchaient les limites de leur mathématique, d'où quelques impasses et paradoxes sans solution. Mais ce n'est pas qu'ils avaient tort. Je ne dis pas non plus qu'ils avaient raison, mais simplement que ce n'est pas du tout la question. Ils avaient seulement besoin d'un changement de référentiel.

Il a eu lieu, plusieurs fois, Galilée est passé par là, puis Newton, Leibnitz, et bien d'autres. Les lois de la gravitation universelle, une nouvelle force, une nouvelle mathématique (calculs différentiels, intégrales,...), bouleversent la vision du monde et sa compréhension. Elle semble plus difficile d'approche, mais simplifie terriblement les lois qui régissent. Elle ne fait pas que simplifier et résoudre les problèmes de calculs, elle apporte ou génère une nouvelle représentation du monde, et réciproquement ! Là encore, est-il vraiment question d'avoir raison ?

Il y a eu l'épisode de la planète fantôme. La découverte de Neptune fut prédite et calculée, depuis une anomalie de trajectoire d'Uranus. Lorsque la technologie a physiquement mis l'œil dessus, le champagne a coulé dans les hauts lieux de l'astrologie. Plus tard, une anomalie dans la trajectoire de Mercure imposait elle aussi, par le calcul, la présence d'une planète, que l'on n'avait donc pas encore vue non plus. Science maintenant sûre d'elle et prenant majuscule, baptise aussitôt la nouvelle planète, avec le même champagne, et... ne la trouve pas. Elle s'appelle pourtant Vulcain, quelques bandes dessinées en témoignent.

Science la chercherait encore si d'autres physiciens ou mathématiciens, plus tard, n'avaient eu l'intuition de changer de référentiel, à nouveau : les effets que l'on constate du fait des lois

de gravitation, deviennent alors le fruit d'une géométrie courbe de l'espace-temps, et non plus d'une force. Quand je dis «deviennent» ce ne sont évidemment pas les effets ni les dynamiques elles-mêmes, qui restent les mêmes, c'est notre façon de les considérer et les manipuler. Einstein, Poincaré puis d'autres modélisent cette géométrie ; nouvelle mathématique, équations de champs, la relativité générale, ... les paradoxes sont résolus. En fait ce sont les problèmes eux-mêmes qui ont perdu leur sens, l'objet de ces problèmes n'existe plus.

*Ne dis pas si nous gravirons
ce mont sans nom le graviton*

...

Pour le plus grand nombre, le savoir se propage mais il reste très abstrait. Nous avons besoin d'une image. Pendant longtemps on pouvait avoir une idée cérébrale de la planète ronde qui tourne autour du soleil, mais le corps n'était pas convaincu. C'est complètement contre intuitif, depuis notre référentiel préféré : notre propre vécu.

La première fois où tous les peuples vivent dans leur chair cette représentation du monde, c'est lorsqu'ils découvrent la première image de la terre depuis l'espace, « bleue, comme une orange », un des grands moments philosophiques de l'humanité. Une nouvelle représentation du monde s'ouvre aux humains, tous, plus seulement quelques penseurs marginaux ou quelques personnes fréquentant le grand large ou les déserts. Nous révisons notre position au sein du cosmos, son infinité autant que sa beauté ; j'en ressens l'impact au quotidien. Pas seulement parce que je me retrouve avec un smartphone dans la poche, mais jusque dans ma façon de penser, individuellement ; je le ressens partout dans nos cultures collectives, nos comportements.

Ce qui ouvre l'appétit, pour finir la digression cosmique, c'est que depuis une demi-douzaine de décennies, les nouveaux paradoxes s'accumulent. La physique relativiste et ses équations de champs en expansion ne suffisent pas. La physique quantique commencée dans la foulée, initiée par Heisenberg, Bohr, et Einstein qui a d'ailleurs de gros tracas avec cette physique émergente des particules, est incompatible avec les lois relativistes. Aujourd'hui le souci demeure, elles ne trouvent toujours pas de réconciliation. Aucune mathématique ni physique ne semble vouloir non plus résoudre les nouveaux paradoxes (comme l'homogénéité du fond de l'univers), et elles décrivent des effets que nous n'arrivons toujours pas à observer, ni confirmer : une expansion qui devrait faire fuir les astres, donc une matière, dite noire parce qu'on ne la voit pas, occupant 80 % de notre espace-temps, par exemple. On ne trouve pas cette matière malgré une bonne soixantaine d'années de recherches et quelques milliards investis.

La théorie des cordes qui en a enflammé plus d'un, semble suggérer un multivers monstrueux, chaque variante d'un événement faisant l'objet d'une nouvelle version concomitante de l'univers, de quoi s'emmêler à s'en prendre les pieds dans ses propres nœuds. Nous, humanité scientifique, semblons un peu patauger, semblons du moins embourbés. L'aventure continue. L'hypothèse d'un futur déjà existant ou plutôt d'un « univers bloc » fait de plus en plus consensus, et pose la question légitime de notre libre arbitre. La science est repartie à l'assaut des ondes gravitationnelles, elle annonce en avoir capté et lance prochainement un équipement monumental pour enregistrer ce phénomène dans le volume.

Graviton le retour ? Cordes ? Gravité quantique à boucles ? Multivers, Univers bloc, modèle Janus à double équation de champs, ... ? Peut-être une nouvelle géométrie, une nouvelle image du monde, nous attendent-elles ?

Les scientifiques avisés déploreront certainement la simplification outrancière de ces propos, mais ils seront tous néanmoins d'accords avec le message qui demeure : un référentiel n'est pas le monde, il en détermine une représentation et une mathématique de ses lois dynamiques.

Identifier, choisir et savoir manier plusieurs référentiels est une pratique à développer. C'est prendre conscience de lois dynamiques dont on ne s'était pas encore rendu compte, tout simplement parce qu'on n'avait jamais vraiment regardé les choses ainsi, car on n'en voyait qu'un aspect limité. Pas une autre facette, changer de référentiel n'est pas voir une facette de plus, c'est voir toutes les facettes autrement, avec de nouvelles lois dynamiques, une autre mathématique, un nouveau système de croyances.

J'insiste beaucoup car c'est un cap à passer pour penser une société qui ne reproduise pas les mêmes effets, encore et encore.

Si l'on veut réfléchir au fonctionnement du monde, quelle que soit l'échelle considérée, un changement de référentiel augmentera la compréhension des phénomènes et la capacité de les manipuler, il n'en modifiera pas la structure. Il ne donne pas tort ou raison à celui qui l'utilise. Celui qui l'utilise n'a pas non plus tort ou raison de l'utiliser. Il en change à *sa guise*, ou pas. Cela dépend de ce qu'il cherche. Pour étudier un mouvement sur terre, il est plus opportun de prendre la terre comme référentiel, plutôt que le soleil. Cela ne signifie pas que l'on croit toujours la terre au centre de l'univers.

Chacun a sa raison et a sa raison de l'avoir.

J'écris ce petit verbatim, aussitôt assailli(e) par un doute. J'ai cherché sur le web, dans mes bouquins, mes notes,... je ne l'ai pas retrouvé en tant que citation. Vous n'aurez donc pas une

allusion sur l'auteur, ce que je fais pour chaque citation si vous faites attention. Ce n'est pas celle bien sûr du «... cœur [qui] a ses raisons que la raison ne connaît pas », un magnifique aphorisme de Pascal pour justifier, finalement, l'acte de foi. J'ai failli enlever ce verbatim, afin de ne pas attribuer une citation à personne et par là, l'usurper.

Mais finalement, je trouve dommage, même si elle est ici transformée, de ne pas la laisser exister dans cette forme, qu'elle soit de mon crû ou pas. Car le message est important et parce que je trouve plutôt belle la symétrie de cette version comprimée.

Notre société a fait de la philosophie et de la poésie deux disciplines d'intellos, de snobs, ou ce que vous voudrez. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles ne sont pas très en vogue dans notre culture populaire contemporaine. Elles ont pourtant été des pratiques très populaires, l'une et l'autre, à différentes époques en différents lieux. Je vous invite donc à créer vos maximes, pourquoi pas vos poèmes, chercher vos propres synthèses de philosophie. C'est une sorte de jeu qui donne un gai plaisir, simple, même si bien sûr la qualité est inégale, il ne faut pas non plus être trop sévère envers soi-même. N'oubliez pas en revanche que ce ne sont que des slogans, pour séduire la pensée, ils sont faits pour danser. N'en faites pas des psaumes, vous rentreriez dans votre propre Eglise pour y jouer le rôle de votre propre Dieu. Taquinerie sur la tendance un peu démiurgique de certains milieux et courants de pensée. Bref, lâchons-nous. Et cultivons le goût de la lecture, comme celui de la musique.

Bascule

Que contient cette image ?

Les alertes sont suffisamment nombreuses au sein de notre société et son actualité, pour ne pas ajouter une huile sur tous ces feux. Dans à peu près tous les domaines, finances, politique, hydrologie, énergies, logistique, économies, sociologie, écosystèmes, alimentation, santé,... peu d'analyses et de prospectives sont optimistes. Tiens, cette liste ressemble à celle des sujets stratégiques évoqués précédemment.

Il n'y a pas lieu d'être optimiste, il n'y a pas lieu non plus d'être pessimiste, le monde est tel qu'il est, or tous ces registres listés sont le monde tel que ... nous le créons.

Il est le résultat de tout ce à quoi nous avons crû et ce à quoi nous croyons maintenant. Quand je dis nous, je parle à l'échelle de notre société, ou civilisation.

Même notre dit environnement est un résultat de nos croyances. Je distingue « environnement » de « climat », sur lequel le soleil et sa galaxie, notre petite lune et la planète elle-même, ont – il me semble – beaucoup plus de puissance que nous. Nous avons en revanche une capacité impressionnante pour intervenir sur tous les écosystèmes que nous touchons et qui nous « environnent ». Dans un sens comme dans l'autre. Or ces écosystèmes semblent

les plus capables d'amortir les humeurs du cosmos. Avons-nous même autre chose, à cette échelle de la planète ?

Sauf à croire à la puissance des technos comme on croit à la puissance des dieux. Sauf à ignorer la puissance des écosystèmes à se régénérer et se développer. Augmenter cette puissance de notre intelligence, de l'esprit humain, mettre les technos et l'économie à leur service, considérer chaque être humain comme composant de son écosystème local plutôt que passer dans un environnement qui lui serait extérieur, me semble donc plus propice à l'amortissement des chocs, peut-être à la diffusion d'une relative abondance.

Pour illustrer la nuance, je vous propose l'image de l'ouragan. À notre échelle c'est totalement dévastateur, dramatique ; et cette force nous dépasse au point qu'il n'est même pas question de rivaliser. Même notre arrogance technologique y trouve une limite. À l'échelle de la planète, c'est juste une façon d'enlever quelques degrés à la masse maritime parce qu'elle est trop chaude. L'inverse d'un éternuement pour notre corps, qui produit quelques calories parce qu'il perçoit un léger refroidissement. Un ouragan, c'est une sorte d'éternuement pour la planète. Elle s'enrhume assez souvent par les temps qui courent. Il me semble que l'on peut cultiver – à cette échelle – notre humilité.

Par exemple, mettre les programmes de géo-ingénierie, comme « haarp », sous les feux de la rampe populaire, c'est-à-dire à la vue et au su de tous. Sous les feux de la rampe, tout ce qui touche aux fondements mêmes de la structure organique, ADN et nucléosynthèse en font partie. Sous les feux de la rampe, tout ce qui touche aux fondements de notre intégrité humaine, la pensée et la mémoire en font partie. Je ne suis pas en train de dire que c'est mal, ni que c'est bien. Que les acteurs ont raison de s'y investir ou qu'ils ont tort. J'insiste simplement sur la nécessité, au-delà d'une information, d'une instruction populaire. Ne serait-ce

que par respect. Les décisions des Comités de direction doivent subir le joug de la sagesse populaire. Le fait de jouer aux apprentis sorciers dans les domaines cités n'est pas la question en soi, elle est vite réglée par le simple fait que rien ne l'empêchera. La question est davantage celle des arbitrages, de l'évaluation des bénéfices et des risques. Qui règle la balance sur ces questions clé, où sont les curseurs ? Doit-on s'en remettre à une poignée de personnages, dont on suppose l'irréprochable expertise mais dont on ne connaît probablement même pas l'identité ? Peut-on s'en remettre au plus grand nombre et croire à ce qui est supposé le caractériser, croire au bon sens populaire ?

Et pour retomber sur mes pattes après cette petite digression « techno-scientifique », on peut également voir dans ce phénomène de l'ouragan, pas tant la « fin du monde », du moins sa dévastation, qu'une bascule.

*Une mer qui chauffe, chauffe,
éternuement, là, ouragan,
ouf, une mer fraîche.
Une vie manufacturée détruite,
une vie organique meurtrie
qui reprend, inlassablement.
Une manufacture aussi
éberluée, usée, pressée.
Je ne donne pas de leçons,
je pose des questions.*

Le plaidoyer écologique énerve beaucoup, c'est normal. Je comprends que ce registre puisse saturer les esprits, les médias ne font que ça – nous saturer – et nos dirigeants derechef, pour mieux ne rien faire. Ça tombe bien, ce livre n'est pas un plaidoyer écologique, non plus.

J'aime bien ce mot *bascule* parce qu'il induit à la fois une sorte de déséquilibre et une idée de passage, par un point d'équilibre.

Un peu comme « amateur », c'est à la fois celui qui sait, qui s'y connaît, on le dit alors grand ; et celui qui se trompe, le maladroit, le débutant, celui qui ne sait pas mais qui fait comme si. Seules les notes et la musique de la phrase font la différence dans le sens qu'on met dans ce mot.

Si l'on bascule, on tombe, première image qui vient à l'esprit. En y regardant de plus près, c'est une dynamique qui s'adresse davantage à tout ce qui est vertical, comme ... l'être humain par exemple. Commencer par son propre vécu n'est jamais sot, si l'on n'omet pas de continuer. La balance, souvent symbole de justice, est aussi une forme de bascule. Elle induit alors cette idée d'un équilibre fragile, sur lequel on cherche à se maintenir ; qui s'adresse plus naturellement à ce qui est horizontal.

On trouve un troisième sens dans le registre du rythme, image du fauteuil à bascule, ou encore du métronome, qui nous emmène vers quelque chose de plus régulier, de mouvement qui repart et revient, une oscillation.

Bref, « bascule » est un joli mot. Il ouvre sans doute plus de possibilités, d'options et perspectives, qu'une expression comme « aller dans le mur ». Mais sans tromper la réalité non plus.

Quelle attitude ?

Se laisser porter par les émotions, ou comprendre pour acquérir une capacité d'agir ? Le problème pour comprendre, c'est justement de mettre de côté les émotions, pas les émotions dans le registre de l'intuition, mais les émotions vives et les « passions tristes ». Or la danse des peptides de notre cerveau, les chorégraphies de toute beauté qu'ils tissent pour créer la chimie de ces émotions vives, sont très addictives ; au premier sens du

terme. Difficile de nous en passer, plus encore de nous en défaire. Créer de toutes nouvelles chorégraphies nécessite d'abord une intention réelle de le faire et de la répétition, beaucoup de répétitions.

Dans le contexte qui nous intéresse, la bascule inquiète. Même dans un sens que l'on voudra positif, le ressenti d'une bascule de notre société induit l'idée d'une chute ; il est vrai que nous concevons la société de façon très verticale.

Pour le moins, on ressent un passage vers l'inédit, vers l'inconnu. Premier réflexe face à l'inconnu ? La peur.

Si l'on considère notre société en bascule, à quelle bascule avons-nous affaire ?

Peur et culpabilisation

On peut considérer que les humains ont toujours dû faire face, depuis les Cités États et ce que l'on qualifie communément de premières civilisations, à l'asservissement. Lorsque je dis « on peut », ce n'est pas pour faire d'une assertion personnelle une vérité universelle, j'entends par là qu'il est raisonnable de le penser. Par exemple, c'est mon cas. Plaisanterie à part, la littérature qui en fait l'analyse est tellement abondante, ce point de vue culturel est tellement courant, que cette idée mérite l'expression « on », sans que personne ne passe pour un ...

Le « grand nombre », qui peuple un lieu, a fréquemment oscillé entre l'acceptation de son asservissement – la fameuse « servitude volontaire » – et un affranchissement, voire une émancipation. Il y a donc lieu de se demander quels en sont les principaux ressorts. De l'asservissement et de l'émancipation.

David Graeber et David Wengrow apportent un éclairage très instructif sur les capacités humaines à concevoir des formes d'organisation de société, dès le paléolithique supérieur (50.000 à 15.000 ans avant notre ère) mais davantage encore dans le mésolithique qui suit, et sur la probable maturité des débats. Les récits évolutionnistes convenus sur les origines des inégalités, s'inscrivent dans une oscillation permanente entre Hobbes et Rousseau, l'homme un loup pour l'homme, ou l'homme

naturellement bon jusqu'à ce que promiscuité et propriété ne viennent corrompre les esprits et les sociétés. Les interprétations darwiniennes opportunes et souvent idéologiques, complètent cette trame dont nous héritons tous. Mais archéologie et anthropologie, de biens récentes disciplines, mûrissent et fournissent aujourd'hui des réfutations évidentes aux récits qui nous animent encore. Leur ouvrage « Au commencement était... » suggère une créativité et une diversité déroutante des modèles politiques, que je vous invite à découvrir. Une leçon que l'on peut retenir dans le contexte de ce livre : cette capacité à imaginer et expérimenter des formes très variées de sociétés, est intrinsèque à la nature humaine. L'avons-nous oubliée ? L'avons-nous perdue, comme certaines de nos dents devenues inutiles ?

Commençons par l'asservissement : quels sont de facto, nos fléaux de sapiens domestiqués ? Je passe nos ressorts propres, individuels, « la servitude volontaire » ; La Boétie ne mérite pas la paraphrase, et il y en a déjà suffisamment de commentaires. Pour ceux qui ne l'ont jamais fait, c'est franchement un tout petit bouquin, lisez-le ^^.

Ajouter cependant la variable de Milgram, la soumission culturelle à une autorité cohérente et reconnue en tant que telle, me paraît utile. Son expérience ou plutôt la série d'expérimentations qu'il a menées, est très révélatrice pour comprendre nos comportements d'obédience individuelle. Aller au bout de la lecture pour les nuances de variantes, vaut le coup. Du point de vue collectif, l'expérience de Ash et les découvertes sur le fonctionnement du cerveau éclairent beaucoup sur les observations sociales, par exemple sur les dynamiques de mimétisme ou de préférence à l'appartenance au groupe, qui l'emporte sur une évidence logique, personnelle, qui serait contradictoire. On peut y voir une certaine beauté. On a tendance à privilégier le fait de se sentir comme les autres, donc avec les

autres, de faire corps avec un comportement collectif, quelquefois malgré notre propre raison qui nous dicte autre chose.

Attention ces informations sont souvent utilisées pour dénigrer les comportements collectifs, et servent ainsi d'argumentation pour démontrer l'incapacité d'une population à décider quoi que ce soit. Cette argumentation passe toujours par des amalgames fautifs et des restrictions de référentiels. J'y reviendrai. Se renseigner réellement sur ces dynamiques à double tranchant permet une certaine tolérance, voire une sympathie, pour les comportements de groupe, et de masse. Et cela permet aussi – et surtout – de ne pas laisser nos dirigeants les utiliser à leur guise et pour leurs intérêts propres, souvent aux dépens du plus grand nombre.

Je passe donc directement aux ressorts de ceux qui exercent cet asservissement chronique.

Les plus puissants, les plus efficaces, utilisés depuis tous temps, sont la peur et son association avec une culpabilisation morale. Les empires et royaumes chrétiens en ont beaucoup usé, ainsi que tous les pouvoirs – sauf exception ? La peur, c'est facile à comprendre, elle est souvent qualifiée de programmation génétique, située « au plus profond de notre cerveau reptilien ». De la même façon qu'il est difficile, voire impossible de s'en affranchir complètement, il est on ne peut plus facile de l'activer, de pousser ce curseur sans retenue, ni transition.

Arrêt sur image, pour rappel, les lignes qui suivent ne nourrissent aucune thèse conspirationniste, personne ne se sentira piégé, je me garde bien de prêter aucune intention spécifique aux gouvernements, ni à notre gouvernement, si ce n'est de servir quelques idéologies et surtout leurs intérêts propres.

Je ne manque pas d'identifier quelques manquements coupables de notre actualité récente, mais il n'est pas question d'accuser. Je partage seulement avec vous mon observation des dynamiques en cours, et passées. Elles pourront manquer de douceur, chacun adaptera à son goût, mais c'est pour que vous puissiez suivre mes raisonnements.

Plus on a peur, plus on se soumet. À une protection. Au mythe tout puissant. Au récit qui rassure. La culpabilisation est la lame supplémentaire qui permet de refermer le ciseau, une couche morale qui permet un contrôle des sujets, par eux-mêmes.

*contrôlé(e) par mes voisins – vilains pangolins,
mon proche entourage – ça... c'est pour mon bien,
je contrôle en retour – si peu, presque pas,
je me contrôle moi – mmmh... là j'vois pas.*

La culpabilisation permet le passage d'une peur individuelle, à une peur collective, et se nourrissent l'une l'autre. Chacun a bien sûr le droit d'avoir peur pour lui-même, de croire qu'il ne peut pas la contrôler ; a le droit de se contrôler soi-même au nom d'une cause. Mais le problème, c'est qu'il en veut terriblement à celui qui ne croit pas assez, à celle qui n'a pas assez peur. Les États-Unis ont connu cela de façon très sournoise avec la chasse aux communistes de Mc Carthy (« Good night and good luck » est par exemple, pour ne pas citer que des bouquins, un film qui illustre cette ambiance de façon plutôt fine). L'occupation, en Europe, est une mémoire encore vibrante, mais dont on oublie généralement les comportements communs de la plupart des gens. On préfère l'image binaire qui distingue le résistant du collabo, pour mieux oublier que ces définitions répondaient à seulement 10 % de la population, le reste oscillant entre les deux de façon floue, ténue et discontinue. « Une si douce occupation » de Gilbert Joseph

apporte un regard neuf et déroutant dans ce registre, et plus encore sur Sartre et Beauvoir qui ont surtout fait montre d'un inébranlable opportunisme, fait le contraire de ce qu'ils ont dit ou suggéré, pour jouer ensuite le rôle de juges moraux.

Nos ancêtres ont également connu la Loi des Suspects de Robespierre, qui faisait que chacun pouvait suspecter quiconque, ... d'être suspect. Une pure merveille.

*La morale ? Qui opère ;
le contrôle ? Va de pair.
Le moral ? Délétère.
Résultat ? Mortifère.*

Il y a donc passage à un comportement sinon uniforme, au moins *conforme*,... au mieux uniforme.

Le discours, le leitmotiv, est inéluctablement celui d'une conformité au service de tous, au nom du contrat social et de la responsabilité de chacun, pour le bien de tous, donc *son propre bien*.

Digression sur les trois sens de l'italique qui valent la peine de s'arrêter une minute ; il y en a déjà un certain nombre dans ce texte, j'en use peut-être en abuse, je profite de celui-là. Un peu comme je l'ai fait pour le mot « bascule », on peut chercher ici deux sens qui s'opposent a priori mais qui peuvent aussi se compléter, voire quelquefois fusionner. Et si l'on veut, un troisième ; plus littéraire, plus intime, plus subjectif, plus sensuel, plus créatif.

« *Son propre bien* » dans cette phrase peut ainsi d'abord se lire « mon propre bien. ». A l'opposé, avec un soupçon d'ironie, « *son* » peut aussi désigner le bien du discours, donc celui de l'asservissement. Enfin pour l'ouverture, il est également amusant

de se demander : « mais même s'il s'agit bien de mon bien, est-ce vraiment mon bien propre, et celui de tous ? ».

Sympathique l'italique, non ?

Si vous n'avez pas bien compris, ne vous inquiétez pas, le message est simple : l'italique vous invite à chercher un troisième sens au mot. Faites-en l'usage. La prendre en compte est une couleur supplémentaire dans la palette de lecture, pour une peinture plus fine, ce serait dommage de la rater.

La langue est un code, et comme pour l'informatique, il programme des comportements. Celui-ci imprime notre cerveau, déclenche nos émotions et s'exprime par nos faits et gestes. Décoder la langue est résolument une discipline à développer, de toute urgence.

Cela permet entre autres de s'intéresser aux faits, aux actes, davantage qu'aux discours, en tant que réalité ; d'identifier les dissonances et les duperies, de mieux appréhender les dynamiques en cours, mieux voir tout ce que QR code.

Aujourd'hui la peur est cultivée ad nauseam, et malgré cet effluve nauséabond, il semble qu'on en redemande. Les héroïnomanes vomissent et pourtant en redemandent, aussi. Homo-sapiens aimerait-il la nausée ? C'est en tout cas ce que nous suggère le marketing de l'industrie cinématographique, du marché des opinions politiques, du prêche médiatique. Son odeur en programme pourtant la défiance.

Nous avons une culture ancestrale de l'idée du sauveur, nous avons donc pris l'habitude de consommer de la peur en l'associant à des espoirs, ou à la consommation d'un sauveur.

En 2020, une peur brassée par Maître Corona ; nommée Crise sanitaire, Pandémie. Elle a pris un moment la tête du peloton devant Crise climatique, Crise migratoire, Terrorisme, elle enfouit

dans la forêt d'autres gros arbres comme Crise énergétique, Crise logistique, Guerre économique, Crise sociale, voilant pudiquement au passage, Crise politique, Crise monétaire.

Même si l'on dit parfois s'en lasser, on baigne majoritairement avec allégresse dans l'entretien d'une peur panique qui dépasse la menace, sans doute réelle mais raisonnablement gérable. On observe le développement d'une culpabilisation morale au nom d'une cause irréfutable et belle, qui a pris à cette occasion là, le nom d'Immunité collective ; et celui de mon Passe social. Hier le Climat pour sauver la planète, et mes fesses au passage, avec un combo smartcities et grands remplacements (ampoules, compteurs, voitures, chaudières, emplois, ...) ; avant-hier les Droits de l'homme, pour défendre le nouveau pouvoir divin du peuple et les opprimés de La dictature monarchique dans le monde, avec un Bulletin de vote dans la poche comme graal fatal, avec mes propriétés devenues sacrées ; l'avant-veille je priais la clémence de dieu pour tous les Péchés de l'humanité, sans oublier le Salut de mon âme,... ni quelques autres *Privilèges*.

Nous semblons aimer, du moins souscrire aisément, ce schéma reproductible à loisir. Il a pourtant un prix.

La dot ? Docilité et conformité, lot de tous les peuples.

Le tribut ? Une forme d'asservissement.

Elle est chez nous depuis 2 siècles dans le travail, elle est au service de l'usine, pour un maximum de journées et le plus clair de la journée. Plus récemment elle est davantage – toujours chez nous – dans la quête de l'argent, au service du numérique car l'usine se fait rare ; il s'agit donc finalement de vivre, pour travailler ou pour gagner de l'argent. Pour servir. Ce n'est pas qu'une figure de style, ça relève de la plus simple logique. Nous héritons tous également de l'éthique protestante du travail. Luther commence par le sacraliser, ce ne sont plus tant les prières

et les jours chômés qui plaisent à Dieu, c'est le travail et le fait de faire fructifier son argent. Calvin plus tard associe la réussite à la prédestination. Si je réussis, c'est que Dieu l'a voulu. C'est ensuite un pasteur ayant acquis une influence politique suffisante, Franklin Roosevelt, qui finit d'institutionnaliser le travail et la méritocratie comme ingrédient culturel de base dans les sociétés occidentales, et l'accumulation de l'argent comme le signe d'une bénédiction divine. Aujourd'hui le fait de servir Dieu n'est plus le fait social massif dominant, en occident. On a pu constater qu'il s'agissait surtout de servir un pouvoir qui s'empare ou se pare de religion. Mais l'ingrédient culturel demeure, tout en évoluant.

On apprend dès le plus jeune âge que la vie consiste avant tout à servir à quelque chose. Donc, à servir. Pourquoi pas ? Mais servir quelque chose n'est-il pas le plus souvent, servir quelqu'un ? Servons-nous nos proches, notre famille, ceux que nous aimons, ceux que nous décidons de servir ? Servons-nous ce que nous voulons, nos rêves ?

Et maintenant professe Harari, la menace à venir de l'inutilité de l'homme. Et maintenant professent allègrement nombre de personnes, la culpabilité de l'humain pour tous les maux de la planète. La culpabilité de son existence même ! Joyeux programme.

En contrepartie, peut-on résister à un récit qui, comme l'immaculée conception, inspire tant beauté et volupté ? Si l'on mentionne par exemple que la vierge a peut-être plus à voir avec la constellation du même nom qu'à une absence miraculeuse et sacralisée de sexe, l'accueil du chrétien, même contemporain, manquera lui, de chaleur. Si l'on commence à décortiquer le texte des droits de l'homme et surtout pointer du doigt les usages qui en sont faits, ne passe-t-on pas pour un très suspect hérétique ? Si d'aventure quelqu'un précise, pour notre dernier exemple de l'immunité collective qui a pris siège à table, qu'elle n'est au

départ qu'une hypothèse mathématique, un modèle qui requiert des conditions, non remplies par trois récalcitrants que sont rhinovirus, coronavirus et grippe ; ou discute stratégie, épidémiologique ou immunitaire ; cette personne n'est-elle pas... diabolisée ?

Car tout cela est beaucoup moins glamour et beaucoup plus fastidieux, que d'annoncer la bonne nouvelle d'une solution miracle, telle une injonction sacrée par la Science et la Techno qui nous rendra la liberté et la vie... *normale* ; ou encore une République qui nous apportera liberté, égalité et fraternité. Résister à ces récits fabuleux, c'est renoncer au sauveur, ce qui est cruel, pour nous chrétiens sans église, pauvres hères. Nous avons mis 4 siècles à nous affranchir de cette Église qui disait le Bien et le Mal, nous affranchir du Livre qui dit le Monde. Il serait peut-être temps de nous affranchir du Sauveur, de l'idée même, et de la tentation à son recours.

Arrêt sur image : je n'écris pas non plus une thèse antivax, hé non. Réfuter les bienfaits du principe de la vaccine et de tous les résultats obtenus sur un bon nombre de maladies contagieuses, est un peu crétin. Cultiver des souches de façon stratégique semble pertinent, mener des stratégies qui ciblent directement les personnes menacées de pathologies graves aussi. Brandir l'étendard du Vaccin, pour obliger toute une population à tester deux prouesses technologiques (ARN et ADN), sans aucun recul pour personne, ça, c'est une autre affaire. Avoir empêché les corps médicaux de soigner, avec des directives et un bombardement de consignes contradictoires, est également une réalité tragique. Lancer une campagne de vaccination plus que massive en pleine épidémie est gravement discutable. Quant aux déclarations présidentielles vis-à-vis d'une partie de la population,

elles sont tristement honteuses et condamnables. Fin du coup de gueule.

Les décisions stratégiques pour la santé publique ne doivent-elles pas elles-aussi, être soumises à la sagesse populaire ? Plutôt que retranchées dans un huis clos à la transparence du bunker ? La moindre des délicatesses pour un gouvernement, est de consulter son peuple sur les différentes options. Options qui doivent nous être présentées, être qualifiées, évaluées et illustrées par les meilleures compétences, dans différentes disciplines. Peut-on donner en pâture notre santé, à la loi d'un marché de plus de 100 milliards de dollars ? Quelle force, quelle dynamique, quel pouvoir, peuvent rivaliser avec cette puissance ? Peut-on laisser marchandiser non seulement nos maladies, mais aussi notre bonne santé ?

Je choisis mes mots, donc tel est mon propos, pas moins, pas plus. Votre façon de voir et de dire est tout autant respectable, elle répond à vos émotions, mais ne lui faites pas lire ce qui n'est pas écrit.

Je profite du focus précédent sur la culpabilisation pour ouvrir une parenthèse à la tentation « miroir » qu'elle présente : la recherche du coupable. Lorsque quelqu'un est taxé de conspirationnisme, c'est souvent, ou bien toujours, parce qu'il est lui-même « obsédé » par cette recherche de coupables. Elle est assez symétrique avec la quête du sauveur. Revers de la même médaille en quelque sorte. C'est donc de mon point de vue également une fausse piste. Stratégiquement, ça n'a guère plus d'intérêt que vouloir une tête de l'Hydre. Une coupée, trois qui repoussent ? Et après ? C'est une sorte de gabegie d'énergie.

Cela n'empêche pas de soutenir les courageux qui s'y attèlent, s'ils sont compétents ; et seulement lorsqu'ils le demandent (sauf si c'est leur audience que vous voulez soutenir). Méfions-nous des

loustics qui profitent, et picorent dans les espérances des personnes en détresse. Je ne prône pas l'immunité aveugle des abus de pouvoir, au contraire. Ledit Conseil de Sécurité au nom d'une dite Guerre contre La pandémie, est une fumisterie dont le maintien jusqu'à la veille des présidentielles dépasse l'entendement. La séparation des pouvoirs devenue factice, beaucoup de mesures et de décisions sont de facto très coupables. Pardon, j'avais dit « fin du coup de gueule » et j'en remets une couche. Je vais tâcher de ne pas recommencer.

Vous pouvez mettre ça sur le compte de l'actualité, nous sortons tout de même d'un moment dont « l'histoire fera date » pour reprendre l'expression de Boucheron. Cela mérite quelques traces dans les écrits qui lui sont contemporains.

Toutefois, je recommande vivement les enquêtes minutieuses de Marc Endeweld qui permettent de trier grain et ivraie de façon plutôt objective, avis aux amateurs. Manoeuvres et bilans de notre gouvernement sont accablants, édifiants. On réalise également à quel point derrière le rideau de l'actualité, les affaires continuent. À quel point également la France se ridiculise souvent sur l'échiquier géopolitique, qui lui aussi est en pleine transition. En revanche ceux qui misent sur des « circonstances atténuantes » pour s'épargner une colère ou éviter un total découragement, ne doivent pas lire ces ouvrages.

Petit hommage au passage pour Anticor – dont les financements restent à scruter, comme toujours – une équipe à qui nous devons beaucoup, car elle arrive contre vents et marées à se substituer parfois aux institutions supposées nous protéger des abus de pouvoir, mais qui font cruellement défaut.

Je trouve préférable de se débarrasser l'esprit de cette question de la culpabilité, car elle nous dépasse pour la plupart, non pas

pour l'oublier mais pour la confier à qui de droit, et consacrer son énergie à quelque chose qui donne envie. Pas celle de pleurer.

Voici simplement le cœur de ma question dans ce chapitre ; la question est triple :

. Peut-on laisser la peur et la culpabilisation régir nos sociétés, nos comportements, nos vies ?

. Peut-on vraiment encore croire à une solution simple, pour quelconque problème majeur ?

. Peut-on de même, encore croire à une personnalité politique, la figure providentielle qui va nous sauver des catastrophes et guider nos pas vers un meilleur destin, une plus grande justice, une plus large prospérité, plus de paix ou plus d'équilibre ?

Ce sont toutes trois de fausses pistes, la première étant la pire, la deuxième puérile, et personne ne saurait être la troisième. Pour moi ces trois questions n'en font qu'une, mais si ce n'est pas le cas pour vous ce n'est pas très important, on peut les considérer séparément tout autant.

Je viens de commencer à exprimer pourquoi j'en arrive là. Continuons de broser le paysage pour répondre à ces questions, notamment la troisième moins évidente, et un peu moins rhétorique.

Illusion et coercition

Machiavel. Il a changé la conception du pouvoir, la nature même de la représentation que peuvent en avoir les dépositaires. En premier lieu il l'a exempté de toute ingérence religieuse. Ce geste inédit est un total bouleversement structurel, respect. Par le même geste, il vidé le pouvoir de toute prétention morale. Le propos du pouvoir n'est plus celui de mener les ouailles vers le salut comme le développe Augustin dans la « Cité de Dieu », ni vers une quelconque vertu comme c'est le cas depuis l'antiquité. Machiavel proclame que c'est de toute façon peine perdue, le peuple ne deviendra, en aucun cas, vertueux. Il faut reconnaître que la Renaissance florentine émerge après ce qu'une société peut connaître de pire, la guerre civile, qui déchire au sein même des familles et des proches, au nom d'une religion. Émerge aussi « le marché », où pouvaient s'exprimer les irréductibles pulsions de l'homme, autrement que dans les massacres d'une guerre.

Le seul propos du pouvoir doit dorénavant être de ... gouverner, d'être exercé. Le seul propos du pouvoir devient donc ... lui-même ; se renforcer, grandir, concentrer, il n'aspire pas à autre chose. Les gouvernants n'ont donc plus qu'un seul devoir, le conserver et l'augmenter pour mieux... le conserver. Mais ce pouvoir a tout de même une finalité. Machiavel avait cette idée qui traverse toute l'histoire de la nécessité d'une autorité centrale toute puissante, pour que cessent les querelles de roitelets.

Beaucoup croient encore que le pouvoir est au service de l'intérêt général. Cette pensée est sympathique, voire louable, mais elle n'est maintenant qu'une question de naïveté. Une seconde idée forte que l'on doit à Machiavel, davantage retenue dans la mémoire collective par l'usage de l'adjectif machiavélique, c'est que « tous les moyens sont bons ». L'idée d'une fin qui justifie les moyens ; largement partagée par les idéalistes et certaines utopies politiques de notre histoire contemporaine.

A l'usage, deux grandes familles de moyens sont très bonnes, la force et l'illusion. Faire croire à chaque niveau hiérarchique qu'il a du pouvoir, faire croire au peuple qu'il a ce qu'il veut, est moins coûteux et moins risqué pour gouverner et conserver le pouvoir. En contrepartie la crainte, les usages de la force et de la coercition sont plus fiables et plus rapides. Personne ne doit s'y tromper, l'une n'empêche pas l'autre. Les gouvernements occidentaux, pour le moins, ont bien retenu ces leçons florentines. Nous vivons cet héritage qui omet le dernier chapitre du « Prince » qui en précise la finalité, ce pour quoi ce pouvoir doit être exercé, la paix. Elle est pourtant restée officiellement la finalité des Préfets. Mais l'agenda carriériste n'est pas souvent compatible avec l'attitude noble.

Les techniques de coercition et de domination sont très connues, elles opèrent dans un référentiel quasiment unique, un rapport de forces qui ne peut qu'augmenter. Les techniques de l'illusion sont moins flagrantes, et pour cause. Certains les ont érigées en art.

Nous évoquerons seulement deux stars dans le domaine, pour représenter deux grandes familles. La première technique adresse la raison et cherche à détourner la réalité. Elle ment effrontément. Elle utilise une propriété de l'esprit, qui finit par imprimer quelque chose qui lui est répété, encore et encore, sans cesse. La chose devient une variable intégrée, une réalité peu contestée. Plus simplement dit, c'est la technique du bourrage de

crâne. Elle fonctionne. On la classe aisément dans la catégorie de la propagande, avec des figures emblématiques comme Goebbels. Elle nous semble plutôt obsolète aujourd'hui, on y voit un caractère « gros sabots », qui ne saurait plus nous abuser. On peine à envisager que nos gouvernants puissent tout simplement mentir, non pas pêcher par omission, arrondir les angles, légèrement travestir, mais mentir vraiment, sciemment, comme un enfant, un professionnel de l'arnaque, un maître de duperie.

Même si on les en croit capables, on s'accroche au fait que quelque chose les en empêchera, ou quelqu'un.

Mais sur quoi repose cette pensée que nous pourrions en être exemptés ? La vertu naturelle des élus et des gouvernants ? Les sanctions fatales encourues ? Notre capacité évidente à déceler un mensonge ? Sont-elles solides ou vaporeuses ?

J'associerais symboliquement à Bernays la seconde famille, car elle n'est pas que politique. Celle-ci s'adresse uniquement aux émotions. Il s'agit d'emporter une population (ou un groupe de personnes) dans un comportement, mais d'elle-même, poussée par une émotion forte, collective. Peu importe ce qui est dit, seule la réaction est recherchée. Il s'agit de créer une croyance. Son fait d'arme le plus connu est probablement la manipulation des femmes au profit des cigarettiers. Il a fait croire que fumer était le moyen de l'affranchissement et de l'émancipation, en un claquement de doigts il a doublé le marché et condamné les femmes à une nouvelle dépendance, toutes convaincues de leur volonté. Il a changé la représentation de la femme qui fume, passant de la danseuse de cabaret sulfureuse que l'on méprise – officiellement, à la femme libre que l'on célèbre – officiellement. Lisez Bernays une fois, la façon dont sont dites les choses est encore plus édifiante que les choses dites elles-mêmes.

Les gouvernements contemporains, mais plus généralement chaque président, à chaque échelle, usent et abusent de ces techniques pour conserver et augmenter leur pouvoir. On peut trouver la réflexion d'Alain très pertinente, lorsqu'il dit qu'on ne peut « confier le pouvoir qu'à ceux qui n'en veulent pas ». Le garçon par la suite est devenu dans l'affront, quelque peu « *passif-iste* », plus ambigu. Mais cela n'enlève rien à la valeur d'une telle réflexion.

Nous pouvons nous réjouir de la préférence donnée, pour ce qui concerne notre civilisation actuelle, notre société, à la fabrication et l'entretien des illusions. À cette « fabrique du consentement », que Chomsky approfondit avec habileté et finesse.

Nous réjouir ? Préférable aux chars.

Lorsqu'il y a rapport de forces avec un pouvoir d'État, les peuples sont toujours perdants, je ne connais pas d'exception. Ces derniers sont utilisés dans notre histoire pour conquérir, renverser un pouvoir en place. Anciennement surtout par la force et par enrôlement de la misère, dans notre histoire plus contemporaine davantage en trompant. Parce qu'il faut toujours des bras, une mobilisation physique, justement pour chercher un avantage dans les rapports de force, à savoir du volume. Les peuples plus contemporains se sont donc faits davantage manipulés et enrôlés, au nom de causes et de croyances.

Régulièrement les volumes mobilisés deviennent encombrants, quelquefois des ennemis.

Rappelons seulement trois événements pour illustrer. Il est bon parfois de masser gentiment nos mémoires, geste de tendresse affective. Rappelons que Trotski, au service dudit « Père du Peuple » a inauguré son armée rouge en tant qu'armée politique avec le massacre de 15.000 marins à Kronstadt. Leur péché mortel ? Revendiquer qu'à l'origine l'idée était de renverser un

pouvoir monarchique de Tsar pour le donner aux soviets, c'est-à-dire les cellules locales, le peuple ; pas de donner tout pouvoir à un parti bolchevik minoritaire. Merci papa.

Rappelons aussi le « moviment libertari » mouvement libertaire indépendantiste espagnol, à ma connaissance l'aventure qui est allée le plus loin dans la dynamique d'autogestion mutualiste et coopérative en Europe. Je retiens cette illustration, car au-delà du caractère instructif des expériences menées, elle rappelle combien le pouvoir déteste voir son peuple s'émanciper de lui-même ; cette histoire rappelle *combien ça lui coûte*, le prix d'une guerre civile. Encore un grand ménage éloquent.

En France nous cultivons à outrance la mythologie d'un peuple qui a renversé son roi pour instaurer le pouvoir du peuple. On voit dans la Révolution une victoire. On apprend et on croit que le peuple a bien obtenu gain de cause dans le rapport de force ; « ça a marché, on l'a bien vu ». Sauf qu'il s'est fait abusé, il n'a rien obtenu du tout. C'est une victoire à plus d'un titre, mais pas celle du peuple. Rappelons que les « enragés », bien à propos nommés (on fait la même chose avec le chien qu'on veut tuer, dit l'adage), ont mérité leur coupe de tête par Robespierre parce qu'ils revendiquaient du pain, du savon et des bougies, simples raisons de leur mobilisation initiale. Le rapport de force a davantage eu lieu entre une royauté un peu usée par les âges, acculée par une famine, et une bourgeoisie en plein essor, avec des armes et les bras du peuple. Ce dernier n'obtient rien. Il est davantage ignoré que méprisé. « L'origine de la France contemporaine » de Taine et les textes de Tocqueville apportent un éclairage bouleversant, sur notre représentation de ces événements et des grandes bascules.

La propriété, reconnue comme droit fondamental de l'homme au même titre que sa vie, gravée dans le marbre symbolique comme une victoire du peuple, ne le concerne pas. La propriété

commence et finit la déclaration des Droits de l'Homme. Mais le peuple n'a aucune propriété et n'y a pas accès.

Attention, je ne suis pas en train de condamner la propriété. Ce serait relativement stupide, du moins totalement déconnecté du monde réel. D'ailleurs Proudhon lui-même, dont on retient « la propriété c'est le vol » ne la condamnait pas non plus. Il la pose même plus tard comme plutôt garante d'une certaine liberté des foyers. Ce que dit l'aphorisme dans le bouquin, c'est que s'approprier le fruit du travail collectif, la valeur ainsi décuplée de chaque paire de bras, c'est voler la valeur du travail, la « factorisation collective », qu'il nomme « aubaine ». Le livre dit également que l'origine de toute propriété, à commencer par chaque bout de terre et toutes les ressources qui se trouvaient dessus, humaines comprises, n'a jamais eu d'autre légitimité que l'imposition de la force. Il parle de l'origine, pas de toute propriété obtenue de nos jours.

Dans un autre référentiel qui poserait par exemple un accès aux ressources, équitable pour chacun sur terre, cette appropriation deviendrait également une certaine forme de vol. Je ne fais pas comme beaucoup, à commencer par Rousseau lui-même, une vérité de son hypothèse, « un homme naturellement bon, corrompu par la propriété, origine de tous ses maux ». Ce qui est fait est fait, on ne peut pas revenir sur le passé, encore moins sur nos origines. Ce que l'on peut toujours, à partir de là, c'est créer.

Cherchons plutôt les vertus, épinglons les vices de la situation telle qu'elle est devenue.

Il est bon de reconnaître et ne pas oublier en contrepartie, qu'il y a eu malgré tout une bascule à ce moment des droits de l'homme, plutôt symbolique au début, considérable par la suite. Aujourd'hui, même si l'on parle des inégalités scandaleuses et de leur aggravation, et qu'on a raison d'en parler, l'accès à la petite

propriété semble réparti sans commune mesure avec le XVIII^e siècle. Attention, cela fait de cet accès et de cette répartition relativement étendue, une cible. Un appel d'air pour une nouvelle concentration. Petit point de vigilance à maintenir au passage, pour tous les petits propriétaires de leur foyer.

Quoiqu'il en soit, imaginer un renversement de pouvoir par la force au bénéfice d'un peuple, concevoir une quelconque stratégie dans ce référentiel des rapports de force, me semble être une erreur fatale. Vouée aux drames et à un éternel retour au statu quo, comme toute révolution. Les exemples historiques, force est de le constater, sont légion.

*Cessons nos illusions.
Mais ne provoquons
aucune coercition.*

Il est vrai aussi que les rares victoires obtenues par un peuple sur son autorité, son gouvernement, ont eu lieu lorsque les personnes qui l'habitent, les locataires de ce gouvernement, se sont sentis directement inquiétés, physiquement. Ils se font toujours surprendre lorsque le monde réel les rattrape, lorsque le peuple n'est plus seulement une variable d'ajustement, un encombrement incontournable, et qu'il devient tout à coup une « chose » vivante, bien présente, qui peut les toucher du doigt.

Mais avec un fusil, même s'il a une fleur, nous sommes morts. Déjà depuis ses 17 ans, La Boétie l'a compris, c'est une leçon également glissée dans « la servitude volontaire », plus discrète car elle n'est pas dans le titre. L'État est avant tout un monopole de la force ; et de l'imposition.

Alors les peuples sont-ils coincés par définition, condamnés à l'asservissement ?

Oui.

S'ils restent dans le même référentiel.

Rappelez-vous, lorsqu'on croit être dans une impasse, c'est un appel à une nouvelle géométrie, il faut changer de référentiel. J'évoquais tout à l'heure les ressorts de notre affranchissement, voire de notre émancipation. Revenons sur la fameuse part reptilienne déjà mentionnée. Nous avons nommé la peur en tant que ressort primaire et omniprésent dans nos réactions, nos décisions et nos opinions ; d'autant plus si l'on ne s'en affranchit pas pour construire à la place, un jugement et une action.

Quel serait un autre ressort, aussi profond et primitif que la peur, mais qui au lieu de nous programmer à mordre, à fuir ou à complètement nous figer, nous programme à découvrir, à nous exposer, à engager ?

Il est un peu plus sujet à débats, il a généré des grandes lignées de pensées qui se sont souvent opposées, battues, et pas seulement par le verbe. C'est le plaisir.

Pour éviter de résumer ce débat vigoureux qui a tout de même plus de deux millénaires, respect oblige, je vais tout de suite associer le plaisir que je désigne, à une seconde jambe, un partenaire pour mieux danser. Car cette association positionne plutôt clairement, sans devoir rentrer dans les détails, ce plaisir. Elle évacue toute notion de licence, qui justifierait au nom du plaisir de faire souffrir l'autre, comme l'affreux Sade le théorisait, ce que certains ont beaucoup aimé par la suite.

Le plaisir que je convoque appelle une dynamique motrice, créatrice, qui permet de réitérer, encore et encore.

Plaisir et rêve

De la même façon que la peur s'allie avec la culpabilisation pour un meilleur asservissement, le plaisir peut avantageusement faire alliance avec le rêve pour une réelle émancipation. Pas le rêve que l'on fait lorsqu'on dort, le rêve que l'on fait bien éveillé. Il s'agit davantage du rêve que l'on peut avoir ; pour une fois qu'un avoir permet d'être, profitons-en. Un rêve que l'on peut donc concevoir, que l'on peut donc mettre en œuvre.

Le rêve de jour s'inscrit de lui-même dans la durée. Il n'est pas l'envie irrésistible, « je rêve d'une bonne douche après labeur, d'une bonne glace quand il fait chaud, ou d'un bon feu après la neige. Il n'est pas fugace, il est tenace. Quand je pense à ce rêve, je projette autant ou davantage, un cheminement lent et progressif, qu'un résultat. D'où l'intérêt de joindre à ce rêve le plaisir, pour une marche et une démarche plus remplies d'énergie, pour rendre possible et agréable la durée.

L'espoir en comparaison, vise davantage un résultat, d'une manière ou d'une autre. C'est très risqué en fait, de nourrir un espoir, ou l'Espoir. En termes de probabilités, la cote pour que ce qui advient, comble un espoir, amoureuxment formé sous le geste de la caresse... est vraiment mauvaise, pour ne pas dire nulle. Miser là-dessus me semble être une erreur tactique.

Des stoïciens ajouteraient, à raison, que l'espoir convoque ce qui ne dépend pas de nous. Cette démarche est pour eux vouée à l'échec, source de tous les tourments. Ce propos mérite une grande attention.

Le rêve est également très distinct de l'illusion. L'illusion est une tromperie, un détournement d'attention, quelque chose qui n'a pas lieu mais que l'on croit ; elle devient, soit une déception cruelle, soit un aveuglement déterminé. C'est pire que l'image de la carotte, c'est l'image d'une image de carotte.

Le plaisir associé au rêve est à la fois un bon bateau et une bonne boussole pour naviguer. Il ne trouve pas refuge dans l'immédiat, l'éphémère, le superficiel ou l'artificiel. Ce n'est pas fatalement non plus une démarche épicurienne, qui prône finalement une excessive ascèse, contrairement à une idée encore répandue ; héritage de la joute historique millénaire évoquée plus haut. Aussi parce que, même s'il semble raisonnablement naturel, ce plaisir là n'est pas strictement nécessaire, précision pour les amateurs. Disons tout de même qu'il emboîte le pas d'une vieille sagesse hédoniste malmenée, qui n'a pas vraiment pu jusqu'ici féconder.

Je ne peux pas éluder la question de l'utopie. Car ce terme a le pouvoir d'écarter d'un revers de la main tout le propos, or je ne peux nier non plus que ma définition du rêve flirte avec l'utopie. Le problème, c'est que l'acception courante de ce mot est coincée dans le registre du doux rêve, de l'idée bien sympathique qui n'aura jamais lieu, pour qui sait ouvrir les yeux. Le pays des bisounours en quelque sorte. Il faut avouer que Fourier n'a pas aidé non plus avec sa mer de limonade et ses planètes qui copulent. Le phalanstère était pourtant intéressant mais aspire à une communauté pseudo-isolée, plus qu'à faire société.

Lorsqu'il y a eu des tentatives d'expérimentations, de réalisations, les utopies n'ont pas laissé beaucoup de traces en tant que telles ;

que ce soit celle de Christophe Colomb ou celle de Bob Denard aux Comores ; Fourier s'en tire plutôt bien dans le lot finalement. On ne peut pas dire que tout cela valorise la représentation d'une utopie. On lui associe bien sûr des régimes révolutionnaires plus connus, comme celui de Castro, dont les dynamiques sont tristement fidèles à elles-mêmes, avant tout autoritaires et sans grande réussite, même si le charme de Cuba semble irrésistible. Et je ne parle pas du soviétisme ou autre III^e Reich, qui furent aussi tous deux des utopies humanistes – ne pas l'oublier est utile – devenues symboles d'échec et de grand danger, à juste titre.

Comment se sortir de ça ?

Je ne suis pas très bien avec mon rêve à forme d'utopie maintenant. La seule issue c'est la définition du mot.

Il n'est pas bon du tout qu'un mot suggère que le rêve d'un peuple soit réalisable. L'utopie est donc associée à une idée qui n'a pas de lieu et ne saurait en trouver ; donc qui n'a pas lieu, qui n'existe pas, et par là, ne peut pas exister. C'est ce qu'on en a retenu. Pourtant l'utopie n'est pas l'atopie, un « sans lieu ». Le « u » suggère autre chose.

Par exemple dans le domaine du temps, on qualifie d'uchronie l'histoire qui a bien eu lieu, mais qui se serait déroulée tout autrement si un événement particulier avait eu une autre issue ; une bataille gagnée par l'autre camp souvent ; ou si l'on changeait quelques variables dans la partie qui s'est jouée. Comme une colonisation de l'Europe par l'Empire Inca (avec des Incas équipés d'anticorps, d'armes à feu et de chevaux quand les espagnols ont débarqué), dans « Civilisations » de Laurent Binet. L'uchronie induit l'idée d'une alternative, ici d'une ré-écriture d'un temps plus que l'absence de ce temps.

Si l'on transpose pour l'utopie, ce serait bien davantage le projet qui n'a pas encore trouvé son lieu dans l'espace-temps, n'a pas trouvé un bon endroit au bon moment. Mais rien ne dit que ce projet ne peut avoir lieu, ni que ce ne sera jamais le cas, rien. On peut même y trouver une bonne raison de récidiver, de chercher les variables à changer, ou les référentiels. Car dans cette affaire, il s'agirait de même d'une alternative, d'une ré-écriture du lieu. Or si ré-écrire notre histoire a un impact symbolique structurel mais diffus sur notre réalité présente, ré-écrire notre lieu aurait en revanche un impact très clair et déterminant sur notre quotidien.

Une utopie de société sonne un peu comme un $\S$ libre de (x) politique, une innovation non encore observée, mais dont on ne peut pas dire qu'elle n'existe pas. Merci ô sur-titre, ravi(e) de t'avoir conservé, je ne m'attendais pas à ce que tu sois si utile.

L'utopie, sujette à réalisation, lorsqu'elle devient objet de réalisation, se transforme alors progressivement en rêve collectif. Un encours.

Il y a alors ici création d'une trajectoire, qui n'est pas celle que les probabilités convoquent et progressivement, nous dictent.

Clivages binaires et conditionnement

Le clivage binaire est un fléau contre la réflexion, un ennemi fatal : il la tue.

De même, le parti politique tue la politique. Désolé(e) pour ceux qui veulent encore y croire, ce n'était déjà qu'une simple question de logique structurelle, c'est maintenant devenu – aussi – une simple question d'observation. Pour ceux qui restent sur leur faim à ce sujet, d'autres ont déjà développé et démontré cela avec compétence, Simone Weil par exemple, mais aussi De Gaulle que tout le monde revendique, à sa manière. Je préciserai cette idée, pour ne pas vous laisser avec ce seul argument d'autorité, au fil du texte, sans chapitre dédié.

« C'est bien gentil, mais on n'a pas vraiment le choix, les partis sont nécessaires, on ne peut pas non plus laisser les élus faire ce qu'ils veulent entre eux ». Ben justement, les partis sont faits pour ne pas avoir de choix. Par ailleurs les élus, en dominants, font bien ce qu'ils veulent entre eux ; en dominés, font ce qu'ils peuvent, pas grand-chose ; ainsi sera le parti structuré. J'y reviendrai.

Restons sur le clivage binaire, le réfuter ne signifie pas ignorer les polarités, jouant dans tous les champs d'observation qui se présentent à nous – sauf exceptions. Les polarités sont présentes dans la plupart de nos comportements, la plupart de nos idées. Le propos est plutôt de les apprivoiser, ou de les dompter. Il faut

donc mieux les connaître pour mieux les façonner, les réconcilier. Réfuter le clivage binaire, c'est poser l'outil pour en prendre un autre. Changer la méthode, les rituels et l'intention.

Plus on distingue polarités et clivage binaire, mieux l'on mesure l'imposture du second. Imposer les sujets et la façon de les structurer. Simplification outrancière et amalgames pour extraire ou former deux camps qui s'opposent, « oui ou non », « pour ou contre », « pro ou anti », « ceux qu'ont bien raison ou... les cons ».

Il n'y a qu'un seul comportement permis, prendre parti. Toute réflexion est simplement, techniquement, impossible dans une structure de clivage binaire. Or aucun problème, aucun sujet, ne saurait être réduit à un « oui » ou un « non », un « pour » ou un « contre ». Mais nous y sommes tellement conditionnés qu'il est très difficile de s'en extraire, même seul(e) avec ses réflexions. Cela va jusque dans la façon d'envisager et de poser tous les problèmes ; dès que l'on y prête attention, on constate alors à quel point. Nos réflexions et notre énergie devraient porter tout le temps sur la façon de concilier des polarités qui se complètent ou se nourrissent l'une l'autre, on n'a jamais l'occasion de le faire.

Raisonné « curseur » est un premier moyen assez efficace pour sortir de ce courant irrésistible, parce que l'image est simple et familière. Tous les lecteurs de ce texte – à part les exceptions - ont vu un moniteur de radio ou de sono, avec des grandes lignes graduées et des curseurs. Et des boutons ronds qui tournent. Il est très pragmatique et constructif de structurer une question politique, économique, de société, à la façon de ces moniteurs.

Car remplacer l'obligation de prendre parti « pour ou contre », par une évaluation sur plusieurs critères, dont celui des volumes, empêche les amalgames, empêche la constitution et l'évacuation d'un camp adverse, permet de considérer le jeu des polarités davantage que la joute des oppositions.

Tout est souvent question de volume, de réglage. Quelles sont les grandes lignes de la décision, quels sont les petits boutons de réglages ? Comment les ajustons-nous ? Quelle ambiance créons-nous ?

On oppose souvent le quantitatif et le qualitatif. Mais ne peut-on pas faire – aussi – d'un dosage quantitatif une qualité, une harmonie ?

Prenons par exemple une question qui enthousiasme l'arène médiatique parce qu'elle fâche ; elle fâche parce qu'elle est posée et structurée pour fâcher, la question des dynamiques migratoires. Très en vogue dans les prémisses de la campagne présidentielle. Il fallait bien lâcher un peu de pression sur l'affaire Corona. Zemmour y a allègrement participé. Plutôt que de tout considérer à l'aune du bien et du mal, trouver les grandes lignes, impacts logistiques, économiques, la qualité d'accueil, la qualité de vie, la valeur symbolique, la valeur culturelle, ... toutes celles que l'on veut nécessaires. Puis déplacer les curseurs, évaluer, ajuster, recommencer. Évacuer les postures, toutes morales soient-elles, pour chercher des solutions viables et gérables.

Mais peut-on parler de « jouer avec des curseurs » lorsqu'on parle de vies humaines ?

Transposons. Une transposition permet d'ôter en un coup de baguette magique la charge, morale ou politique, d'un clivage ambiant ; peur d'une menace et culpabilisation, qui prennent ici les noms grandiloquents de « remplacement » et « racisme ». Passons par exemple de la question des migrants à celle des touristes, voilà notre dos libéré d'un gros sac. Pourtant la relation avec le tourisme et les touristes est également paradoxale et le tourisme est aussi une forme de migration. Relation pleine de vertu d'un côté, avant tout vertu de l'entrée des devises et de sa balance monétaire positive. De l'autre côté, une relation pleine de

prudence, puis souvent de rejet. Le tourisme devient à tout le monde rapidement insupportable, au point de détester cet envahisseur qui nous chasse « nous » habitants, ne trouvant plus de place aux terrasses, dans les boutiques, au supermarché, au parking et dans tous les lieux publics que nous fréquentons, devenus trop encombrés. Il faut être effectivement très motivé(e) pour faire une queue de plus d'une heure dans un lieu. Cette queue laisse des traces indélébiles dans notre humeur.

Y a-t-il méchant racisme contre le vilain touriste ? Rarement. Nous parvenons pourtant à ne même plus supporter les touristes hors de chez nous, parce qu'il y en a trop, donc dans un lieu où nous sommes nous-mêmes des touristes.

Qui n'a jamais entendu par ailleurs qu'un lieu avait perdu son âme à cause du tourisme ? Et pourtant, nous avons ici simplement affaire à une question de volume. Dès qu'une population touristique dépasse une population locale, c'est la bascule. Ça commence à la moitié. Les touristes sont alors ressentis comme une nuisance, leurs vertus deviennent essentiellement un discours, la réalité d'une poignée de personnes seulement, celles qui encaissent les devises.

Cette transposition montre à quel point on peut s'enflammer, s'engager dans l'émotion vive, alors que se présente en réalité un réglage à effectuer, celui de l'hospitalité et de sa qualité. À quel point la sentence morale, dans le cas de l'immigration par exemple, complique l'affaire. Beaucoup se sentent profondément choqués, s'ils entendent que l'immigration est surtout une question de réglage ; et réalisent ensuite, qu'ils l'envisagent pour le tourisme sous le jour d'une évidence plutôt pragmatique.

On peut déduire que c'est en fait la même chose, que seule la peur (de l'étranger) ou la culpabilisation morale (passer pour un raciste) nous empêche de raisonner pleinement, sereinement.

Dire « je n'ai pas peur de passer pour un raciste, je défends seulement mes valeurs humanistes », ne change rien. En dehors d'une confusion entre deux sujets, il ne reste de toute façon que le camp du bien et le camp du mal ; si je ne suis pas dans l'un, je suis dans l'autre. « Considérer des volumes ? Vous n'y pensez pas, je ne prends pas migrants pour du bétail !! »

Zut, je viens d'oublier que cela ne me dérange pas de le faire pour les touristes. De considérer des volumes, pas de prendre les touristes pour du bétail.

Je n'ai jamais trop compris pourquoi « immigrant » était devenu un terme péjoratif et en quoi « migrant » était mieux. Pour moi la différence est seulement que les migrants passent, ils sont en transit ; comment leur laisser un bon souvenir, quels qu'ils soient ? Les immigrants souhaitent s'installer, d'où le « im » qui désigne un mouvement vers l'intérieur, comme immersion ; quel terreau leur présentons-nous pour qu'ils puissent cultiver avec nous leur esprit et leur vie ? Il y a surtout les naufragés, les personnes en détresse qui se font arnaquer, de tous les côtés ; comment les aider ?

Peut-être me présente-t-on en fait quelques amalgames sans fondements, comment mieux les reconnaître ? Peut-être le problème d'une population traitée comme du bétail, lorsque cela a lieu, et cela a lieu, vaut la peine d'une mobilisation spécifique. D'ailleurs la façon de traiter le bétail lui-même n'est pas non plus une sottise question en soi. Quand je mélange tous les sujets au gré de mes émotions vives, je suis totalement coincé(e) dans la limite infranchissable de mon *parti pris*. *Parti pris* que je nourris inlassablement. Magie du clivage binaire. Je ne pense plus...

Je ne suis pas en train de suggérer que les propositions de Zemmour & Consorts sont louables, loin s'en faut. Stigmatiser sur l'immigration notamment musulmane comme source de tous les problèmes, perspective de notre péril, ou invoquer la grandeur de

la France dans la nostalgie de l'empire, est stérile pour ne pas dire stupide. Ce n'est pas dans la peur d'un « grand remplacement » que la France grandit, ni dans une gloire impériale qu'elle ne peut retrouver et dont on peut questionner le caractère *glorieux*.

En outre, il y a un sujet en particulier sur lequel j'ai une position personnelle catégorique, que j'avoue sans aucune neutralité axiomatique : je réfute fortement toute présence ou considération religieuse dans la politique et l'organisation d'une société, qu'elle soit juive, chrétienne, musulmane ou autre. Or c'est encore beaucoup trop le cas.

Les religions sont et seront toujours un pur fléau de l'asservissement politique. Elles peuvent naturellement cultiver toutes les pratiques communautaires qu'elles veulent pour créer du lien, surtout si elles le font aussi avec les autres ; l'œcuménisme est un bon miroir spirituel de la laïcité politique. En aucun cas elle ne doit devenir une variable structurelle de la décision de société. A quelle époque et en quel lieu, dogme autoritaire et conflits sanglants ne l'ont pas emporté dans un régime politique religieux ?

« A l'ouest rien de nouveau », ces quatre chapitres sur nos polarités ne répondent pas à la question précédente de la bascule, de la nature qu'elle présente ou peut prendre. C'est le moment de vous proposer une métaphore, malgré la deuxième sentence de Bachelard, qui nous rappelle qu'un esprit scientifique ne peut se fier aux métaphores et doit les redouter. Il ne s'agit donc pas d'une approche scientifique. C'est plutôt une astuce pour la compréhension d'un changement majeur. D'une bascule qui change la nature des lois en vigueur, jusqu'alors connues ; une mutation plus qu'une transformation. Un mouvement radical, déroutant, peu rassurant, animé par un doute toujours vif, donc *redoutable*.

Métaphore fractale

La métaphore est celle des grandes étapes d'une vie humaine, les différents âges d'un humain. Être enfant, ado, adulte, ancien(ne). On peut encore y préfacer être un embryon, un beau bébé, y postfacier être en fin de vie. C'est la métaphore du passage d'un âge à un autre, les deux images se requièrent l'une l'autre. Elle consiste donc à considérer les différents âges d'une civilisation, d'un peuple, d'une société dans un sens large qui embarque son histoire, à la manière d'une vie humaine. Techniquement ce serait peut-être davantage une allégorie, mais on s'en fiche un peu.

Cette métaphore est plus connue à propos de l'avènement de notre espèce. Elle consiste à voir dans l'évolution d'un être humain, l'évolution de l'espèce humaine elle-même. Ainsi une genèse dans le milieu aquatique, puis un âge *tendre* à quatre pattes dans le milieu aérien démuné et prédateur, naturellement libre et sauvage. Un âge mûr debout sur deux pattes, qui accompagne un langage articulé, etc. Quel serait d'ailleurs l'homme du soir à trois pattes dans cette image de l'évolution humaine ? Le Sphinx ne l'a pas demandé à Œdipe, la question reste ouverte.

Cette métaphore fut déjà celle de Kant puis Hegel, tout est souvent déjà pensé ou dit, aussi souvent oublié. Je me permets donc de la reprendre avec une position différente.

Le fait de reprendre cette métaphore des âges et des évolutions à l'échelle de la vie d'une société, d'un peuple, lui donne selon moi une dimension un peu fractale. Petite digression sur ce terme utilisé en tête de chapitre. Avant tout, les fractales sont de toute beauté. Regardez des images animées et des images fixes. Moul. Laissez-vous emporter.

La fractale décrit un motif qui se développe lui-même et constitue une reproduction du même motif à l'échelle supérieure ; encore une fois, même motif à l'échelle supérieure ; et encore. L'utilisation des fractales pour dessiner des côtes maritimes, ou des frontières végétales, donnent une profondeur et une capacité de zoom stupéfiantes. Les images animées sont hypnotisantes.

Cette beauté observée est directement liée à celle des équations mathématiques elles-mêmes. D'apparence simple, épurée, elles réalisent un rendu étonnant de la vie minérale et organique, sans chercher à expliquer ni démontrer, ni même reproduire, cette vie organique. Un petit côté poétique qui peut laisser rêveur, c'est déjà pas mal, et qui peut aussi prendre une certaine portée philosophique, dans la représentation que l'on se fait du vivant, ou du monde. Je fais cette digression, car cette référence pour aborder la liaison entre une représentation du monde et son modèle mathématique peut aider et servir de passerelle. Nous y reviendrons. Pour ceux qui n'ont pas bien compris cette histoire de fractales, pas grave, retenez la suggestion initiale, laissez-vous emporter par les images.

Revenons aux âges de notre peuple civilisé, de notre société. Où en sommes-nous, en tant que société, à l'échelle d'une vie humaine ?

Limitons à notre histoire, notre civilisation dite occidentale, sans généraliser davantage sur de plus anciennes ou moins connues, non vécues, ne serait-ce que pour simplifier le raisonnement.

Enfance

L'enfance est l'âge de la découverte naïve de tout, celui de la dépendance totale à des parents qui protègent et guident, qui construisent sa matrice morale et sociale. Peu-à-peu les consignes de type « fais pas-ci, fais pas-ça » deviennent davantage « fais-ceci, fais-cela ». Un enfant a naturellement besoin de cette autorité parentale sans laquelle il se sent perdu ; il l'aime sans réserve, car elle lui apprend le monde ; elle est le monde de facto au commencement.

Je fais un rapprochement direct, qui va déplaire à certains, avec le temps des religions monothéistes. Souvent les questions des enfants sont évacuées par les parents, brutalement ou gentiment, par flemme ou parce que le moment est mal choisi, quelquefois parce qu'on (l'adulte) ne sait pas vraiment quoi répondre.

C'est ce que fait l'autorité religieuse lorsqu'elle est vigoureuse, intriquée dans le pouvoir, pour toute question qui la dérange. Si la réponse n'est pas dans le Livre, c'est que la question n'est pas bonne, ou n'est pas du ressort de l'homme. Fausse route, parole d'Église, reprends le droit chemin. Nous avons fini par remarquer que concernant la femme dans les Livres, c'est le fait de poser une question qui semble sans ressort ; soit dit en passant. Lorsque les contradictions ou les incohérences agressent l'intelligence, l'autorité fait loi, « les voies du Seigneur sont impénétrables ».

Le temps des religions est le temps du « *peuple enfant* ».

On lui raconte des histoires fabuleuses ; il croit ce qu'on lui dit, il obéit, il reçoit récompenses et punitions ; il pose des questions sur ce qui l'entoure, beaucoup moins sur lui-même.

*Il aime la dépendance qu'il vit
elle le protège et le nourrit
Il aime l'autorité qui l'instruit.*

*On ne lui demande pas son avis,
seulement son envie,
s'il est bien loti.*

Hegel faisait des religions le temps de l'adolescence, c'est là que réside le décalage avec ma perception. Comme quoi chacun voit midi à sa porte.

Quid des polythéismes et paganismes qui régnaient avant l'avènement d'une religion monothéiste ? On pourrait facilement leur attribuer le temps du « *peuple nouveau né* ». Je vous laisse développer si cela vous amuse (nul besoin de remonter à Néandertal, on parle des âges du peuple dit civilisé, « *homo domesticus* » pour emprunter à James C. Scott).

Je ne développe pas moi-même car ce qui m'intéresse ici, c'est l'âge qui suit.

Adolescence

Quel pourrait être le temps du « *peuple ado* » ?

Si l'on associe le peuple enfant à la religion monothéiste, alors naturellement le peuple devient ado au fur et à mesure de son affranchissement de cette autorité parentale, paternelle en l'occurrence appelée Dieu le Père, donc du cadre structurel de l'Église (matrice maternelle ?). Moment où l'on commence alors à discuter et controverser. L'adolescence commencerait ainsi au XVI^e ; Montaigne y contribue. Il introduit le « je » dans la pensée, avant Descartes. Le XVII^e continue dans cette voie avec plus de diversité, d'espièglerie, d'intensité, ainsi le XVIII^e qui pense de plus en plus avoir raison, trait de caractère adolescent par excellence. Premiers écrits véritablement athées. Ironie de fortune, c'est un Abbé, Jean Meslier, qui signe le premier.

L'ado ne veut pas encore vraiment devenir adulte, il veut juste remplacer l'autorité par lui-même.

Quand termine l'âge de l'adolescence ?

Nous connaissons tous les clichés de comportement des adolescents, individuels et collectifs, prenons quelques exemples parlants. L'adolescent prend conscience de l'imperfection de l'autorité, qui n'est finalement pas La vérité, qui n'est qu'un point de vue partiel, souvent partial. La toute puissance de cette

autorité devient très relative, l'adolescent croit peu à peu pouvoir en disposer tout autant. Du moins l'ado dominant. Le monde lui appartient. Il n'a pas de limites, qu'il pose dans le camp ennemi. La liberté est pour lui synonyme de licence, pouvoir faire ce qu'il veut, quand il le veut. L'adolescent dominé est replié sur lui-même, déteste le monde, voudrait se cacher ou s'isoler dans une majorité de situations. Voilà deux grandes polarités et une infinie variété de comportements sur les mêmes thèmes.

Envies de transgresser, envies de disparaître, de s'échapper, envies de tout changer, de refaire le monde, envies de dominer, envies d'aventures, envies de baguettes magiques et de héros, envies de récompenses faciles, envies de repartir à zéro ... surtout des envies, rarement des projets, rarement des rêves – à part les exceptions.

Sentiment d'avoir tout compris, de ne plus devoir apprendre, tenir pour vraie sa vérité, ou sentiment d'asphyxie par noyade, sentiments d'absurdité, d'injustice, d'impuissance, de résignation. Tout cela se côtoie, à différents degrés. J'arrête là, vous transposerez vos propres termes. Exercice amusant qui vous donnera au passage une meilleure idée de l'opinion que vous avez des ados, y compris si vous l'êtes vous-mêmes encore (j'aimerais tant que des ados lisent ce livre, doux espoir ?).

Voici maintenant le propos, la thèse, de cette métaphore : en fin de compte, notre civilisation, notre société, se comporte exactement comme une ado. Ses gouvernants et ses peuples. Les deux tout autant ; cela revient au même.

L'enfant à la récré, qui domine depuis la primaire, ne se rend pas compte tout de suite que l'autre, le dominé et le discret, devient ado. Il se comporte toujours en dominant, mais davantage comme un enfant. Ils ne veut pas que les choses changent puisqu'il domine. Le dominé évolue, attend son heure. Quand

l'ado devient adulte, c'est encore le dominant le plus lent ou récalcitrant à passer le cap. Il reste un peu ado, ou comme un enfant, dans la mesure du possible.

Regardons par exemple la course aux armements qui a repris de plus belle après une demi-heure de répit parce qu'un pion a tapé des mains à la dernière récré. Une bande de jeunes pubères mâles, ados dominants qui n'ont plus besoin de prouver qu'ils le sont (fin de cycle scolaire) et se retrouvent à la sortie pour savoir qui est plus fort, bomber le torse et montrer qui a le plus gros missile - pardon zizi. Y voir même des enfants de primaires qui collectionnent des cartes à valeur et ont acquis leur autorité sur les autres avec le volume et la force de leurs cartes. Cette image illustrée par Pierre Alonzo et Fabien Roché dans la « Revue dessinée » de novembre 21, frappe de vérité. C'est sûr que de parler du dialogue mélien de Thucydide est beaucoup plus flatteur pour justifier ces attitudes géopolitiques. Les ados dominants s'accrochent simplement à la loi du plus fort. J'avoue ne pas jouer la note la plus honnête pour interpréter cette mesure. Peut-être trop grave, ou trop aiguë,... mais elle sonne plutôt juste non ?

Lorsque vous regardez à l'écran nos personnalités qui se prennent très au sérieux, comme vous regardez un spectacle pour ados, un spectacle pour enfants, les « guignols » ou le « muppet's show », vous pouvez voir moustaches, barbes, lunettes, cravates, costumes et quelques fois tailleurs, comme autant d'accessoires de théâtre ; que tout à coup vous pourriez faire tomber, et reconnaître des lycéens. Voir un jeu d'acteur souvent très amateur, sauf exceptions, certains tribuns sont bons.

Sommes-nous, du haut de notre infinie sagesse, et de notre vertigineux progrès humain, devenus une société adulte ? Sommes-nous un peuple adulte ?

Ma thèse, mon avis, mon jugement construit : non.

Je ne suis pas en train de traiter tout le monde d'ado, chacun est bien sûr adulte et fait de son mieux pour l'être, en tant qu'individu, y compris les ados d'ailleurs. Mais en tant que peuple, nous sommes encore un ado, ainsi que nos gouvernements ; notre société est adolescente, notre civilisation est une ado.

Le temps du « *peuple ado* », c'est maintenant.

Nous sommes en plein dedans.

Il est beaucoup question de « choc des civilisations », notamment depuis Huntington, il est aussi question de la mort de notre civilisation occidental-judéo-chrétienne, de sa fin de vie du moins. C'est un leitmotiv pour Michel Onfray par exemple, qui suggère donc de mourir... dignement. Chacun(e) pourra abondamment confirmer ou nier ce phénomène, en fonction de ses émotions vives à ce sujet.

Ce qui est rarement envisagé en revanche, c'est un potentiel changement d'âge de notre civilisation, ni d'aucune autre. Peut-être les civilisations n'ont-elles pas, à notre connaissance, encore réussi à passer l'adolescence pour un âge adulte ? Peut-être cet échec récurrent a-t-il mené leur extinction et leur substitution par une nouvelle, qui lui empruntera beaucoup, à chaque fois.

Question qui s'impose à cet endroit, comment passe-t-on à l'âge adulte ? Et ce serait quoi, un peuple adulte, une société, ou une civilisation adulte ?

Bien entendu, observer qu'il y a passage de l'enfance vers l'adolescence d'une société, puis de l'adolescence vers un âge adulte, ne signifie pas que tout le monde le devient. Ainsi que chacun garde une petite part d'enfance et d'adolescence, toute sa vie d'adulte. Ou une grosse part, ça arrive. Une bascule est rarement franche et nette, une chute l'est davantage.

Baffes et crises

Il y a beaucoup de versions un peu douloureuses, voire malheureuses de l'adolescence, qui consistent à « grandir » en prenant de grosses baffes. J'imagine que tout un chacun fera sa propre idée de ce qui est ici exprimé. Mais lorsque je parle de crise, je ne parle pas de faire la gueule trop longtemps, de n'en faire qu'à sa tête ou de se mettre à tout détester. Quelquefois les événements tournent plus mal que d'autres, adviennent de réelles crises, des accidents graves, des points de non retour, les suicides en font partie.

Peut-être aucune société ou civilisation, n'a-t-elle survécu à ses crises d'ado ? Personne à ma connaissance, n'a jamais vraiment envisagé les fins de civilisations sous cet angle. Nous avons une tendance naturelle à rendre un peu uniformes et abstraites ces périodes et les dynamiques qui s'y jouent. On se contente souvent de trouver La raison majeure, Le motif impérieux qui explique tout (crise financière et concentration des richesses, avilissement, famine ou épidémie, crise politique, catastrophe climatique, tout y passe, toutes ont eu raison de l'empire romain par exemple). Ce sont des tropismes, des biais médiologiques, ou idéologiques, mais en cumuler un maximum devient passionnant car on peut alors les mettre en perspective, se poser la question du degré de chacun, et de l'impact des uns sur les autres.

Ceux qui auront déjà accepté la métaphore pourront voir dans les crises que traverse notre société, de vraies bonnes grosses crises d'ado de facto. Elle va peut-être effectivement... en mourir, ne pas s'en sortir et passer sans transition à l'étape fin de vie, ou suicide.

De ce que j'en sais, aucune civilisation n'a donc connu un âge adulte, aucune n'aurait su se distinguer dans ce registre ; mais je serais très friand(e) d'en découvrir des témoignages. Les découvertes récentes sur le paléolithique supérieur, après les mammoths et la fonte des glaces, et le début du mésolithique auquel on attribue agriculture et premières Cités-États, déjà évoquées, sont passionnantes sans doute un peu parce qu'elles font tomber dans la désuétude nos récits de civilisation, mais surtout parce qu'elles ouvrent une étendue de possibilités que l'on avait simplement mises de côté. Il y avait peut-être des civilisations adultes dans le mésolithique, mais faute d'une étude approfondie personnelle, je partirais en conjecture idéologique si je suggérais davantage une telle chose.

Peut-être la mort de notre civilisation est-elle en revanche une conclusion prématurée, que la société n'était simplement pas prête à embrayer sur un régime adulte. L'est-elle maintenant ? Sommes-nous au petit moment de roue libre au milieu de l'embrayage ?

Le chapitre suivant qui évoque le « *temps du peuple adulte* » éclaircit cette question.

Une version plus heureuse de catalyseur pour devenir rapidement un adulte, est de devenir parent. Enfanter est un événement extrêmement puissant pour un passage à l'âge adulte. Les mères et les pères qui l'ont vécu pourront confirmer – sauf les exceptions. L'enfant qui arrive pousse un peu les parents à ne plus pouvoir occuper cette place. Il oblige en quelque sorte le

cycle à opérer. Peut-être aucune société n'a-t-elle su enfanter une version adulte d'elle-même, un peuple adulte qui ne pourrait plus être gouverné ni dominé par des ados qui eux, voudront le rester ? Les gouvernants d'un peuple ne sont pas ses parents.

Mettons en perspective société et adolescence : tendances fortes à l'égo-centrisme, espoir d'un monde meilleur où nous sommes tous frères et sœurs, isolements, réactions extrêmes, contradictions sidérantes, entêtements, violence et effervescence comme unités de mesure, grande défiance et grande naïveté, soupçon de génie dans une grande bêtise générale, refus de l'autorité mais recherche de gurus, de sauveur, primauté des émotions vives (colère, déprime, enthousiasme, ...),... tout ce que montrent votre mémoire et vos yeux.

Je me demande à cet instant quelle direction vous avez prise. Vous pensez aux ados ou bien à notre société ?

Quand on peut faire les deux, et réciproquement, il y a un rapprochement très flagrant. Je rappelle ici qu'on parle d'une image, je file une métaphore, mais elle est très instructive. Elles le sont toutes, sauf les métaphores à « 2 francs 6 sous » qui n'ont aucune valeur, le franc n'existe plus. Et si cette métaphore n'a aucune valeur à vos yeux, vous pouvez fermer le livre. La suite ne vous intéressera pas plus.

Bien sûr, tout le monde n'a pas fatalement reçu de grandes baffes (ni physiques, ni sociales, ni psychiques, aucune), ni dû enfanter pour devenir adulte. Ces personnes-là sont-elles vraiment adultes ? Je plaisante. Le propos n'est pas de considérer le phénomène du passage à l'âge adulte sous toutes ses facettes et dans son infinie variété, nous tomberions dans une casuistique sans limite, ce ne serait plus une métaphore.

Âge adulte

Se déclare-t-on adulte ? Comme on se déclare marié(e) par exemple. Être adulte est-il une dynamique performative qui crée la réalité, simplement en la disant ? Ambigu. A priori non, si un ado déclare solennellement être un adulte, cela ne veut pas dire pour autant qu'il l'est. Ça ne marche pas comme ça. Inversement, il est difficile de qualifier un trentenaire d'ado, quelle que soit sa personnalité, même s'il prétend l'être encore. Il y a donc bien eu un passage. On dit que vieux l'on retombe en enfance, à 77 ans, belle maladie après celle de l'amour, mais justement il s'agit d'enfance, pas d'adolescence ;-)

Peut-on passer de l'adolescence à l'ancienneté, sans passer par la case adulte ? Théoriquement oui, on peut aussi l'observer, tout existe. Mais c'est très marginal. Pour conclure sans trop m'égarer, je vais brosser un tableau de quelques qualités adultes, et je retiendrai trois leçons de ces réflexions :

Être adulte est surtout lié à un niveau de maturité, un certain contrôle de ses émotions vives au profit d'un comportement social rationnel, donc guidé par la raison ; une capacité d'anticipation donc un certain sens de la longue durée. L'adulte privilégie le développement d'émotions d'ordre plus spirituel, se met davantage à l'écoute de ce que l'on pourrait appeler ses

aspirations. Un registre plus intuitif qui sait distiller les expériences du passé et les projections sur le futur.

Plus factuellement aujourd'hui, c'est payer ses factures.

Produire un revenu, subvenir à ses besoins, être autonome, gagner en prudence aux dépens d'une folie juvénile, que certains regrettent. Être capable de décider soi-même pour soi-même, donc de construire son jugement. Être capable de gérer son environnement, physique et humain. Être capable de se donner les moyens d'agir. Être capable, idéalement, de réaliser un rêve. Sinon simplement, être capable.

Trois leçons ?

. Oui, être adulte a un léger caractère performatif, mais il ne suffit pas de décréter. Le décider, le vouloir, est nécessaire ; mais cela implique certaines *qualités*.

. Le temps joue son rôle cyclique, mais il est élastique, qui rappelle en quelque sorte que même en tirant un peu, tôt ou tard l'heure vient. « N'envoie personne savoir pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour toi ». Rester ado ne peut pas durer. Devenir adulte ou mourir de l'adolescence. D'une manière ... ou l'autre.

. Un peuple adulte n'est à ce jour qu'une hypothèse, la possibilité d'un peuple adulte un postulat. Cela n'a pas été observé, ou plutôt comme je disais, pas documenté à ma connaissance. Donc penser que nous puissions devenir un peuple adulte est une croyance. Certes. Mais puisqu'on doit renoncer à ses croyances d'enfance et d'adolescence pour devenir adulte, et puisqu'on a besoin de nouvelles croyances pour vivre en tant que peuple, on peut raisonnablement décider de croire à la possibilité d'un peuple adulte.

Ce qui est logiquement certain en contrepartie, c'est que si un peuple le décide, il doit se donner les moyens en tout premier lieu, ... de décider.

J'ai évoqué la manière douloureuse, prendre de grosses baffes ; de vraies grosses baffes, comme voir ses parents mourir sous ses yeux plus que se faire voler son vélo ; ou encore devoir trouver de quoi nourrir son p'tit frère plus que rater son examen. On doit être lucide, nos chances d'échapper aux grosses baffes sont maigres. Il semble en effet que les revers que nous essuyons depuis quelques décennies ne suffisent pas. On constate davantage une convergence de discours, et de vœux pieux, que la moindre réelle inflexion. On peine à identifier une réelle volonté de bascule, où que ce soit. Notre société, notre peuple, dominé ou dominant, semble être un ado endurci. Ce ne sont pas quelques coups qui vont changer ses obstinations. Cela concerne bien – aussi – le dominé ; à sa décharge il a acquis l'habitude de prendre les coups sans broncher, sur des siècles et des siècles.

Je profite de cette introduction des notions de dominant ou dominé pour dénoncer encore la tendance sournoise, conditionnée, du clivage binaire. Qui a vu immédiatement l'image de deux camps opposés, d'un côté les dominants, de l'autre les dominés ? Qui s'est demandé dans quel camp il était, ou s'est immédiatement positionné ? Vous êtes tombés dans le piège.

Pour en sortir, considérez que chacun est plus ou moins dominé et plus ou moins dominant. Le fameux raisonnement du curseur. Imaginez de plus que ce curseur bouge, qu'il peut même y avoir un mouvement de bascule. Chacun peut être tantôt l'un tantôt l'autre. Plus encore, les curseurs bougent en fonction des personnes présentes, et des moments. On réalise que la relation de domination elle-même en tant que dynamique est un meilleur référentiel ; que la question n'est pas de savoir dans quelle catégorie je suis et celles contre lesquelles je m'oppose. Dans

cette représentation dynamique il n'y a plus de catégorie ; je ne peux pas être l'un(e) ou l'autre, c'est au-delà d'une question de degré, puisque je suis les deux, tantôt l'un(e) tantôt l'autre, en fonction des personnes et des moments. On réalise que les personnes qui nous dominent dans certaines situations sont elles-mêmes dominées dans d'autres. La question devient davantage « à quel point et quel endroit suis-je touché(e) par les dynamiques de domination ? ». On ne voit plus que des chorégraphies de relations, de différentes natures à différents degrés.

On y voit aussi les dynamiques de coopération qui s'imposent sous un autre jour. Elles ne réfutent pas la domination ou la prédation, ici, elles s'en nourrissent. Qu'est-ce qui développe un appel et un besoin d'entraide, dans la durée, avec autant d'évidence et d'intensité que la prédation ou la domination (qu'elles soient d'ailleurs humaines ou animales, ou encore climatiques) ? Voyez inversement combien les dynamiques de coopération s'essoufflent, simplement en escamotant prédation et domination.

Trouvez votre façon personnelle de représenter dans votre esprit ces dynamiques et leurs ressorts, leur curseurs, et vous pourrez naviguer dans un nouveau référentiel pour aborder ces questions. Cela ne complique pas la réflexion, ça l'éclaircit. Cela ne brouille pas le monde qu'on observe, ça le révèle davantage.

L'image est peut-être plus complexe au début, parce que non familière, mais elle est plus juste. C'est sans doute une mauvaise nouvelle, mais la vie et le monde sont complexes. Pour mieux les comprendre il est accessible à chacun(e) d'enrichir ses capacités de représentations. Il suffit d'un peu de pratique. Mais il faut accepter la complexité, malgré le culte de la simplicité qui règne.

Notre culture pub, structurée pour les émotions par une ligne de code qui prend le nom de slogan, programmée pour la réaction

compulsive, y contribue beaucoup. Peut-on consommer la question politique et les questions de société de la même façon ? C'est plutôt cool la première heure, satisfaisant et distrayant, comme sucer des bonbons, mais à la longue ça fait mal aux dents et donne la nausée.

Pour conclure sur la complexité, il est possible de l'accepter, sinon avec un réel plaisir, du moins sans avoir peur de la manipuler. Changer de référentiel est une clé, une astuce qui elle, n'est pas complexe ; comme un déclic. Vous savez comme tout à coup découvrir le volume, la 3D, dans une image stéréoscopique, lorsqu'on règle la focale de ses yeux derrière l'image 2D, qui n'est au premier abord qu'une sorte de patchwork psychédélique de couleurs.

Une clé accessible à tous.

Ce serait quoi un « *peuple adulte* » ?

Avant tout il conçoit et bâtit sa capacité à la décision, et pour cela il doit en avoir le désir. Pas seulement de pouvoir refuser une contrariété ou donner un coup de pouce à ses intérêts, mais de décider. Et assumer ses décisions au contact direct des impacts de chacune. Chaque décision implique une allocation de ressources, donc une décision connexe incontournable sur ces ressources. Les opinions ne suffisent plus, il faut construire un jugement dans la durée, pour une durée.

Le peuple adulte ne confie plus la décision à une autorité de parentèle, un expert, encore moins un représentant politique qui ne sait même pas ce qu'il représente ; le pauvre politique ne peut plus avoir qu'un positionnement mobile, sur un marché des opinions publiques.

Le peuple adulte prend la décision. Il ne délègue plus, il mandate. Il n'est pas consulté, il est instruit. Il ne cède pas un consentement, il négocie. Chaque virage.

C'est un changement majeur, fondamental, radical. Ce n'est pas une amélioration, un progrès, une mesure politique de plus. J'ai failli dire « Fatche et tabernacle ! Damned change ! ». Vous rendez-vous compte ? Je me laisse emporter. Mais c'est pour vous épargner ainsi le réemploi de « paradigme », ou les poncifs du « logiciel » et du « système d'exploitation ».

Bref, faites vos courses, c'est bien de tout cela qu'il s'agit.

Décider par qui et comment sera prise la décision, comment et par qui elle sera évaluée et assumée. Recruter et mandater les personnes compétentes à chaque étape et jalons de la décision. Et bien sûr les équipes pour réaliser, les équipes pour mesurer. Concevoir et mettre en œuvre des façons de faire. Tout cela est un sacré chantier, un peuple adulte peut en faire un chantier sacré.

Il n'exclut pas le contrôle, c'est lui qui l'exerce, dans une mesure qu'il aura décidée. Il contrôle le pouvoir qu'il désigne et affecte, car il ne lui fait pas confiance. Il ne se contrôle pas lui-même car il se fait confiance à lui-même. N'en déplaise à Lénine, et à tous ceux qui le disent ou le pensent, la confiance exclut le contrôle, et réciproquement. Confiance et contrôle sont un oxymore irréconciliable.

En revanche la confiance est-elle indivisible et acquise ? Pas plus l'une que l'autre. Même avec les gens qui nous aiment, on peut trouver des contextes où l'on se fie et se confie partiellement. On postule la confiance dans une famille, mais elle peut être bafouée. Entre nous, il est sage de laisser couler la rivière avant d'accorder sa confiance.

Elle est à géométrie variable, délicate et vivante. Elle repose sur le vécu, et s'ajuste en finesse. On l'accorde, le terme est juste, mais on ne la donne pas à l'aveugle, ni a priori. Elle souffre trop d'être trahie. Elle se cultive. Elle ne se dit pas, elle se vit.

Comme tout adulte, le peuple recherche et acquiert alors de l'autonomie, de l'émancipation. Il s'accorde lui-même une confiance en lui-même, de façon progressive, avec patience, prudence et tolérance.

Cette autonomie dans la confiance, n'est-elle pas d'ailleurs franchement ce que veulent en premier lieu, tous les parents pour leurs enfants ? Certains donnent une priorité à l'obéissance, manifestement, peuvent camper sur une telle posture, mais ils me semblent aujourd'hui minoritaires, autour de moi.

Lorsque quelqu'un associe l'autonomie à un repli sur soi, cette association fait preuve d'une absurdité qui saute aux yeux de notre métaphore.

Elle suggère que les parents ne devraient pas vouloir l'autonomie de leurs enfants, parce qu'ils vont se replier sur eux-mêmes. L'ado qui se replie sur lui-même devient-il autonome ? Pas vraiment. Lorsqu'on trouve un ado « très autonome », avons-nous l'image de l'ado replié sur lui-même ? Pas plus. Faire l'amalgame entre l'autonomie et le repli, c'est finalement craindre l'autonomie, la sienne ou celle d'un peuple adulte.

À cet instant vous savez que devant vous, dans cette objection à l'autonomie d'un peuple, un flottement pointe son nez, une idéologie probablement brumeuse, pour ne pas dire douteuse.

Un peuple adulte, qui décide de l'être, a de son côté une vision très claire sur ce sujet. L'autonomie est un leitmotiv, de facto. Un ado qui devient adulte, c'est avant tout une question d'autonomie. C'est sans doute utile de le préciser, l'autonomie n'a

donc pas plus à voir avec l'autarcie, qui elle pour le coup, est en premier lieu une dynamique politique de repli sur soi. L'autonomie enfin, ne nie pas davantage une interdépendance omniprésente. Mais celle-ci est considérée pour ce qu'elle est, et un peuple autonome négocie les interdépendances pour son bénéfice, du moins évite les dépendances unilatérales.

L'adulte définit sa capacité d'agir, ses domaines d'intervention. Pour le devenir, il passe outre l'autorité dépassée de son adolescence, autorité devenue obsolète. Cette dernière y voit de l'outrecuidance, refuse d'abord de le croire, de le concevoir, refuse d'envisager un autre type de relation. L'ado finit alors par trouver cette autorité un peu trop protectrice, moralisatrice, conformante, mielleuse, coercitive, flatteuse, condescendante, abrutissante, ou abrutie. C'est un appel pour l'âge adulte. Il construit sa propre autorité.

Le peuple adulte aussi, construit son propre système d'autorité en pleine lucidité. Il pense le pouvoir comme une capacité, l'autorité comme une autorisation, l'aptitude de rendre possible.

Avec l'ancienne autorité, il tisse des relations de pair à pair, d'entraide, plus affectives que hiérarchiques ; il l'utilise parfois quand il peut, et accepte parfois de jouer le jeu encore un peu, quand il veut. C'est plus contractuel et donnant donnant, on retrouve le doux mouvement du fauteuil à bascule.

Si l'autorité parentale se braque, l'adulte ne le fait pas en retour. Ou bien il reste un ado, comme l'autorité. L'adulte peut mettre l'autorité courroucée à l'épreuve ; ne pas revendiquer mais la challenger. Quand c'est nécessaire, peut-être la manipuler en réciprocité, mais c'est très risqué et sans grand intérêt. Avant tout ... la devancer.

En dernier ressort, sur tel ou tel conflit qui se cristallise, l'adulte s'écarte discrètement, sans bruit, pour mieux pouvoir

ignorer cette autorité qui s'enlise. Meilleure est la relation avec l'autorité dépassée, mieux c'est pour le jeune adulte. Car elle peut l'aider à prendre son envol. Le jeune adulte bénéficie de l'expérience de l'autorité et des leviers qu'elle a pour intervenir dans son environnement. Cela évite bien des écueils, des erreurs coûteuses, cela permet plus de sérénité et plus de plaisir pour cette transition aventureuse.

Un peuple adulte n'a pas intérêt à se battre et à rompre avec son autorité d'enfance. Il peut faire diligence et remercier son bon « père de la nation » pour tous les soins prodigués, l'amour et la patience qu'il a su manifester envers son peuple chérubin. Mais ce temps étant maintenant révolu, ce bon père ne peut qu'accepter son émancipation et l'aider tout ce qu'il peut, à obtenir son autonomie, au mieux et au plus vite. C'est donc naturellement et en toute légitimité, ce que demande le peuple adulte à sa nation mère, sans jamais lâcher le morceau dans ce registre ; sinon, en fin de compte, il se résout à l'ignorer.

*On peut y voir une succession,
pourquoi en faire une sécession ?*

J'ai déjà évoqué le fait qu'une civilisation, donc son peuple et son gouvernement, avait besoin d'un mythe fondateur ; une religion bien sûr, mais pas seulement, par exemple les droits de l'homme. Peut-il ne pas devenir une cause au nom de laquelle il est possible de détester, nuire et détruire ? En fait les religions ne sont pas le mythe, elles s'emparent des mythes pour fonder un pouvoir, pour fonder Le pouvoir. C'est au moment où cette relation entre mythe et pouvoir est instituée que la religion naît réellement, que le pouvoir est réellement exercé. Ce mythe est donc utilisé par définition pour les relations de domination.

*Ne laissons pas des religions
s'emparer par diversion
des mythes que nous désirons.*

Rappelez-vous dans notre nouveau référentiel, ce ne sont pas deux camps, dominants et dominés qui s'opposent. Le même mythe est donc tout autant utilisé dans les dynamiques d'entraide, de coopération.

Un peuple adulte renonce donc aux mythes de son enfance, ce qui rend d'ailleurs l'adolescence douloureuse, le temps de l'état d'âme. Il peut s'emparer, de lui-même, d'un autre mythe pour sa vie d'adulte, ou bien mourir ado, avec ses vieux démons.

Plutôt que de subir un autre mythe venu du ciel, venu d'un pouvoir en place ou qui s'impose, il décide ne plus se contenter d'une fable ou d'un conte merveilleux ; il choisit un mythe qui le détermine. Il choisit un mythe pour fonder son propre pouvoir. Il conçoit un rêve lucide et s'attèle à sa réalisation, sans demander la permission. Il commence alors par rendre possible sa mise en œuvre.

Options limitées

Beaucoup pensent qu'il faut sauver le monde, mais lequel ? Son propre monde ? Je n'ai pas dit « son p'tit monde », ça c'est péjoratif. Le monde tel qu'il est ? Mais il va si mal qu'on veut le sauver... celui d'avant ? Mais c'est celui qui a mené à celui que l'on veut maintenant sauver... celui d'après ? le monde de demain ? Retour case départ : lequel ? On peut aussi considérer que l'on crée aujourd'hui le monde de ... maintenant.

De fait, cela fait un moment que l'humanité crée le monde dans lequel elle vit. Notre société s'est construite ainsi, nous la vivons telle que nous l'avons créée. C'est le résultat de notre condition humaine, une société façonnée depuis longue date, essentiellement menée par les souverains des Cités-États devenues Nations, ce qui n'avait rien d'inéluctable ; et sur nos derniers siècles, une société électrisée par ses choix d'ado.

Sauver l'humanité, mais de quoi ? D'elle-même ? Du monde qu'elle veut sauver ? Je suggérerais plus haut la pertinence de s'affranchir du Sauveur. Peut-être cela doit-il commencer par atténuer ce besoin de croire que l'on peut sauver. Jésus par exemple, est un garçon qui a été appelé par sa mère à sa naissance, « je sauve », pas mal pour un débutant. Ça limite un peu les options pour s'émanciper en tant qu'adulte le pauvre, mais ça n'a pas duré.

N'est-il pas plus raisonnable d'envisager les choses, les situations tragiques, tel un pompier dont la consigne est de :

1. Protéger 2. Alerter 3. Secourir ?

Ne vous méprenez pas. Je ne dis en aucun cas qu'il ne faut pas sortir de l'eau quelqu'un qui se noie devant nos yeux, ou qu'il ne faut pas le sortir des flammes d'un feu. La vie est sacrée, bien sûr. Mais pouvons-nous appeler cela sauver ? Le grand brûlé va peut-être mourir une heure après, et je lui aurai simplement offert cette heure supplémentaire de souffrance terrible. Le noyé échappait peut-être à l'obligation de commettre un crime, je n'aurai fait que le replonger dans l'enfer. Ce que je sauve ou je provoque, « Dieu seul le sait ». Ce que je fais, plus simplement, plus humblement, ce n'est pas sauver une vie au nom du Bien ; c'est porter, sans autre question, secours à une vie, au nom de la vitalité.

Pour revenir à nos petits tracas d'effondrement, n'est-il pas plus humble et pertinent de vouloir secourir et construire, plutôt que sauver ?

Je ne veux surtout pas *démoraliser* qui que ce soit, ni enrayer aucune de toutes les initiatives entreprises, encore moins éteindre les belles énergies pour sauver le monde, c'est un enthousiasme nécessaire et utile à tous.

*Je ne donne pas de leçons,
je pose des questions.*

Se préparer

Pouvons-nous collectivement consacrer enthousiasme, énergies et entreprises à un projet de société, à un rêve réalisable ?

Pas fatalement consacrer encore une énergie supplémentaire, elle serait bienvenue évidemment. Mais difficile pour beaucoup de faire plus. Plutôt dans le même temps, avec une sorte de transfert. Macron me pardonnera tout ce qu'il n'aimera pas par ailleurs dans ce texte, car maintenant je réalise l'impossible : donner un sens dynamique positif, à cette dégoulinante et collante maxime consacrée du « en même temps ».

Un transfert donc, mais pas celui des actions que l'on mène en tant que telles, probablement toutes utiles, louables, généreuses, ou nécessaires, mais au sein de ces mêmes actions, un transfert de l'intention. Cela peut concerner le boulot. Cela concerne en fait toutes nos activités, or bien souvent, le plus gros de son temps est affecté au travail, activité qui mérite donc une réflexion fréquente sur les opportunités et les conditions du possible.

Toutes ces actions, initiatives, bénévolat, travail, peuvent s'inscrire dans une dynamique globale plus stratégique, reposant sur l'autonomie d'un peuple adulte, qui décide de l'être et qui prend la route. Donc fondatrices de quelque chose qui dure, qui advient progressivement. À une stratégie subie du pansement, souvent sans désinfectant parce qu'il faut faire avec les moyens

du bord, respect, on peut ajouter une stratégie de bascule vers cette autonomie, une bascule horizontale.

Certaines qui se croient malignes et d'autres qui se pensent malins, disent quelquefois – j'en fais partie – « on ferait mieux de se préparer ». Sous entendu, les indicateurs annoncés depuis 30 ans, voire depuis les années 70, et redoutablement précisés ces 10 dernières années, sont déjà dépassés. Les drames annoncés, climatiques et tous les drames collatéraux qui les accompagnent, auront lieu. Dorénavant, quoi qu'on fasse. Une preuve ? Ils ont déjà lieu.

L'Europe occidentale est encore un peu épargnée, on cherche à relativiser c'est rassurant, c'est humain. On stigmatise d'abord les survivalistes, parfois pour dénigrer ou mieux évacuer cette réflexion, mais l'amplitude des variations sur ce thème est en fait très large. Plus ou moins individuelles ou collectives, souvent fantasmées.

Ha, clivage binaire, quand tu nous tiens. Un claquement de doigts pour dessiner deux camps : « On y croit, on va s'en sortir » ou « on est foutu, sauve qui peut » ! Ajouter quelques noms d'oiseaux, un soupçon de dédain, et nous voilà plus préoccupés à avoir raison, que de chercher des solutions.

N'est-il relativement évident ici, dans le registre des initiatives, que les deux réflexions valent tout autant, qu'il est bien utile que les deux soient menées, qu'il serait même intéressant de les faire vibrer l'une et l'autre, qu'il en sortirait peut-être une surprenante harmonie ?

Se préparer est donc une bonne idée. Mais à quoi ? À tout ?

Certains qui héritent du nom de « collapsologues » dans la lignée de Pablo Servigne, imaginent et projettent des scénarii qui pourraient difficilement être autre chose que globaux. Ils pointent

du doigt les interdépendances de chaque organe de la société, logistiques, numériques ; si un organe s'écroule les autres suivent, comme des dominos si l'on veut ; si un rouage s'arrête toute la société s'enraye et se paralyse, vision plus horlogère. L'effondrement sera systémique puisque le fonctionnement de la planète l'est devenu. Peut-on leur donner tort ? Est-ce totalement faux ?

D'autres se précipiteront pour démontrer que la société n'est pas si conne, que le scénario catastrophe est prévu à tous les endroits, travaillé et amélioré en permanence. Bien sûr il y a des accidents catastrophiques, mais ils sont plutôt la preuve que partout ailleurs, et chaque jour qui passe, les accidents sont évités. La preuve ? Une catastrophe, même nucléaire « on l'a bien vu », n'entraîne pas une réaction en chaîne fatale.

Alors ce coup-ci, avez-vous pensé autrement que directement dans un clivage binaire ? Avec le sujet des initiatives, c'est facile de dire qu'il suffit de développer les deux. On peut même le faire en y mettant un sens très limité, voire pas vraiment de sens du tout. Ici c'est plus délicat. Ce sont deux croyances, difficile de dire « allez je crois les deux, je crois qu'on va s'en sortir et je crois qu'on est foutus, ouf, j'échappe au clivage binaire ». L'exercice n'est pas de faire une synthèse de la thèse et de l'anti-thèse, comme on l'apprend à l'école depuis... la scolastique moyenâgeuse pour ainsi dire. En fait c'est précisément ce qui nous empêche de sortir du clivage binaire. Ce qui rend l'exercice difficile.

Quel exercice déjà ? Changer de référentiel.

Désolé(e), pas pu me retenir.

Avec ce petit débat sur le fait de se préparer, est apparu en filigrane une notion très à la mode également, qui flirte un peu avec le mythe aussi, la résilience.

C'est un mot plutôt récent, jeune, on peut lui attribuer bien des valeurs et des mérites. Quelquefois de façon agréablement poétique, quelquefois de façon plus solennellement mystique. Pas le flirt au plus haut niveau du mythe fondateur, le niveau divin, plutôt à un niveau intermédiaire, passerelle, proche des hommes, celui des anges ou précédemment des demi-dieux. La résilience a une petite tendance à vouloir devenir une demi-déesse.

On s'attend à cet endroit que suive ma définition de la résilience. A la place une question grave : et pourquoi pas ? Pourquoi ne pas faire de la résilience une demi-déesse ? Elle en a tous les attributs. Et cela mettrait un peu de parité dans un monde divin qui ne semble guère s'en soucier.

Et là quelques uns se demandent si je n'ai pas un penchant pour la moquette. C'est le 5ème accord toltèque (il fallait bien que je le place puisque je l'ai évoqué) qui vous permet de ne pas décrocher et me donner encore du crédit : « rester sceptique, mais savoir écouter »

Plutôt que de le définir techniquement – wikipedia le fera pour toi – je vais donc chercher ce que m'inspire ce mot résilience. Il présente le risque de devenir galvaudé, si ce n'est déjà fait comme tant d'autres, il vaut la peine qu'on le sorte du lot.

Absorption et force.

Les deux se nourrissant l'une l'autre. Plus qu'une intention, une capacité, le résultat de qualités peu manifestes en temps normal. Elle se révèle dans l'adversité, en cas d'agression forte. Une capacité à préserver de toute attaque ce qu'elle a de plus précieux, comme sa propre fille : la vitalité.

Après la tempête, avec persévérance, sans impatience, elle lui apprend à marcher. D'abord se relever. Du point de vue dynamique, la résilience m'inspire la notion de rebond. Pas celui

de la balle sur un mur, symétrique et prévisible, mécanique, qui n'a d'énergie que celle de l'attaque initiale, énergie qui s'échappe. Pas le rebond du bambin de trois ans sur un trampoline, répétitif et agaçant, qui se lasse et s'éteint. La résilience est un rebond qui stocke une énergie, une sorte de compression. Pas celle d'un gaz qui va exploser, celle d'un liquide qui gagne en densité. On la découvre avec surprise, mais elle ne prend pas par surprise, elle coule, irrigue et sédimente.

Elle a besoin d'une attention. L'intention ne suffit pas, elle ne s'y substitue pas.

Elle peut faire preuve d'une puissance sidérante. Je pèse ce mot, il fait référence aux étoiles. Doit-on décrire la puissance d'une étoile ? Cette puissance promet, elle impose le respect, mais elle ne prend pas la forme d'une frappe, elle est diffuse et continue, enveloppante et nourrissante, dense.

Je trouve l'icône plutôt belle : la résilience, demi-déesse protectrice de ce que nous avons de plus précieux, la vitalité.

Un rêve lucide

On ne peut pas revenir en arrière, il faut composer avec ce qui est. Cette lucidité est un autre pilier, une pierre angulaire de la démarche. C'est ce que nous allons approfondir maintenant.

Commençons par réconcilier l'idée du rêve avec celui du projet.

En quoi un rêve se distingue-t-il d'un projet ? Y compris d'un projet que l'on trouve intéressant, motivant, cohérent et viable ? Le rêve est à la fois au-delà et en deçà, même pour un projet d'une telle qualité.

Au-delà de l'intérêt, c'est davantage une inspiration. Au-delà d'une motivation, il s'agit d'une sorte d'élan, il devient pour ainsi dire une idée fixe, ou plutôt un cap, « que dis-je un cap ? Une ... ». Disons un phare. Seules les contraintes externes, celles que l'on subit et celles que l'on s'impose soi-même, nous empêchent de nous y consacrer pleinement. Ou bien les découragements et les peurs externes, qui deviennent finalement les nôtres.

En deçà de la cohérence ou de la viabilité, puisque toutes deux devront faire leurs preuves. Ce sont davantage des instruments de guidage, des outils dans la besace, que des conditions de réalisation du rêve. Le rêve n'a pas encore de budget, ni d'échéances, peut-on tout de même le qualifier de projet ?

On s'attèle à un rêve avec le cœur autant qu'avec la tête.

Inversement, si l'on ne peut transformer un rêve en projet, est-ce encore un rêve ? N'est-ce pas précisément le fait de pouvoir transformer un rêve en réalité qui le distingue de la vaine utopie, du doux espoir, de l'illusion, du fantasme ?

Nous allons revenir sur la notion de projet car nous glissons doucement dans le registre des questions opérationnelles. Elles s'imposeront dès que j'aurai nommé ce rêve que je vous propose. À nouveau il ne s'agit pas de naviguer dans les concepts, il s'agit d'action.

De plus ce rêve proposé est – de fait – un projet de société.

La question devient donc : qu'est-ce qui ferait d'un projet de société, un rêve ?

Vous avez déjà compris qu'il s'agit d'une société adolescente qui décide de devenir adulte, de s'émanciper et qui met en œuvre ce projet. Vous devinez aussi la suite. Mais ce qui va sans dire vaut mieux lorsque c'est dit. Je vais donc préciser, c'est l'objet de ce livre.

Un peuple ado qui sort de son confort, indépendamment de son autorité de tutelle, de son gouvernement habité par des ados dominants vs. asservis – qui feront tout pour le rester ; cela peut-il constituer un rêve ? Oui.

Tout adolescent ne rêve-t-il pas de devenir adulte ?

Certains le refusent car y voient plutôt un cauchemar. Mais ceux-là peuvent-ils encore avoir un rêve ? Ne sont-ils pas déjà moribonds ? Il peut poindre ici, pour les plus empathiques d'entre nous, une légère tristesse affective pour ces ados en souffrance.

Admettons que cela ne suffise pas pour faire d'un projet de société, un rêve. Que faut-il d'autre ? Un rêve de société doit

donner naturellement une énergie sans commune mesure, on aimerait pouvoir s'y consacrer pleinement, sans retenue.

Ce rêve de société doit procurer une sorte de fierté, pas celle que l'on revendique de façon narcissique ou mythomane, mais une fierté profonde qui se moque des mauvais augures, de la jalouse mesquinerie et de la mesquine jalousie tout autant. Une fierté que l'on ressent progressivement mais que l'on ne cherche pas. Une fierté qui n'a pas besoin d'étaler des résultats, mais qui se manifeste par le simple fait de poursuivre un rêve, qui inspire le respect, de lui-même, car il requiert de l'audace et parce qu'il est désirable.

Le rêve est le moteur clé d'une volonté déterminée et persévérante, il vaut la peine de se battre, en tant que rêve. Un rêve se partage sans réserve avec tous, il ne s'impose à personne. Quel projet de société peut résonner sur toutes ces cordes, répondre à tous ces appels ? Il a un nom, totalement usurpé.

Il s'agit de créer ... une démocratie.

Première mondiale, durable, fractale, désirable.

Silence.

Un artiste sur une scène ferait ici un flop, sauf peut-être Thomas Wiesel qui a le don de faire rire de ses flops. Après un petit suspens, une petite montée en tension, ma chute manque un peu de... surprise. Car telle est toujours la promesse.

Démocratie ? Le terme est trop familier. Mon cerveau me suggère de zapper. Ou bien il déclenche une alerte, la forteresse de mes croyances est attaquée. Je passe en mode défense renforcée.

Comme ce livre n'est pas une thèse anti-républicaine, qu'il ne relève pas des arcanes de l'anarchisme, du communisme, de l'incitoyen antivax, du nouveau néo quelque chose, ... rien de tout ça, cela crée fatalement des déçus. Je ne ferai pas carrière sur les planches, ni devant les caméras.

Malgré tout, je postule que nous ne connaissons pas de démocratie à ce jour, que la France n'est donc pas une démocratie, que la République d'Athènes n'en était pas une non plus. La Suisse alors ? Avec son RIC et son Président estompé ? Guère plus. Tout cela mérite une explication.

Démocratie : première mondiale

Ce qui fait le plus consensus, c'est que la démocratie est l'opposé de la dictature. Lorsque l'on questionne notre démocratie, le seul argument que trouvent ceux qui refusent la discussion, est de simplement répondre que nous ne sommes pas en dictature. Comme s'il n'y avait que deux formes de régime politique. Encore une réflexion aussi binaire que pauvre. 167 nations aujourd'hui se déclarent démocratiques, parmi elles beaucoup que l'on traite allègrement de dictatures. Il y aurait donc de vraies démocraties et des fausses, de bonnes démocraties et des mauvaises. Ce serait donc – sans doute – les démocraties occidentales les vraies, ou celles qui bénéficient d'une note supérieure à 8 sur l'index de The Economist. Voilà qui complique un peu l'affaire.

Alors sur quoi repose la démocratie ? 60 critères en 5 catégories ? Que contient cette croyance instituée d'une démocratie bien réelle ? Une histoire, à savoir un renversement du roi ? Ce n'est bien sûr pas suffisant. Certaines nations européennes qui maintiennent leur roi ou leur reine ne comptent-elles pas parmi celles que l'on prétend démocratiques sans sourciller ?

Ce serait donc davantage une constitution qui déterminerait une démocratie ?

Elle en est clairement un pilier, c'est d'ailleurs dans le tout premier article de notre constitution que l'on trouve la France qualifiée de

« République démocratique » – en plus de « indivisible, laïque et sociale », soit dit en passant ; la beauté de cette phrase mérite un rappel. Rappelons néanmoins que les dictatures ont toutes leur constitution, aussi. Une constitution n'est donc pas garante, en elle-même, d'une démocratie.

En France particulièrement, comme notre constitution repose sur les Droits de l'Homme, on aime associer la démocratie aux droits de l'homme. Le texte est beau, historique et symbolique, il mérite également toute notre attention et notre réflexion. L'association avec une démocratie semble vertueuse et pertinente, retenons cette association au pilier constitutionnel.

Le second pilier de la démocratie que l'on accepte aujourd'hui, c'est l'élection des gouvernants, à chaque échelle du territoire. Elle embarque avec elle la dimension parlementaire. Ce point là est extrêmement important, j'y consacre tout un chapitre un peu plus loin.

On y associe la liberté d'expression, troisième pilier lui-même issu de la liberté des pensées et des opinions dans les droits de l'homme, art. 10 et surtout 11 :

[La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi].

On pose comme 4ème pilier la séparation des pouvoirs, le législatif, la justice, l'exécutif. La séparation des pouvoirs est effectivement essentielle pour échapper à la monarchie, elle constitue donc un domaine de vigilance prioritaire, à penser. Plus encore que la simple séparation des pouvoirs, c'est peut-être la structure même des pouvoirs qu'il nous faut explorer.

Présenter le prêche médiatique comme le « 4ème pouvoir » peut sembler éculé, c'est le cas, et pourtant nous n'en prenons pas acte. Peut-être serait-il temps de le faire ? Prendre la main sur les dynamiques internes stratégiques, avant tout les nominations ; et les financements.

Je vous invite à interroger chacun de ces piliers, ainsi que les autres, chacune de nos institutions, à vous demander où nous en sommes, où sont les curseurs sur chaque ligne de force. De faire un véritable diagnostic. Le faire de façon intime et sincère, juste et réaliste. Avant de partager le mien, je conclurai sur la grande oubliée, celle qui se cache derrière tous les subterfuges sémantiques. Au-dessus des piliers, c'est une véritable clé de voûte, de tout l'édifice des pouvoirs.

D'ailleurs vous êtes-vous dit aussitôt : « quand même cette petite liste zappe le plus gros morceau » ?

Pourtant c'est le cas. Pourtant j'en ai déjà abondamment parlé. Pourtant c'est le titre du livre.

On omet souvent l'essentiel.

La décision.

Et pour cause.

Le pouvoir politique le plus générique et le plus en amont de tous les autres, c'est le pouvoir de la décision. Privé de décision, une personne n'a aucun pouvoir, un peuple non plus.

Voici noir sur blanc dans nos archives constitutionnelles, les propos de Sieyès, lors de l'assemblée constituante du 7 septembre 1789, lorsque les démocrates se battaient contre ceux qui allaient devenir les républicains. Ces derniers défendaient la pratique des élections, avec la partie aristocratique et la partie cléricale (Sieyès est un abbé), contre les démocrates :

« Les Citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. [...] Le peuple, je le répète, dans **un pays qui n'est pas une démocratie, et la France ne saurait l'être**, le peuple ne peut parler, ne peut agir, que par ses représentants. »

Je ne résiste pas à un petit décodage sémantique de la première phrase. Nous allons mettre 2 mots en italique. « renoncer à *faire* eux-mêmes *la loi* ». Le propos nous paraît tout naturel, il glisse dans l'oreille. Pourquoi ? Parce qu'il renvoie à l'expression populaire « faire sa loi », que l'on dit d'un ado par exemple, pour ne pas toujours reprendre le même. Sous entendu, « il n'en fait qu'à sa tête ».

« Les laisser faire la loi », qui que ce soit, induit directement l'idée du désordre, de l'anarchie, du chaos, de la menace, suggère l'absence de loi ou d'une domination par la force. Le verbe « faire » est coupable, il s'agit ici non pas de la faire, de l'appliquer ou la faire appliquer, mais de l'écrire. Or ici la loi, ce sont les lois. Conclusion, le peuple consentant, renonce à écrire les lois, ses propres lois.

Italique aussi sur « *volonté particulière* ». Même procédé qui consiste à masquer un sens populaire derrière le sens apparent. Officiellement, la volonté particulière s'oppose à la volonté générale, donc nous classons cette phrase dans le domaine de l'évidence logique. Suivant. Mais ce qui sonne plus familièrement

c'est l'emploi du mot dans le sens de « quelconque », « quelle qu'elle soit ». « Je n'ai pas d'idée particulière », est très proche de « je n'ai pas d'idée, du tout ». C'est ce que l'on entend, ce que l'on retient, et c'est aussi ce qui est dit, dans une version adoucie. Ainsi, petite hypnose, captation subliminale de l'esprit, le peuple n'a pas de volonté particulière à imposer ; retenez de façon discrète, pas de volonté du tout.

Enfin, petit détail amusant, une volonté particulière qui s'opposerait à la volonté générale serait celle de l'individu. Or le sujet est le peuple, pas l'individu, la volonté du peuple est donc bien une volonté générale et non particulière. Flagrant délit de manipulation sémantique.

Le reste de la phrase est en revanche on ne peut plus explicite, pas de piège, cela en est déroutant. Une dernière remarque tout de même, sur la fin : « que par ses représentants ». Pour signaler que ce bout de phrase qu'on appelle « subordonnée », signifie bien ce que son nom indique. Elle n'a de sens que dans sa dépendance. On peut s'en passer, la supprimer sans trahir la nature de la première partie qu'on appelle « principale », avant le « que », et porte également bien son nom. Ici, « le peuple ne peut parler, ne peut agir », c'est la principale, donc... le principal.

Ces précisions linguistiques ne sont pas une escroquerie de ma part, c'est ainsi que notre langue fonctionne, c'est ainsi que notre cerveau l'utilise. La pensée repose sur la structure linguistique, même lorsqu'on préfère l'ignorer.

Ces petites finesses mises à part, comment peut-on encore aujourd'hui ignorer une telle déclaration, zapper, passer outre ? On dit souvent qu'on n'apprend jamais de l'histoire... et si on commençait ?

Avec quels termes peut-on qualifier le régime politique en France, actuellement ? Et quels vices et vertus présente-t-il ?

Circonscrit dans les mains d'une seule personne, le régime est une monarchie ; dans les mains de quelques personnes, une oligarchie ; dans les mains des personnes les plus riches, elle devient une ploutocratie, etc....

Selon cette modalité, la démocratie désigne un régime dont le pouvoir, donc la décision, est dans les mains du peuple. A quel endroit peut-on dire que c'est le cas ?

Quels sont les curseurs ? Pour éviter de tergiverser, je vous livre immédiatement les termes que je retiens pour ma part. Voici où me conduisent mes observations et mes analyses, de façon intime et sincère, la plus juste et réaliste que je puisse : nous vivons sous le régime d'une oligarchie électorale, régime qui n'a jamais été démocratique.

À ces deux mots « oligarchie » et « électorale », j'ajoutais « constitutionnelle ». Mais notre constitution est recouverte par 250.000 pages de réglementations, en anglais, concrètement elle n'a plus vraiment lieu sur le quotidien de tout un chacun. J'ajoutais également « avec séparation de pouvoirs », mais un Président de la République peut s'asseoir dessus grâce à des épidémies, pardon, à cause d'une guerre contre La pandémie. La guerre aux poux, la guerre des boutons, on peut faire une guerre de tout. Je n'ai pas retenu monarchie car notre Président dépend lui-même de pouvoirs qui le dépassent, qu'ils soient privés ou publics à l'échelle européenne et géopolitique. Même en interne, à l'échelle nationale, la structure des pouvoirs est complexe, protéiforme, ce serait une erreur de trop vouloir la simplifier. Je n'ai pas non plus retenu ploutocratie car ce serait un procès d'intention que je ne saurais suggérer.

En fait ce serait surtout mettre les doigts dans cette complexité protéiforme, à laquelle il faudrait introduire la notion de « datacratie » par exemple.

*Notre petit baron
notre bon saint patron
en tant que roi aime à se voir.
Brandir la monarchie ... le ravit.
Mais malgré tout, malgré ses sbires,
lui suffit-il de dire ?*

D'une démocratie même fantasmée, nous nous sommes très sévèrement éloignés. Pour qualifier le régime que nous vivons, « oligarchie électorale » semble donc maintenant suffire.

Notre contexte culturel et politique est un foisonnement de contradictions sur le sujet. Nous voyons quelques variations sur le thème de la démocratie, affublée de divers adjectifs.

Démocratie participative, directe, républicaine, liquide, délibérative ; on a vu apparaître dans les dernières Régionales la candidature d'une démocratie musulmane, peut-être verrons-nous surgir aux prochaines des démocraties catholiques, protestantes, scientistes ? Ce besoin de qualificatifs pour un certain type de gouvernement dit démocratique indique clairement un défaut de démocratie, car le mot, s'il fait sens, se suffit à lui-même. Sinon, il est restreint ou nié. Le plus amusant est de qualifier notre régime de démocratie représentative, car il n'est ni démocratique, ni représentatif, et parce que l'expression confirme qu'un système représentatif ne signifie en lui-même pas une démocratie. Sieyès d'ailleurs les oppose.

Malgré les efforts de Thomas Paine sur le sujet de la représentativité, nos élus n'ont jamais trop représenté qu'eux-mêmes, ou l'image qu'ils se font, ou voudraient avoir, d'eux-mêmes. Un ethos comme seul os. De fait la seule chose qui soit parfaitement juste dans ce terme de représentant, c'est qu'il désigne des personnages en représentation, nous avons affaire à des comédiens. Pour leur confier notre destin ?

Ajouter un qualificatif à démocratie prouve le problème du terme. Il ne se suffit plus à lui-même car justement, il n'a jamais porté le sens qu'il revendique. Il a été accaparé, dénaturé, si profondément qu'il est impossible de se défaire de cette supercherie sémantique. Comment faudrait-il l'appeler ? Démocratie réelle, authentique, effective, vraie, directe, communale, populaire – sic ? Ce serait encore l'affubler d'un adjectif qui la nie.

Il faut seulement qu'elle soit *crue*.

Trouver un tout autre terme ? Quel dommage ce serait d'abandonner ce mot, si beau. Une autre approche serait de nommer les régimes pour ce qu'ils sont, en permanence, donc de renommer pour commencer notre propre régime. Dès que l'on entend un élu ou un citoyen convaincu, revendiquer « La démocratie », on peut toujours rectifier par « une oligarchie électorale ». S'il tente d'écarter la rectification d'un revers de main, on peut encore proposer « République à huis clos ». Ce serait un peu pénible, pour ne pas dire chiant. Peut-être faudrait-il inventer un jeu pour y prendre du plaisir.

En attendant le terme le plus juste qui me vienne pour distinguer cette aventure des régimes que nous connaissons, c'est :

une première démocratie

Car la démarche de redonner aux mots leur sens, n'est pas « jouer sur les mots », c'est retrouver la capacité de penser.

Indispensable et incontournable.

Mon esprit s'accroche, pourquoi ne puis-je pas renoncer à me définir en démocratie ? Parce que c'est accepter d'avoir vécu dans l'illusion, c'est accepter de m'être fait(e) manipuler. Or cela est

parfaitement insupportable pour l'esprit. Pour faciliter le processus, se souvenir qu'on a déjà tous vécu ça avec le père Noël, sauf les exceptions. Malgré le jeune âge, on s'en souvient souvent, vaguement. A priori on peut donc surmonter ces traumatismes. Même quand on est déjà... adulte. On finit par accepter ce fait d'avoir été manipulé. On accepte bien le fait d'avoir manipulé nous-mêmes, y compris les personnes à qui l'on tient le plus, nos propres enfants. Allez, ce n'est pas bien méchant, pas grave, c'était pour la bonne cause, pour qu'opère la magie de Noël...

Vous pouvez considérer la même chose pour la démocratie. À notre décharge, le travail de retournement sémantique a commencé très tôt, Lamartine y contribue déjà. La démocratie a été dévolue par transfert, à une lutte pour les élections et à une extension de l'électorat, belle ironie. Nous l'avons appris et n'avons appris que ça.

De fait, nous n'avons jamais associé le mot démocratie à autre chose que notre propre régime. C'est ainsi qu'on découvre le mot, c'est ainsi qu'on en fait nos premières représentations, puis définitions. Nous sommes en démocratie, pourquoi ? Parce qu'une démocratie, c'est ce que nous vivons, c'est notre régime. Nous baignons dans une pure tautologie. Comment concevoir autre chose qu'une association directe entre ce mot et notre régime ?

Le déni est donc normal, naturel, légitime. Rassurez-vous, c'est que votre cerveau fait son job. Mais la réalité crue, dévoilée, demeure.

Je conclurai sur cette proposition : faire d'un projet de société un rêve lucide, nommer ce rêve démocratie, en disqualifiant tout ce qui ne l'est pas.

Pourquoi accorder tant de place à une simple affaire sémantique ?

Ce n'est pas pinailler, c'est se battre pour l'idée, c'est la faire respecter. Puisque la mode politique est au vocabulaire militaire, la guerre des mots aujourd'hui, c'est la guerre du feu de nos ancêtres, le pouvoir en enjeu. Retrouver le sens du mot démocratie serait une franche victoire, sur une première bataille à mener. Tous ceux qui prétendent qu'elle existe, qu'elle est déjà nôtre... n'en veulent pas.

On peut les comprendre, mais on ne peut plus s'y méprendre.

Nous pouvons alors commencer à rêver, à réfléchir, à cheminer. Rêver d'un peuple adulte, qui prend en main lui-même son destin, qui prend lui-même ses décisions. Rêver de créer une politique, que nul n'a jamais pu oser. Rêver d'une démocratie qui n'a pas encore existé. Une démocratie qui pousse parmi les nations, en commençant par la nôtre, viable et désirable.

*Le rêve d'un rayonnement
telle une belle épidémie,
qui plie les lignes de force,
qui déplie les esprits
qui déploie les envies.*

Concrètement

Ah le mot magique, tellement à la mode que j'imagine quelques personnes, en craquant sur un paragraphe un peu obscur ou contrariant, seront tentées de passer directement à cette seconde partie. Je préférerais d'ailleurs ce geste à celui de fermer le livre à jamais.

Ce serait dommage néanmoins, car vous rateriez le changement de référentiel, la métaphore du peuple adulte, le suspense insoutenable avant la délivrance d'un rêve à bâtir, ... vous perdriez un peu la saveur de ce qui suit.

Vous resteriez justement dans un référentiel que je prends soin de formuler pour mieux pouvoir en changer.

Qui décide de quoi ?

Commençons par cette question clé, la question qui fâche, puisque le pivot de la bascule, clé de voûte du pouvoir, est la décision. Il faut bien traiter cette apparente objection : « tout le monde ne peut pas décider de tout ».

Je ne vais même pas chercher à moduler la question pour mieux y répondre. La réponse est simple et évidente : « bien sûr que non ».

Une fois cette vérité de La Palice remise à sa place, qui fait de cette question qu'elle n'est même pas une objection, passons immédiatement aux interrogations.

Quels sont les périmètres de décision ?

Périmètres

En tout premier lieu, avant de rentrer dans le détail des organes et des modalités de ses décisions, un peuple adulte qui veut garantir à long terme pour lui-même la capacité de décider, doit prendre en main le pouvoir de définir et contrôler, en amont, qui décide de quoi.

C'est très différent de vouloir décider de tout, ou encore de contrôler toutes les décisions. Cette tentation est une fausse piste à plus d'un titre, le volume la rend totalement inepte, et invalide toute démarche dans ce sens ; de plus elle embarque avec elle une obsession du contrôle, devenant rapidement pathologique, car n'ayant pas de limite.

Que tout le monde ne puisse pas décider de tout est évident, que l'on ne puisse pas contrôler toutes les décisions l'est tout autant.

On peut identifier trois grands vecteurs pour définir des périmètres, des espaces :

- une dynamique géographique ou topologique,
- une cartographie thématique,
- une échelle des enjeux et des priorités.

Les périmètres géographiques sont les plus simples à appréhender, parce qu'ils sont physiques, relativement naturels et évidents. D'abord celui des bassins de vie. Directement lié à la topologie des lieux, reliefs de montagne, rivières et bassins versants, cités centrales, sont des repères indéniables des milieux ruraux. Dans les topologies urbaines, nous parlons plus naturellement des quartiers et des infrastructures nerveuses. Ces infrastructures sont plus complexes. La structure des lieux de vie du quotidien détermine un bassin de vie de première proximité, comme un maillage de points, davantage qu'un espace ou un territoire (excepté bien sûr dans les dynamiques de gangs ou de ghetto). D'ailleurs plus on vit dans une grande métropole, moins la notion de territoire fait sens. Elle n'est plus qu'un mot creux dans la bouche d'un animal politique en quête d'authenticité et de voix. Pour les habitants d'un village en contrepartie, le territoire est une évidence qui n'a même pas besoin d'être nommée.

Une évidence naturelle qui mérite même de ne pas être nommée, car elle a un relent de condescendance urbaine et un effluve de réserve d'indiens. Méfions-nous de l'adoption de ces vocabulaires.

Il y a toujours la difficulté et l'ambiguïté des limites, des frontières, mais nous connaissons déjà ces effets et les vivons pleinement depuis que nous sommes nés, surtout si l'on habite près d'une frontière, qu'elle soit topologique ou une ligne administrative.

Dans cette dynamique topologique, il est toujours possible de donner la priorité à la petite échelle.

Construire des échelles supérieures, par couches d'oignons, ou bien par agrégation. Ces logiques sont elles-mêmes topologiques. Elles ne sont pas faciles à mettre en œuvre, mais elles sont faciles à concevoir. Le découpage des territoires actuels n'est pas loin d'avoir cette réalité topologique. Quelques incohérences méritent

un bon recadrage, rectifiant dérives électorales et dérives compétitives, entre quartiers, entre cités, entre territoires.

L'existant n'est pas le problème à résoudre en soi. Il est davantage de reprendre la main sur un découpage miroir, qui ne soit plus le fait du Prince, pardon du Préfet. Mais plus encore, de reprendre la main sur les prérogatives de chaque échelle géographique. Là encore, privilégier la petite échelle. Par défaut considérer que la majorité des décisions doit être prise à petite échelle, et décider d'en changer lorsque c'est nécessaire, naturel, plus simple, plus intelligent, lorsque le grand nombre, le peuple, y trouve son intérêt et surtout le décide. L'échelle communale peut – ou doit – rester un pivot topologique quelle que soit la taille de la commune. Ainsi le bassin de vie à l'échelle supérieure.

La cartographie thématique est plus complexe, car les thématiques sont innombrables. Tous les sujets sont classés, rangés dans des cases, héritage incontournable depuis Aristote. Ce découpage a ses vertus mais génère fatalement le phénomène des silos, même dans nos pensées ; et dans les structures, entreprises et collectivités, le problème des prés carrés.

Changer de référentiel thématique n'est pas chose aisée à concevoir, mais elle n'est pas si dure à effectuer. Pour un graphiste ce serait par exemple passer d'une image bitmap, cumul de points fixes, à une image vectorielle, instructions dynamiques sur l'image.

Le propos serait de pouvoir éviter de mélanger les sujets au point de ne plus y voir clair sur rien, tout en visualisant les liaisons et interdépendances d'un sujet à l'autre. Car il apparaît relativement évident que chercher à isoler un phénomène pour le comprendre et le traiter n'est pas une démarche réalisable dans un contexte social en cours, dans le monde réel qui nous entoure.

Je ne peux malheureusement – ou heureusement – pas donner de mode d'emploi pour dresser une carte thématique collective et vectorielle, car les méthodes et les représentations seront différentes à chaque endroit où l'exercice aura lieu. Mais il me semble que pour ne pas retomber dans les schémas classiques qui aboutissent aux résultats que l'on connaît déjà, il est efficace de se concentrer directement sur les problèmes à résoudre, de distinguer activement les symptômes des causes, de mettre en œuvre des contextes à explorer et de mesurer des effets recherchés. Lorsqu'un sujet émerge ou surgit pour une population, une société, un collectif, une piste est de chercher à le qualifier, plutôt que de lui affecter un titre. Une qualification à la fois qualitative et quantitative.

Il faudrait plusieurs chapitres voire un bouquin dédié pour développer des exemples, car chaque exemple serait un récit qui doit décrire un contexte complexe, des personnages en présence, des polarités qui vibrent. Chaque situation ou scénario devrait faire l'objet de plusieurs variantes significatives, d'hypothèses, d'options, etc. Or à nouveau c'est à chaque collectif, à petite échelle, de construire sa cartographie, puis de la faire évoluer en la partageant et en l'adaptant. C'est en faisant preuve de créativité utilitariste dans cet exercice que l'on pourra observer la manifestation d'une intelligence collective.

L'évaluation des enjeux est de fait la plus compliquée. Car nous naviguons là sur des échelles de priorités. Or s'il y a un bien un domaine dans lequel chacun diffère de l'autre, c'est celui-là. On croit que cette échelle est celle de nos valeurs, mais à y bien réfléchir, on se rend compte que dans une situation extrême, personne ne sait comment il se comportera. Or c'est dans l'acte et la décision (lorsqu'elle est un acte) que l'on mesure l'échelle de

nos priorités, « pour de vrai ». Ce n'est pas dans nos discours et nos discussions.

Cette échelle adresse à la fois les enjeux stratégiques (court terme, long terme) et les niveaux d'urgence.

Une autre dynamique entre en jeu, c'est celle des volumes, elle est la plus simple, car en partie contenue dans les ressorts topologiques, et surtout parce qu'elle est essentiellement technique, objet de réglages.

Un point essentiel pour évaluer des enjeux qu'elle qu'en soit la nature est de commencer par identifier qui est concerné en tout premier lieu, puis qui se sent concerné en second lieu. Cela permet de diminuer sensiblement notre irrésistible tendance à théoriser sur les autres, sur ce qu'ils pensent et sur la façon dont ils vont se comporter.

Une question sujette à décision doit être matière à réflexion. La réciproque n'est pas vraie. Ce petit rappel sibyllin permet souvent de minimiser l'enjeu d'une question, ou de mieux le positionner. Il est toujours opportun de chercher à minimiser ou préciser le positionnement des enjeux car cela allège l'esprit pour une meilleure réflexion, la libère de la charge des émotions vives.

Je reviens sur deux éléments déjà évoqués pour conclure sur cette question des périmètres. Les propos qui invitent à quitter le clivage binaire sont également des éléments de réponse. L'image de la table de mixage aussi ; les lignes de réglages, les curseurs que l'on pousse ou que l'on tire, sont autant de nouvelles façons de positionner des réflexions et des décisions.

Frontière et frontières

Comment changer de référentiel sur ce sujet ? On ne peut pas vraiment changer de frontières, à moins de vouloir la guerre, mais on peut changer totalement la représentation d'une frontière. Pourquoi le faire ?

Ben justement, pour éviter la guerre.

Une démocratie est un régime qui naît dans un autre. Elle n'est pas une conquête d'un territoire vierge, loin s'en faut, il n'y en a pour ainsi dire plus. Et pourquoi aller chercher ailleurs, ce que l'on peut faire ici ? À moins de vouloir construire une première démocratie au cœur de l'antarctique, ou sur un satellite de Saturne, il faut composer avec l'existant.

Or il n'y a rien d'incompatible. Il suffit de raisonner écosystème. Encore un terme galvaudé, mais également à ne pas laisser échapper. Il a trop de valeur pour l'abandonner. Plutôt le creuser. Tout écosystème est lui-même partie d'un autre, telles des poupées gigognes volontiers fractales ; c'est pour ainsi dire sa nature. Il est tout à fait pertinent d'envisager une démocratie en tant qu'écosystème dans un autre, par exemple une nation oligarchique existante, mais aussi un régime international, une planète. Tel notre microbiote au sein de notre corps. Cet exemple suggère d'ailleurs qu'il peut y avoir symbiose, synergie, et pas fatalement collusion conflictuelle.

C'est un régime sans frontière alors ? Si, fatalement une démocratie s'exprime et se déploie dans un espace, il y a donc bien une notion de frontière ; mais dans un autre référentiel.

La frontière est une fonction, un rôle. Celui d'instituer une existence et celle de constituer une interface. C'est une peau, un organe clé, il donne vie à une personnalité, une subjectivité. L'identité à l'origine, et avec une nouvelle ironie, ce n'est pas ce qui nous distingue des autres, fonction de la carte d'identité ; c'est au contraire ce qui nous rend identiques, donc ce qui nous unit dans un corps, reconnaissable, identifiable en tant que tel. Sans notre organe peau, on ne ressemblerait pas à grand-chose, et tout ce qu'elle contient serait désagrégé.

Il peut y avoir de fortes correspondances avec des frontières existantes, mais elle peut aussi s'en distinguer, ce n'est pas fatalement un critère pour elle. Quoiqu'il en soit elle doit composer avec, d'une manière ou d'une autre. La peau, organe, définit une subjectivité propre, une cohérence, une « raison d'être évolutive » pour reprendre un terme de Frédéric Laloux.

Une propriété physique de la peau est d'être imperméable à l'eau, mais perspirante, elle laisse passer la vapeur d'eau. L'endurcir, paradoxalement, c'est ici lui donner plus de souplesse ; de l'amplitude pour supporter froid et chaud. Elle touche, elle mesure, elle s'adapte, elle se renouvelle en permanence. La frontière comme peau peut nourrir dans notre cas d'intéressantes propriétés symboliques.

L'histoire n'apprend le monde qu'en termes de rapports de forces. Ceux qui raisonnent de la sorte, n'ont pas tort de le faire. Croire que la France puisse encore avoir une position dominante dans les rapports de force géopolitiques actuels, c'est choisir la « chronique d'une mort annoncée ». Peut-être survivre un temps, mais dans une position bourgeoise médiocre, en attribuant

consciencieusement la préférence au confort docile et à la sécurité craintive, plutôt qu'à l'audace mesurée et la vitalité créative.

Les États-Nations ont probablement encore un rôle à jouer, mais seulement s'ils acceptent l'émancipation de leurs peuples. En attendant, la grande vision séculaire de nos Etats-Nations se résume à « chacun pour soi et tous pour moi, derrière moi ». Y en a-t-il un pour rattraper l'autre ? Chaque peuple décidant de s'affranchir pourra séduire sa nation mère pour qu'elle lui facilite la vie, mais ne pourra pas trop compter là-dessus non plus.

Lorsqu'il n'y parviendra pas, il pourra difficilement la manipuler, comme elle l'a fait avec lui. Mais plus facilement la prendre de vitesse, à rebours sur son propre terrain. Et quoiqu'il advienne, tenir le cap de l'autonomie, avec ou sans elle.

Une démocratie qui naît, le fait donc dans une nation, qu'elle respecte comme sa mère, même si celle-ci s'avère aigrie. Elle en émane ; elle compose avec. Mais elle a sa propre peau.

Une démocratie peut donc naître dans toute nation, à toute époque, évidemment, et procèdera à sa façon en fonction de cette nation. On peut supputer que cela sera plus périlleux, voire impossible, de mettre en œuvre quoi que ce soit dans ce sens au sein d'un régime totalitaire. On peut imaginer que plus le régime est totalitaire moins cela sera envisageable. Mais c'est peut-être une vue de l'esprit, car les conditions de possibilités reposent tout autant sur l'énergie qui anime les peuples, que sur les gouvernements qu'ils subissent.

Un lichen n'adopte pas la même stratégie ni ne prend la même forme, selon qu'il rencontre le calcaire, le granit ou le bois. Il peut naturellement y avoir plusieurs démocraties, plusieurs peaux subjectives. Mais ce qui définit une démocratie qui naît, c'est un peuple qui prend en charge et maîtrise la décision. Différentes

démocraties peuvent donc s'agréger à leur façon, si elles le jugent bon, quand elles le jugent bon.

Une démocratie n'ignore donc pas les frontières existantes, mais dans son référentiel, elles ne sont qu'une matière, façonnable et sujette à érosion. Les frontières existantes ne sont plus vraiment une des principales lois dynamiques.

Voilà glissé au passage un petit changement de référentiel qui évapore le clivage binaire entre « souverainistes » et « mondialistes », de quoi en déboussoler les adeptes. Une démocratie ne peut être ni l'une ni l'autre, elle est là où les peuples l'emmèneront, la détermineront avec leurs personnalités propres. Elle-même est déterminée par l'espace qu'elle occupe et les obstacles qu'elle rencontre.

Un peuple qui crée une démocratie est mu par un vecteur dont les quatre variables sont très congruentes avec son histoire et son environnement, sans problème de compatibilité. Son point de départ ou origine, à savoir une terre occupée, un contexte initial et des ressources avérées ; un langage de réflexion collective pour façonner ses idées, une culture, qui donnent un sens et une direction ; une intensité, qui est celle d'une détermination, une volonté commune d'émancipation et de vitalité.

Rapprochement et petite échelle

Je ne vais pas m'étendre, j'en ai déjà beaucoup parlé. Je conserve ce titre de chapitre néanmoins pour en faire un leitmotiv à ne pas oublier, ni négliger. Avoir en tête de toujours rapprocher les décisions de soi, du terrain. C'est une inversion radicale de la dynamique en vigueur.

La petite échelle est désirable et préférable pour le peuple, parce que c'est celle qu'il vit. Nous savons que cette approche empirique et facile ne suffit pas, mais nous pouvons toujours commencer par ça. Pour chaque problème, se demander quelle est la plus petite échelle pour débiter ; puis à quel endroit on peut avantageusement l'augmenter.

Attention aux équipes productives qui prennent de l'ampleur, au-delà de douze, les complications commencent. Petit clin d'œil pour les amateurs.

*Strong and no painful
Small is beautiful*

Mythe de l'élection

Je vous ai promis un chapitre dédié.

Malgré mes résistances à la renonciation, une réalité s'impose à moi, notre paysage politique est complètement stérile, notre politique est morte. Quand une personne est élue, on dit qu'elle est « dans les affaires » ; une sorte d'expression tellement usuelle qu'elle en est devenue désuète, à laquelle on ne prête pas attention mais qui en dit pourtant beaucoup. De politique il n'y a plus, le business et notamment un show business, s'y substitue.

Moi aussi, m'en remettre à un espoir, espoir dans un personnage politique, espoir dans un vote, dans un discours vibrant, encore et encore, m'a tenté(e). Mon cerveau me confirme, bien à l'envie, que cette fois-ci c'est vraiment différent, vraiment utile ; à chaque fois. Mais c'est toujours la même histoire, et j'ai cessé d'y croire, je lis trop l'histoire.

Même la morale ne peut plus opérer, celle qui convoque justement l'histoire, les luttes et les sacrifices de nos ancêtres, puisqu'elle est celle d'une tromperie. Ne pas s'incliner devant la tromperie n'enlève d'ailleurs en rien, le respect que l'on doit à tous ceux qui se sacrifient pour les autres. Mais respectable ne signifie pas souhaitable.

Je ne reviens pas sur la démonstration de l'élection – telle que nous la connaissons – comme meilleure ennemie d'une démocratie. Je précise qu'il ne s'agit pas non plus, de réfuter en bloc le principe des élections. Ce serait se priver d'un outil maîtrisé, techniquement utile pour résoudre par exemple des problématiques d'échelle et de mandats. Il est seulement nécessaire de le remettre à sa place dans la boîte à outils, ne s'en servir que lorsque c'est le plus approprié. Cela donnera de la place, un espace vital qui leur faisait défaut, aux votes. L'élection a seulement besoin d'une sévère dévalorisation, une sorte d'humiliation, pour la laisser retrouver, patiemment, sa propre vitalité. Ainsi tous les élus.

Si je regarde très concrètement le processus des élections, à grande échelle, à quel moment puis-je réellement choisir quelqu'un à qui me fier, parce que je le connais ? On me sert un menu imposé d'images, d'icônes, des personnages dont je ne connais aucun comportement en situation réelle. Ces icônes affichent des positionnements marketing, dans un marché des idées politiques, orchestré par le prêche médiatique. En fait je ne sais pas ce que cette personne va décider dans les détails, les positions qu'elle va prendre dans les dossiers, je ne sais rien, je ne choisis rien. D'ailleurs les décideurs une fois en position de décider, jamais ne discutent les options avec leurs électeurs. L' élu s'expose parfois au public et affronte une salve de questions. Il a préparé ses réponses, sa façon d'écourter ou de passer outre.

Ma relation avec le pouvoir politique, avec mon gouvernement, avec le projet de société de mon pays, ce n'est qu'un clic tous les cinq ans ou six ans, sur un pack idéologique. Comme les voitures, ces packs politiques se ressemblent, ils présentent des variantes et quelques options. Les têtes de gondole, qui s'offrent à nous à grand renfort de concurrence, ne font que servir, toutes, le supermarché.

Les élections sont les jeux du cirque de notre société contemporaine occidentale, les « huiles » en sont nos gladiateurs. On fait de l'élection une émotion, un spectacle. On évite de préciser l'intention de notre geste, ces intentions sont trop variées et le bulletin de vote, une marchandise trop avariée ; mais l'élu lui, comprend que son peuple le veut comme chef, qu'il en est le représentant. On ne sait pas comment il va se battre, mais on mise sur sa beauté, sa prestance, simplement parce qu'il nous plaît. Ou encore parce qu'il porte un étendard, une étiquette, une marque que j'ai décidé d'acheter un jour et à laquelle je suis fidèle, ou pas, selon l'humeur. On finit toujours par entendre quelques phrases qui nous séduisent, ou plutôt nous confortent. Tout cela est très sympathique, mais de là à rendre légitimes les décisions que ces édiles prennent à huis clos, il y a en fait un grand fossé.

Lorsque je mets mon bulletin dans l'urne, je ressens un acte de contrition, de consentement à la renonciation de tout pouvoir et de toute décision. « A voté » rime irrémédiablement pour moi avec « a renoncé ».

*Vous ferez bien comme vous voulez
Je ne pourrai moi qu'accepter
intéressé(e) ou atterré(e),
je félicite ou je me tais,
ou je proteste puis je me tais.*

Je rappelais tout à l'heure que les dictatures ont eu pour la plupart, ou ont encore, des relations étroites avec des élections. Si l'on met la phrase au présent pour désigner une loi dynamique, cela donne « les dictatures commencent, pour leur grande majorité, avec des élections ; ensuite elles servent à les maintenir ».

Pas question pour moi de crier au loup, en qualifiant notre régime de dictature. Ce serait manquer de respect aux peuples qui la vivent réellement. Ce serait manquer de gratitude à notre histoire qui nous en préserve encore aujourd'hui. Ce serait manquer de renseignement et de discernement. Le propos est d'interroger les curseurs. Quand et jusqu'où acceptons-nous les preuves autoritaires et les mesures aux accents totalitaires ?

Nos mandats présidentiels ne cessent de révéler des conflits d'intérêt abrités. On a vu notre Président mentir effrontément (retraites, hôpitaux, masques,...), se ridiculiser à l'international, commettre des flagrants délits de répression populaire armée. Les images d'une police qui tire sur sa population, quelle qu'en soit la raison d'ailleurs, qui encadre les manifestants de façon militaire, qui déploie des tactiques de nasse... ne posent-elles pas de profondes questions ? À quel moment un gouvernement devient-il autoritaire, ou totalitaire ? Quand l'histoire le raconte un demi-siècle plus tard ? Car il n'y a pas de frontière franche.

Quand un gouvernement tente l'expérience d'une coercition sociale totale, pour la bonne Cause, sans légitimité épidémiologique ni scientifique, en prenant des mesures qui sont maintenant démontrées sans effet, le peuple prend-il acte ? Des études qui font les calculs de rapprochement sur des volumes considérables de méta-données sont maintenant disponibles et multiples, la première de John Ioannidis date tout de même de décembre 2020 ! Celles qui montrent également l'absence totale de rapprochement entre les cycles épidémiques et les campagnes de vaccination s'accumulent, mais vous pouvez faire les calculs vous-même depuis les données de l'INSEE. Ce qu'il se passe d'ailleurs depuis Omicron et les derniers variants est d'ailleurs tellement flagrant que le sujet a disparu. Pouf, merci Poutine et merci surtout les élections. Il fallait qu'on se repose un peu. On peut se réjouir, la France n'a obtenu que la 3ème marche du

Podium en termes de décès et de gravité de la maladie, après les États-Unis et l'Angleterre. Le moins que l'on puisse dire est que cela interroge. On peut excuser la sidération du premier trimestre, on peut excuser la panique des premiers variants baptisés rebonds par la gente politique et médiatique. Mais la durée et la persévérance d'une telle politique, que seules les élections ont pu infléchir, ne posent-elles pas un réel problème ?

Le pire il me semble, pour revenir à nos moutons, c'est l'introduction dans la culture populaire de la possibilité de se contrôler les uns les autres. Simplement parce que nous avons peur et qu'il convient d'obéir ?

Les pass sanitaires contrôlés par des citoyens est l'emblème qui mérite notre plus grande vigilance. Jusqu'où irons-nous ensuite ? Où est notre limite ? Nous y serons à nouveau confrontés, c'est une pure question de société. Je me permets de préciser qu'un pouvoir lui, par définition, n'a pas d'autres limites que celles que nous fixons.

Dans la continuité de cette vigilance, j'invite tout un chacun à y bien peser ce que signifie le geste de noter les autres sur des réseaux dits sociaux. On peut sans doute évaluer les choses ; mais les personnes ? Alerte rouge.

Je suis revenu(e) sur ce zeste d'actualité pour illustrer un autre point : on peut y voir un palmarès politique, une interprétation spécifique de la pièce. Or quel est le résultat de ce beau palmarès ? Rebelote, on remet ça, les affaires continuent.

De toute façon rien au menu qui donne de l'appétit. Telle la grenouille qui s'endort dans la marmite qui chauffe, avons-nous vraiment besoin d'une douche froide ?

Je crains que ce soit bien le cas. Je note donc pour mémoire qu'il semble judicieux, à cette heure, de se préparer à quelques

douches froides. Cela ne signifie en rien se replier, s'armer, ni s'entraîner à quelque chose qu'on ne peut qu'imaginer. Cela signifie que des surprises très désagréables m'attendent, qu'elles seront peut-être douloureuses, mais que je n'y peux pas grand-chose a priori et surtout que c'est une excellente raison de jouir pleinement, à sa juste valeur, de tous les moments de répit et joyeux que je vis. Et tout ce que je peux faire pour amoindrir les coups, pour les amortir, les équilibrer avec d'autres expériences qui transportent, ne peut être que pertinent, intelligent et inspirant.

Or ces expériences ne peuvent être que collectives. Je ne vois pas l'intérêt de « m'en sortir » tout(e) seul(e) si tout le monde souffre autour de moi. Pour aller au bout de la réflexion ontologique, je préfère mourir avec mes proches que survivre seul(e).

Sous cet éclairage, le fameux PFH – Putain de... alt. Précieux Facteur Humain – souvent si fatigant, quelquefois désespérant, vaut la peine, « quoi qu'il en coûte ».

Conditions de possibilités

Je vais aborder maintenant un sujet qui peut sembler repartir dans les réflexions plus abstraites, celui des croyances. Pour les aficionados du « concrètement », vous pouvez prendre cela comme une digression supplémentaire.

Mais le titre de cette partie n'est pas un piège, je vais tenter ici de montrer à quel point les croyances sont des conditions de possibilités, dans un sens comme dans l'autre, soit en tant que blocage à lever, soit en tant que requis. De montrer à quel point c'est selon moi très concret.

Dans l'objectif de « faire société », elles peuvent – doivent – même devenir très pragmatiques et opportunes.

Croyances, symboles

Pour résumer qu'avons-nous abordé ?

Comprendre, construire un jugement, penser des stratégies, vouloir, se déterminer, s'adapter. Une société ado, peuple et gouvernants. Le mythe de l'élection, mythe de la représentativité. Un rêve d'adulte. Une volonté commune d'émancipation et de vitalité. Une promesse : la clé du référentiel. Une clé de voûte : la décision. Une démocratie : première mondiale. La frontière : une peau. Une guerre non létale : le sens des mots.

Et pour vouloir,... croire. Créer un système de croyances.

D'abord cesser de croire que le peuple est con, incapable, irresponsable, totalement égocentré, abruti, conditionné, inculte, primaire, pour ne pas dire primate.

Croire – sincèrement – le contraire, le rendre possible en s'y consacrant. Le croire capable d'être adulte ; nous croire simplement capables, en tant que peuple.

Il y a tout un courant de pensée très fort qui pose cette défaillance de la capacité populaire à voter pour son propre bien, comme une preuve irréfutable du risque démocratique ; dynamique souvent présentée comme une forme de dictature de la majorité. Des auteurs comme Jonathan Haydt, ou plus encore comme Jason Brennan avec « Against democracy » y contribuent

très efficacement. Les arguments et raisonnements y sont effectivement très convaincants.

Mais ils sont fautifs, dans leur intégralité, pour une raison très simple. Ils se trompent de référentiel. Ils inscrivent leurs démonstrations dans le système en vigueur, qu'ils appellent démocratie, alors qu'elle n'a pas lieu. Donc tout ce qu'ils disent est avéré, mais dans le contexte actuel d'une oligarchie électorale. Personne ne saurait transposer nos comportements décisionnels dans une configuration de démocratie puisqu'on ne la connaît pas, qu'elle n'a pas été conçue, ni expérimentée.

Ce n'est pas La démocratie qui impose le clivage binaire et ladite « dictature de la majorité », c'est l'oligarchie électorale. La lenteur d'une décision du fait des sempiternelles « querelles démocratiques », le focus irrémédiable du buzz médiatique et politique aux dépens de la réflexion et de la pertinence, l'ignorance crasse de tous les aspects constitutifs d'un dossier ou d'une décision avisée, notre préférence irrationnelle pour la posture de notre groupe, notre clan, notre parti, la possibilité de prendre position en 100ms sur un visage ou une formule, tout cela est le fait de notre régime, de notre oligarchie électorale.

Il ne s'agit pas de prôner davantage de démocratie dans notre régime, ce serait prôner davantage d'oligarchie électorale.

Il s'agit de concevoir une démocratie, de la mettre en œuvre, de l'inventer.

Avant de structurer et expérimenter toutes les décisions à prendre, se donner les moyens de décider « qui décide de quoi » et comment la décision doit être prise. La tâche et le bouleversement culturel qu'elle nécessite peut paraître incommensurable, mais ce n'est ni plus ni moins qu'un investissement dans notre éducation. Celle de nos enfants bien sûr, mais celle de tous les adultes également.

Bien sûr le boulot qui se présente est très important, à la fois individuel et collectif, mais il me semble fautif de mettre sur le dos de La démocratie tous les travers qui sont le fruit d'une oligarchie électorale. De fait dès que vous lisez un texte, il suffit de remplacer le terme pour y voir plus clair et de se demander ce qu'il en serait dans une démocratie. On ne peut pas remplacer le mot dans la bouche des autres, mais on peut le faire dans son esprit.

En revanche, puisque nous ne la connaissons pas, il n'est pas possible non plus de savoir si cela peut fonctionner, ni à quel point cela sera bénéfique pour la société, pour le plus grand nombre. C'est dans ce cadre qu'il s'agit de croire, de miser.

Sans croyance, on erre, on désespère. Chacun fait ce qu'il peut avec la part héritée de son système de croyances. Nous ne sommes pas obligés de nous faire mal. Nous pouvons prétendre à quelques premières renonciations idéologiques douces, bienveillantes pour soi et les autres ; commencer par éclairer nos croyances d'une grande lucidité.

J'y crois parce que je décide d'y croire, acte de foi. Parce que j'ai la capacité d'agir, capacité que j'ai elle-même décidé d'avoir. Pour cela, je vais m'instruire. Mettre en sourdine, pour ce qui concerne un projet de société, une vérité universelle. Sur cette voie, on arrive de toute façon toujours au même endroit, chacun d'entre nous : quelle autre vérité que la mienne ?

*Le cerveau qui nous aime - on adore,
veille et caresse son trésor,
sauf quand on dort ?
Non, encore...*

Pour illustrer les grands dangers de l'universalisation, d'une idée ou d'une valeur, je vais montrer trois tentations de la face obscure.

a. Tentation d'une autorité mondiale pour résoudre tous nos problèmes. En commençant par les thèmes qui requièrent une réflexion planétaire, comme la mer, le climat bien sûr, la santé maintenant. On institue cette dimension planétaire. Puis par « extension du domaine de la lutte », et affirmation de soi, l'institution ainsi livrée à son existence propre, tente de normaliser des comportements du quotidien. Comment peut-on faire plus éloigné du terrain, du monde réel, pour consacrer des décisions ?

Tentation la plus méprisante sur la capacité des peuples.

b. Tentation à la conformité, sinon l'uniformité, des cultures et des pensées. Stigmatisation et dénigrement, notamment, piétinent ou arrachent tout ce qui se distingue d'une mousse homogène ; rien ne dépasse, rien ne se manifeste, recouvrement d'un réseau dense racinaire, enchevêtré et emmêlé, qui s'asphyxie. Comment peut-on faire plus éloigné de la requise diversité, de notre si désirable vitalité ?

Tentation la plus dégradante qui fait des peuples des choses, des objets, des variables, non plus des êtres humains.

c. Tentation de l'asservissement totalitaire au nom de cette vérité universelle. Je ne vais pas m'étendre, tout le monde le redoute, sauf ceux qui le servent. Les peuples qui ne l'ont pas vécu depuis 80 ans (chiffre symbolique d'une espérance de vie indiquant le renouvellement de toute une génération), peinent à se sentir concernés par une telle menace. La plupart d'entre nous, en Europe, qui ne l'a pas vécu dans sa chair, s'en croit profondément exemptée. Mais chaque régime totalitaire s'appuie sur une vérité

universelle. Quoiqu'il en soit, comment peut-on faire plus éloigné d'une démocratie ?

Tentation la plus lâche et adolescente, symptôme de la plus profonde *impuissance*.

Celle-là fera plaisir aux freudiens. Cependant, lire ce mot dans ce contexte comme une incapacité à féconder, n'est pas sot.

Si l'on y tient trop, on peut réserver sa vérité universelle à soi-même, mais pas pour construire une société. Inversement, naviguer dans l'histoire des idées depuis l'antiquité, c'est risquer de se noyer un peu, ne plus trop savoir quoi penser, telle une algue au gré des courants, qui tangue étourdie vers la plus belle sirène, le meilleur orateur – ou simplement le dernier – puis se laisse bercer par le courant dominant.

Avoir confiance dans le grand nombre, en tant que peuple, me soumettre résolument à une volonté collective, même quand mon raisonnement diffère. Pourquoi ferais-je une telle chose ?

C'est envisageable seulement si je sais mon raisonnement réellement pris en compte, d'une manière que chacun peut saisir. Si je considère évolutive cette volonté populaire, si je sais pouvoir contribuer à son évolution, si je sais la décision sujette à l'observation et à la rectification. Tout cela peut paraître lointain, autant qu'une démocratie en quelque sorte.

Difficile de la poser comme une perspective certaine. En attendant je préfère m'en remettre à la volonté du peuple, même s'il se trompe, qu'à celle d'une poignée d'héritiers qui exploitent une rente de situation, tout en se croyant légitimes et sachants.

Embrasser la complexité, malgré le culte de la simplicité ? Pas facile, mais nécessaire. Ce culte est un fléau pour la pensée, un ennemi contre lequel se méfier en permanence.

Plus difficile, dans un autre registre mais corollaire, accepter l'inefficacité. Ne pas non plus lui vouer un culte. C'est une polarité de la vitalité, celle de la résilience et de la sérendipité. Donc également nécessaire. Un équilibre à trouver. À nouveau il ne s'agit pas d'opposer l'inefficacité à l'efficacité, mais bien de se demander au moment opportun quel degré d'inefficacité nous sommes – collectivement – prêts à accepter. A contrario, faire de l'efficacité le leitmotiv ultime de la décision et de notre société, ne peut nous emmener que vers une seule destinée, celle de la décision algorithmique. Je comprends qu'elle puisse séduire, voire convaincre, mais il faut comprendre également qu'elle ne pourra alors devenir qu'omniprésente et inexorable.

Bien réaliser à quel point l'inefficacité est proscrire, bannie par notre système de croyances. Cette notion doit donc infuser avec délicatesse, en douceur. Peut-être commencer par le droit à l'erreur. Aimer la diversité, la rechercher, la cultiver, en faire une valeur prioritaire, au nom de la vitalité, des idées, des représentations du monde, des systèmes d'organisation.

Il est possible pour chacun d'entretenir un attachement aux réflexions et aux jugements des autres en tant que manifestation de cette diversité. Y compris les idées que l'on trouve stupides, y compris les opinions que l'on déteste. De la diversité à tout prix, signe de la vitalité foisonnante de l'esprit des peuples. Le jeu n'est pas tant de savoir qui a tort ou qui a raison, mais de creuser les raisonnements, construire un jugement collectif en cherchant à concilier les polarités, articuler les positions pour trouver leurs rôles dans un écosystème vivant. Ce nouveau référentiel remplace les catégories et positionnements immuables, modifie les rapports et les relations.

Liberté Égalité Fraternité

Si l'on admet pour La démocratie s'être fait berné par le terme ; si l'on admet sous ce jour la puissance des symboles, il devient très pertinent de re-garder les mots, à nouveau, de notre devise nationale.

Cette devise joue un rôle de signature, d'identité, un peu comme dans la communication des entreprises, dite « corporate » ; elle donne sa substance unique au nom, et avec le logo, ici le drapeau, elle complète son « ethos », son existence perçue.

Liberté, égalité, fraternité. Ces mots magnifiques peuvent-ils contenir eux-aussi des pièges ? Pas possible, je ne peux que souscrire à tant de beauté et d'inspiration.

Et pourtant, ... voici maintenant de quoi faire un peu grincer notre esprit et la douce mélodie de l'évidence formulée. Attention je ne propose pas de jeter cette devise à la poubelle, on ne jette pas un symbole, on le respecte avec reconnaissance, pour mieux le recycler. Tous les nouveaux systèmes de croyances recyclent les anciens, les transforment.

Liberté. Non seulement chacun y met la représentation qu'il veut, a probablement du mal à la réduire à une définition, se contente souvent d'une formule qui dit par exemple qu'elle « ... s'arrête où commence celle des autres » ou bien qu'elle « ... commence où l'ignorance finit » – ma préférée.

Elle est aussi explorée par notre civilisation depuis qu'elle écrit, sans vraiment de résolution. Beaucoup pensent le libre-arbitre, « on a toujours le choix », d'autres une totale détermination. Il ne peut pas y avoir de consensus dans ce registre, ni même sur la définition de liberté. Et pour cause, c'est davantage une émotion, un sentiment subjectif, il y a autant de libertés que d'individualités. Dans un même contexte on pourra trouver des personnes qui se sentent libres, et d'autres non.

Elle apparaît comme une évidence consensuelle, qui remporte une adhésion unanime. Mais elle est un mirage et chacun y voit son image, personnelle. Comment pouvons-nous faire de ce mirage une référence commune ? La notion de liberté peut donc être retenue pour construire sa philosophie propre, à l'échelle individuelle, mais c'est plus hasardeux à une échelle collective. D'autant plus difficile qu'elle est large.

Je cherche donc à conserver de cette idée sa substance moelle en lui donnant une seconde vie stratégique. J'évite soigneusement la notion de souveraineté, car si l'on peut vouloir être souverain de soi-même, à l'échelle d'une société elle ne peut qu'embarquer avec elle, l'appel d'un souverain. Un peuple qui se dit ou se croît souverain devient vite, sans même le percevoir, un peuple soumis à son souverain. C'est une pente glissante qu'il est difficile de remonter.

Je choisis un terme plus simple, que l'on reconnaît en soi, de façon beaucoup plus viscérale que cérébrale. Je l'ai déjà abondamment cité comme premier leitmotiv de l'âge adulte, je ne développe donc pas davantage.

Je traduis Liberté par **Autonomie**.

Égalité. Encore une fois quelle beauté ! Que de beaux discours on peut proclamer en son nom. Mais a-t-elle une quelconque réalité ? Comment postuler et espérer une quelconque égalité ? Au commencement pour toute chose et tout individu de toute espèce, il n'y a que de l'inégalité. « Etre né quelque part, pour celui qui est né, c'est toujours un hasard ». Très jolies paroles de chanson. C'est peut-être pour ça, précisément, que l'idée d'égalité, peu importe sa définition, fait vibrer notre émotion. « L'égalité n'est pas de ce monde ; il la faut absolument ».

Or ici, on parle d'égalité de traitements, par exemple en droits... C'est un piège irrésistible : si l'on admet que les conditions initiales ne sont jamais égales, ne peuvent pas l'être, ce n'est clairement pas avec un traitement égal, qui veut dire ici identique, unique, que l'on pourra réduire ces inégalités. Il faudrait plutôt adapter les traitements aux différentes conditions, pour rétablir des équilibres, donc l'inverse. Proposer l'égalité de traitement pour résoudre le problème de conditions inégales, c'est de fait le meilleur moyen de les maintenir.

Cette Égalité dévoyée, nie mathématiquement toute volonté politique d'équité. On peut préférer ce mot – équité – qui évacue l'entourloupe, il est plus pragmatique, moins équivoque. Mais ce mot étant lui-même objet de débats sémantiques, parce que trop proche d'une valeur morale, dans le sens où elle désigne un état à atteindre, que l'on doit donc évaluer, juger.

On ne peut en faire une référence fiable. Je cherche donc un terme plus dynamique, pouvant faire consensus, sans la nécessité d'une définition morale.

Je traduis Égalité par **Équilibre**.

Fraternité. Quel mot magique une troisième fois. La fameuse liaison qui permettrait de réconcilier liberté et égalité, que l'on a finalement pris l'habitude d'opposer. Mais que cache-t-il ? Un flagrant héritage chrétien, certes, mais pourquoi pas ? Il y a beaucoup de bonnes choses à savourer dans cet héritage.

Sauf que le mot a une réalité très factuelle, sensible, à l'échelle de la famille, de la plus étroite proximité. Le mot désigne en lui-même la toute « première couche d'oignon » de mes relations. Est-ce que je peux réellement la projeter à l'échelle du peuple dont je fais partie, avec lequel je veux ou dois faire société ? En fait non, là est le piège.

Encore un grand concept, très mobilisateur, mais déconnecté du monde réel. Or on ne peut pas réfuter la fraternité, une fois le mot prononcé. Il sous-entend un bouclier magique au conflit. Si tu ne me veux pas comme frère ou sœur, tu me veux la guerre. Cela nous emmène dans les tourments de la morale, nous égare, or l'idée même est fautive.

Qui a déjà vu des fraternités sans aucun conflit ? Qui n'a jamais connu de guerre entre des frères et sœurs ? Que nous raconte l'histoire à ce sujet ? Que nous raconte notre simple vécu ? Nous aurons sans doute croisé des frères et sœurs qui s'entendent à merveille, nous aurons sans doute tout autant vu le contraire, voire une parfaite distance, ou encore ignorance les uns des autres. Par ailleurs, si j'écoute le fond de ma conscience, ce n'est

pas vraiment ce que je veux. Il me suffit de penser aux personnes que je supporte le moins. Je veux bien faire société avec elles, mais ai-je envie ou besoin qu'ils soient mes frères et mes sœurs ? Ne serait-ce pas plutôt un leurre ? Cela ne dévoile-t-il pas à nouveau un mythe ? Or toutes les personnes que je croise sont mon environnement. Si je veux faire société, c'est bien avec elles, en commençant par celles qui vivent à proximité. Puis tous celles qui partagent un rêve et une volonté commune, par exemple d'émancipation dans notre cas. Toutes celles qui partagent un système de croyances, un système de délibération et de décision, qui permettent de coopérer en grand volume, à grande distance, pour une longue durée.

Il est donc nécessaire de penser cette liaison, à la nature de ce lien. L'amour serait une merveille, retrouver notre capacité d'aimer est peut-être notre défi d'humanité, mais à cette échelle, cela me paraît un tantinet déplacé, disons bien trop ambitieux. Dieu lui-même a essayé, sans grand succès, force est de le constater. Si je ne supporte pas mon voisin, je ne vais pas l'aimer parce que je le décide. Encore moins parce que la société l'exige. Je ne veux pas être sa sœur ou son frère, ni qu'il soit le mien. Ce que je veux c'est faire société avec lui, malgré mes pauvres sentiments à son égard. Au nom de la diversité, au nom de la vitalité qui l'oblige, mon voisin est ... sacré. C'est beaucoup, mais c'est tout. Je n'ai pas besoin de l'aimer. Tant mieux si c'est le cas, mais ce n'est pas une fatalité.

Il faut que je trouve une dynamique plus accessible mais malgré tout affective. Un peu comme un triste pigeon urbain que l'on repère parce qu'il est très abîmé, borgne, boiteux et crevassé, que l'on regarde au fil des jours toujours hideux, repoussant, avec une certaine affection parce qu'il est là et qu'on le reconnaît.

À l'échelle de la société, je dois donner à ce lien un sens vital, celui de l'attachement. Celui qui nous donne des racines. Comme

l'attachement à sa terre, sa maison, son quartier, son village ou sa ville, son bassin de vie, sa langue. Attachement aux enfants, aux ados, même à ceux qui pataugent ; attachement à ses voisins, car ils partagent le lieu, comme je disais ils sont sacrés ; attachement aux anciens, même à nos « papy-boomers » qui ne penseraient qu'à eux selon certaines rumeurs. Attachement à une longue histoire, à une culture diversifiée et profonde, à des idées et une langue qui les pense, attachement à une vision du monde, à un projet de société. L'attachement qui nourrit, pas celui qui contraint. Ce n'est pas la laisse du chien.

À cause de cette dernière image, j'ai tout à coup un petit besoin de préciser ce mot, lui ajouter un qualificatif. Au risque de le disqualifier, comme pour démocratie. Et je casse alors la symétrie avec les trois mots de la devise initiale, c'est chaud.

J'ai beaucoup flirté avec le terme solidarité, excellent candidat pour une démocratie, mais si l'on creuse sa substance moelle, on réalise qu'il s'agit encore d'une valeur grandiose et morale, un idéal, un plafond de verre, qui finit par culpabiliser. Pourquoi ? Parce que sur cette voie, on n'est jamais assez solidaire. Si je rencontre une personne dans le besoin, je lui rends service. Mais la personne est engagée et mobilisée sur une idée que je trouve déplacée ou un raisonnement que je trouve fautif, voire coupable, de quoi suis-je en fait solidaire ? Je ne peux pas être solidaire avec toutes les idées et toutes les actions menées, donc je dois préciser ce qui mérite ma solidarité. Dois-je déclencher ma solidarité seulement à l'égard de la misère, du besoin, de la nécessité ? Dois-je faire preuve d'une solidarité organique ou bien mécanique ? Les deux ? Sont-elles conciliables ? L'affaire devient compliquée à l'échelle d'une société, et finalement moralisante et limitée.

En revanche je peux entretenir mon attachement à toutes les idées et démarches, au nom de la vitale diversité des pensées. Ce

terme se fait davantage l'écho d'un élan plus intime, brut, il me paraît plus naturel que moral, donc plus accessible à tous, moins restrictif dans son positionnement et sa philosophie.

Finalement, c'est la laisse du chien qui doit être réfutée. S'attacher, ce n'est pas du tout « vouloir être attaché ». C'est totalement délibéré, le contraire d'attacher, de bloquer un mouvement, d'empêcher, qui ne sont que coercition. Dédicace aux geôliers :

*Je ne confie mon attachement
qu'à mes bons sentiments*

Beaucoup de traditions anciennes et de démarches spirituelles prônent à l'opposé le détachement. On pourrait également y voir une sévère objection. Mais à chaque fois ce qui est visé, c'est le détachement vis-à-vis de son égo, et de tout ce qui le nourrit. Ce détachement s'oppose-t-il à un attachement vis-à-vis de l'autre, de l'humain, de l'humanité ?

L'attachement, plus que le lien, également très bon candidat, contient cette inclinaison affective, que l'on trouve dans fraternité. Mais plus douce, plus diffuse, moins catégorique, en aucun cas stricte. Plus que le lien, terme de registre structurel qui inspire une image un peu figée, il introduit une dynamique que l'on entretient.

Pour finir, je réalise que je prends 5 pages pour traiter les objections qui viennent à l'esprit. C'est qu'il y en a trop. Même joliment reformulés, les retournements possibles occupent l'esprit. Le terme doit vibrer de lui-même, sans besoin de reformulation.

De même le mot humanité. Il affiche toutes les qualités et même davantage. Il embarque bien avec lui les cordes contenues dans la

« fraternité », mais sans être un leurre. Toute personne est effectivement un être humain. Je pense pouvoir me passer de définition, car l'humanité est également quelque chose dont on fait preuve.

Le mot humanité résonne avec nos deux siècles et demi d'humanisme à la fois idéologique et politique, il respecte notre héritage historique ; tout en décroissant et en dissociant les échecs pathologiques vécus en son nom.

Mais il me suffit de considérer l'être humain cruel, pour alors associer humanité à cruauté. Il y a justement trop de diversité. En faire une boussole repose sur l'association du mot avec les valeurs les plus positives, et pose irrémédiablement la question du jugement de ces valeurs. Retour case départ.

Ainsi je reviens sur le lien. Je cherche à le pourvoir de l'énergie qui lui manque, pour qu'il inspire davantage des lois dynamiques qu'un support, un état plutôt statique, qui ne peut caricaturalement que rompre ou tenir. C'est ainsi que surgit le mot liaison.

La liaison accueille volontiers attachement et affection, mais sans les rendre nécessaires, sans les poser comme condition. Si on l'aborde dans un registre plus technique, on se pose immédiatement la question de sa qualité.

Si l'on y cherche le mouvement, elle convoque une réciprocité dynamique ; elle laisse également une place, si elle venait à rompre, à son rétablissement. Davantage que le lien. En plus de l'aspect physique contenu dans le « lien », la liaison embarque avec elle une idée de contenu, l'idée d'une fonction. Elle est plus vivante.

La liaison ne peut évoquer la trahison que dans un contexte d'exclusivité, or dans le contexte politique d'une démocratie, le

propos est celui d'une inclusivité. Associer exclusion et trahison semble pertinent. Il est sage de ne pas relâcher son attention.

Un regard tactique projette dans la liaison, un déploiement nodal, tout à fait approprié à une démocratie.

Pour ne rien gâter, une liaison suggère le plaisir, d'une relation naissante mais aussi culinaire. Tout cela est bon.

Je traduis Fraternité par **Liaison**.

Certains verront peut-être dans ces trois mots moins de panache, mais c'est certainement parce que ces symboles n'ont pas de vécu glorifié par l'histoire. En attendant ils présentent l'immense vertu de redescendre du ciel des Idées et de revenir les pieds sur terre, pour œuvrer dans le concret.

« Liberté – Égalité – Fraternité » sont des plafonds de verre, splendides mais figés et transparents, comme vides de matière, éblouissants sous le soleil, relativement fragiles. On croit pouvoir atteindre le ciel en les regardant, on se casse le crâne en essayant.

Ces symboles transformés, « Autonomie – Équilibre – Liaison », ont davantage fonction de sève, ils ont un côté vibratoire, inspirant, plein, je les ressens plus vivants. Au lieu d'objectifs inaccessibles, de concepts mobilisateurs trompeurs, ils deviennent des boussoles, des vecteurs, des chemins à explorer. Partageons des moyens, des pistes, plutôt qu'une idée de résultats, plutôt que des icônes que rien ne rend possibles.

Nouvelle façon de retenir la première leçon de Machiavel : admettons que l'on ne puisse pas envisager un peuple vertueux, alors cherchons autre chose.

Ces trois mots de la devise politique ne sont plus des idéaux, intouchables, à espérer, ni des vertus à transmettre, des valeurs morales à imposer, ce sont seulement des lois dynamiques à suivre, des chemins à parcourir, à vivre. Chacun est libre de le faire, nul n'oblige.

Je lance la partie avec une devise, une signature, pour une démocratie qui peut naître en France :

« Autonomie – Équilibre - Liaison ».

À vous la balle.

Nouvelle carte

J'ai une très bonne nouvelle devant l'ampleur de la tâche qui peut sembler terrible. Surtout pour répondre à une objection théorique qui vous taquine peut-être, que l'on se pose tôt ou tard.

Si l'on admet qu'une démocratie n'a pas eu lieu, en tant que régime à l'œuvre, ou politique en vigueur, c'est peut-être parce qu'elle n'est pas possible ; démocratie, une totale fiction ? L'absence de précédent est très contrariante, surtout dans notre culture contemporaine.

Il y a de fait une raison simple. Les peuples de toutes les civilisations, du moins la nôtre, ne pouvaient guère la réaliser jusqu'à maintenant. Dès lors qu'un peuple prend un certain volume, il peut difficilement questionner, argumenter, mener une réflexion collective, encore moins décider. Simple loi mathématique.

Précision importante sur le travail de Graeber et Wengrow qui réfute cette argumentation, cette logique, qui est elle-même un récit, prenant sa source au XVIII^e. Je ne cherche pas à l'ignorer, au contraire. Cette réfutation s'inscrit dans celle de la pensée évolutionniste dont nous sommes dépositaires, à savoir le fait que les Cités-États puis les États-Nations sont des institutions et des dynamiques incontournables, simples fruits de l'évolution des civilisations, donc de l'humanité. Liée à la complexité et au

volume, cette évolution n'offrirait pas d'autre option que celle d'un gouvernement, nécessairement centralisé, celui-ci ne pouvant qu'être oligarchique sinon monarchique. Et une démocratie serait ainsi le simple fait de valider par l'élection ce monarque ou les oligarches, qui se présentent à nous.

Ce récit évolutionniste, comme beaucoup, est politique et daté. Il est directement lié aux interactions politiques marquantes avec les peuples indigènes des Amériques pendant deux siècles, qui affichaient des régimes politiques à la fois mûrs et variés, et qu'il fallait impérativement dénigrer. Ils devaient être associés à un état de développement primitif. Il fallait faire de ces peuples des sauvages, bons ou mauvais d'ailleurs, mais surtout sauvages, donc non civilisés.

Le récit évolutionniste qui est le nôtre, désigne aussi l'agriculture comme source déterminante de notre asservissement à la terre nourricière, et aux souverains devenus nécessaires pour l'organisation des grands travaux et des décisions collectives de volume. Ce récit, relayé par tous, le succès d'Harari en est un symptôme éloquent, est donc contredit par les récentes découvertes archéologiques et anthropologiques, ainsi que par le travail d'agrégation de découvertes plus anciennes, jusqu'à présent mises de côté car éparses et non expliquées. Je vous laisse découvrir cela, c'est passionnant. Cette réfutation présente ainsi des formes étonnamment démocratiques qui ont sévi pendant de très longues périodes, plusieurs siècles, en plusieurs endroits avérés ; elle pose la question des 7000 ans « oubliés » du mésolithique, et de l'interprétation des traces à grande échelle qui se révèlent à nous peu à peu.

Elle contredit donc le constat que j'ai fait de l'absence connue de toute démocratie de fait. Néanmoins, cette connaissance est encore parcellaire et embryonnaire, cette culture généalogique non encore diffusée. Je choisis donc par simplicité de maintenir

l'idée que dans notre situation contemporaine, un régime réellement démocratique semble irréalisable pour la plupart d'entre nous. Notamment du fait du volume de personnes, du volume de sujets à traiter, du volume des décisions à prendre, du volume des divergences d'opinions, bref, de tous les volumes.

Mais également de la vitesse aujourd'hui requise pour tous ces traitements, de l'interconnexion ou interdépendance de la plupart des sujets et domaines. À cela s'ajoute consécutivement une pensée dominante de nos jours, qui n'est ni plus ni moins que le projet Saint-Simonien d'un gouvernement technocratique très élitiste et concentré, seul capable de traiter la complexité du monde. C'est le projet actuel de l'Europe par exemple. Et on touche à nouveau ici notre système de croyances évoqué précédemment.

J'ai déjà évoqué qu'il s'agissait ici, pour bonne part de croire, de miser. Mais encore nous faut-il une bonne raison de croire ;-).

Alors quelle est la bonne nouvelle ? Qu'est-ce qui change la donne ? Le « numérique ».

Beaucoup le voient comme une menace majeure de contrôle, une nouvelle forme d'asservissement, ou une abstraction de la relation humaine, à raison ; mais le numérique est aussi la promesse d'une capacité d'affranchissement, et d'autonomie, car elle permet une décision distribuée et structurée, dans un très grand volume. Le numérique permet d'appréhender la complexité pour la rendre accessible au plus grand nombre. Il apporte une capacité de granularité, de précision, d'agrégation et de pondération, inconcevables auparavant.

Il autorise des représentations visuelles manipulables par tout un peuple, peut produire des images d'une position collective protéiforme ; un réglage des curseurs et une acquisition de l'expérience.

Le numérique est – aujourd’hui – une condition de possibilité d’une démocratie, sans laquelle le rêve ne serait pas réaliste, donc pas réalisable dans notre contexte démographique, économique, et géopolitique. Mais il doit évidemment être maîtrisé par le peuple adulte, pour ce faire. Les développeurs et administrateurs systèmes, les hackers et les cryptologues de tous poils, sont en quelque sorte nos guerriers, nos samouraïs, mais nous devons tous, en tant que peuple, nous approprier cette matière. Et sept d’entre eux ne suffiront pas. Nous instruire sur le fonctionnement de la magie numérique est une nécessité.

Petit pavé dans la mare.

Cette réflexion est impérative, elle doit être collective et commencer avec beaucoup d’expertise. Elle doit réunir différents talents et différentes disciplines. Inutile de rentrer ici dans le détail des formes et des cas d’usages, personne ne saurait le faire seul(e), je vous indique seulement un exemple effectif. Explorez cet exemple vous-même et cherchez expériences et savoirs-faire à leur source.

Il s’agit de l’événement qui fut baptisé « révolution des tournesols » à Taïwan. Foule immense, assise, avec un tournesol dans la main, devant le Parlement. Non violence à la Gandhi, mais sans prendre les coups de bâton, parce que toute une équipe de geeks mixait en direct les images des portables répartis un peu partout, diffusion internationale prévue. Force armée muselée. Très compétents, les développeurs ont permis de découper finement tout le dossier coupable ; un Traité qui contournait les barrières douanières en faisant de Taïwan un marché interne à la Chine, un TAFTA à la chinoise en quelque sorte. Or contrairement à HongKong, Taïwan est fière d’avoir obtenu son hymne, son drapeau et sa devise nationale pour constituer un État-nation, refusé par la Chine. D’où une petite réaction épidermique, plus exceptionnelle dans ce pays que chez nous. Un découpage donc,

pour présenter les options sur chaque point. Ils ont permis à toute la foule connectée de prendre des micro décisions en très peu de temps. Chacun peut naviguer dans les points qui le concernent, l'intéressent, pondérer ses préférences, positionner ses curseurs. Valider les agrégations sur simple clic.

Les positions soutenues par un grand nombre de personnes, la hiérarchie des enjeux, et les niveaux d'urgence apparaissent aux yeux de tous, ainsi qu'une cartographie de clôture. Une représentation des positions du peuple sur un dossier complexe. Le gouvernement a concédé. Ils ont gagné cette partie, une belle partie. Plusieurs dossiers conflictuels, de politique interne, ont par la suite été traités avec des processus similaires (comme celui du transport urbain provoqué par la petite crise Uber locale)... C'est un événement instructif dont l'enquête appartient à ceux qu'elle intéresse.

En attendant, ce sont les capacités numériques (de traitement de volume, de traitement de la complexité, de représentation, d'intégrité unitaire et de chiffrage, de granularité, de suivi dans la durée, de partage, ...), qui permettent d'envisager une rupture avec nos chères élections trompeuses de représentants factices. Ladite représentation n'a en effet jamais joué ce rôle de cartographier les positions du grand nombre dans toutes leurs variétés.

Ce serait utile de nommer tout ça. Par exemple comment pourrait s'appeler une telle cartographie, une telle prise de décision ? Elle n'est plus majoritaire, ni quadratique, ni consensuelle, ni même compromise,... Une décision incrémentielle, pour éviter toute posture démentielle ?

Les outils numériques nous permettent d'envisager la mise en place d'un système d'évaluations et de micro-positionnements individuels, d'un processus visuel de décision démocratique, d'un

système de mandats, de recrutement et de révocation, aussi souple que percutant.

Cela n'exclut en rien les personnes qui se dispensent de tout écran, position tout à fait légitime et respectable, quelquefois subie ou nécessaire, plus rarement choisie. Mais il faudra créer des passerelles. C'est peut-être une mauvaise question pour quelques puristes, mais une démocratie peut-elle avoir un autre système nerveux, une autre épine dorsale que numérique ? Sinon, n'est-ce pas envisager la reproduction nostalgique d'une époque passée, ou encore attendre gentiment – voire espérer – un « total collapse » qui provoquerait le trépas de notre fée électricité ?

Attention il est très utile ici de tout de suite lever un clivage binaire qui se profile : en aucun cas numérique et relation humaine ne s'excluent l'un l'autre, ni ne s'opposent. En revanche ce n'est pas l'un qui permet l'autre, ni réciproquement. Ce sont donc bien deux dynamiques distinctes, qui peuvent s'ignorer l'une l'autre, ou pas, à considérer pleinement pour ce qu'elles sont.

Ce que l'on peut retenir, c'est que plus le numérique prend de la place, plus il faut en donner à la relation humaine. Ah équilibre, quand tu nous tiens. Or cette dernière a besoin d'occasions, qui font les larrons. Il est d'autant plus important de créer des lieux, des endroits et des moments, si l'on crée des protocoles numériques de décision collective. Des lieux qui *brassent* les groupes d'affinités, les bandes, les clans, les communautés, les camps et les partis pris.

Brasser est une belle image. À nouveau il ne s'agit pas tant de *rassembler* à l'unisson. Bien sûr il est question de se retrouver physiquement, dans un même endroit un moment donné, mais sans induire la tentation idéologique d'une belle communauté fraternelle, on en a parlé. Il ne s'agit pas de rassembler autour d'une idée, à part celle évidemment de l'émancipation

démocratique. Plutôt brasser les idées, les points de vue, les propositions, les résultats d'expériences. Brasser pour qu'apparaisse la mystérieuse alchimie de la fermentation. Rafraîchissante et enivrante.

Elle peut aussi saouler. Ne pas abuser semble sage. Le secret est la levure, dont on sait qu'elle doit être cultivée dans la durée, avec soin, avec talent, et beaucoup de patience, brassin après brassin.

Ainsi il apparaît très nécessaire, dans une telle perspective, de créer toutes les passerelles, fluides et casuistiques, pour tous ceux qui n'ont pas accès à l'écran.

Il m'apparaît utile également de bien distinguer cette démarche desdites Maison France Service - MSF, qui supplantent lesdites Maison de Service Au Public - MSAP, qui supplantent... autant de dispositifs de communication événementielle, pour pallier la déconstruction dudit service public et la mise en œuvre d'une administration numérique. Pour éviter de dévoiler que dans l'esprit de beaucoup, il suffit d'attendre que toute la génération née avant les années 50 soit décédée, pour résorber ce qui a été baptisé la « fracture numérique ». Or il me semble qu'au-delà du cynisme que cela peut suggérer, c'est aussi ignorer la variété du paysage des relations que chacun peut avoir avec le monde numérique. Je précise ainsi qu'il ne s'agit pas d'enfoncer une porte ouverte, en disant qu'il faut s'occuper des personnes qui souffrent de l'évolution numérique de leur environnement quotidien. Il me semble difficile de ne pas être d'accord sur ce point, donc ce dont je parle va au-delà.

Il s'agit dans mon propos de penser un environnement et un fonctionnement de société, donc politique, qui peuvent avoir une épine dorsale numérique tout en permettant à ceux qui le veulent et à ceux qui le subissent, de n'avoir aucune relation personnelle avec un écran.

Pouvoirs régaliens

Quels sont les sujets qui coïncident en premier lieu ? Les grosses épines... également dorsales. Celles qui mettent le rêve à l'épreuve, endurcissent sa peau et nous préservent – ainsi – des vaines utopies.

Nous traiterons dans ce chapitre les sujets qui ne dépendent pas de nous, qui nous semblent donc incontournables et inaccessibles. Or un peuple qui décide de se prendre en main comme un adulte, suit le conseil stoïcien de se concentrer sur ce qui est à sa portée.

Une petite citation de Sénèque s'impose ici, « avoir le courage de changer les choses qu'on peut, avoir l'humilité d'accepter les choses que l'on ne peut pas changer, avoir la sagesse pour faire la différence entre les deux ». À l'usage, on se rend compte que c'est finalement le troisième point le plus difficile, et à quel point il est nécessaire aux deux premiers.

Une démocratie telle qu'ainsi définie, n'est pas un pays, elle éclot dans un pays, avec autonomie. Elle ne gouverne pas, mais elle est un régime politique, qui se développe dans un État-Nation gouverné, puisqu'il n'y plus que ça. Elle doit tout obtenir et construire par elle-même, sa légitimité, sa force, sa capacité. Elle peut, ou doit, conserver un attachement à sa nation mère, si celle-

ci fait sens pour son peuple, ce qui est davantage le cas en France que dans des régions où sont apparues brutalement de nouvelles frontières arbitraires. Une démocratie recherche des équilibres. Une certaine devise est de mise.

Mais nos États-Nations du fait de leur ancienneté sont très puissants, j'aurai beau rêver et œuvrer pour une émancipation populaire, en tant qu'individu ils me dominent totalement. Les États détiennent la force et l'imposition, tous les pouvoirs du roi.

Nous aborderons donc rapidement quelques uns de ces pouvoirs que nous appellerons régaliens, avec un petit abus de langage par facilité, ne serait-ce que pour ne pas les ignorer et parce qu'ils posent – tous – des questions clé.

Comme le propos ici pour une démocratie n'est pas de se substituer au roi, ou une quelconque oligarchie électorale, la question se pose davantage en termes de « relations que j'entretiens avec les pouvoirs régaliens en tant que démocratie ».

Énergie et esclavage

Le problème de l'esclavage est le premier à résoudre pour concevoir une société et son économie, car elles reposent toutes dessus depuis le début de leur existence. On le sait tous, mais de façon abstraite, lointaine (davantage encore que la politique actuelle), de façon historique, presque pittoresque. On connaît ce chapitre depuis que l'homme écrit ; on modère, mondainement, en re-situant dans des époques et des cultures. Mais n'est-ce pas pour mieux ignorer que notre économie mondiale actuelle, repose encore sur l'esclavage ? Que cela n'a en fait jamais cessé. Il a changé de nom, de forme, de lieux, mais il est toujours bel et bien là.

Combien connaissons-nous de civilisations qui ne l'aient pas pratiqué, ou même qui auraient pu exister sans ? Aujourd'hui nous aimons croire que nous avons aboli l'esclavage, bien sûr, parce que nous faisons preuve d'une grandeur morale exceptionnelle, nos « droits de l'homme » en sont la preuve », et pour les sceptiques technophiles, surtout grâce au moteur. On apprend que le fait de toucher un salaire s'oppose à la définition de l'esclavage, et qu'il n'y a plus de titre de propriété des esclaves, plus de transaction de personnes en tant que marchandises. Tout cela nous rassure abondamment, suffisamment.

Seulement voilà, une seule chose remplace ces attributs, c'est tout simplement la profonde misère.

Et je ne parle même pas du fait que les transactions de personnes en tant que propriété n'ont jamais totalement disparu, car il me faudrait étayer et c'est un lourd dossier. Et parce que ce n'est même pas utile au propos, tant que cette profonde misère sera entretenue et circonscrite à des territoires, il y aura toujours un stock d'esclaves à disposition, plus que suffisant. Car travailler physiquement 15h par jour sans obtenir un revenu qui couvre logement et alimentation pour sa famille, ou simplement pour soi, interdit toute possibilité de changer de situation, de simplement bouger, d'échapper à cette misère. Ceux qui exploitent ce stock ont le bénéfice supplémentaire de ne pas devoir ni loger ni nourrir ni soigner cette main d'œuvre ; comme ils devaient le faire en tant que propriétaires d'un bien, ou comme les éleveurs de bétail par exemple. C'est encore pire. Ces populations sont devenues des consommables, jetables, puisque le stock se renouvelle sans cesse de lui-même.

*La procréation au service
du réassort des étalages,
procréation de l'esclavage.*

On peut donner toutes les lettres de noblesse que l'on veut à ce transfert, les mots abolition et rémunération, malgré leur beauté symbolique, sont un voile pudique sur une réalité qui elle, n'a rien de symbolique.

Sommes-nous capables de concevoir une société sans esclavage ? Ce n'est pas une question morale, ni une coquetterie rhétorique. C'est une vraie question tragique, imminemment stratégique. Que ce soit dans le domaine du fret, de l'extraction minérale, de la production végétale, animale ou carbonée, du traitement des

déchets, de toutes les tâches les plus ingrates et de toutes les pires corvées que nécessite notre fonctionnement.

Cette puissance énergétique, carbonée ou nucléaire, que nous augmentons et consommons sans aucune retenue, n'a pas remplacé l'esclavage comme elle le prétend, mondainement. Elle s'est ajoutée à l'énergie humaine. Devenue insignifiante du point de vue des puissances et rendements, elle est restée incomparable du point de vue aptitude/prix. Elle est demeurée indispensable aux rouages des engrenages.

Il est difficile de penser une société, donc son économie, sans chercher à résoudre ce paradoxe énergétique funeste. On peut rapidement imaginer quelques pistes pour le fret, le business des pavillons de complaisance faisant beaucoup de dégâts dans ce registre. Avoir une réflexion sur les approvisionnements. « Cargo » un film documentaire déstabilisant, précise par exemple qu'un seul super cargo (de 300m) égale 30 millions de voitures, que 200 cargos équivalent donc l'intégralité des voitures du monde, qu'il en circule la bagatelle de... 60.000. Les considérations relatives sont toujours instructives.

On réalise mieux en le voyant, le nombre de kilomètres parcourus par un simple poisson, les distances ubuesques qui séparent les actions de nettoyer, de conditionner, d'emballer. Que vont donc chercher si loin les industries alimentaires, et bien sûr manufacturières, est-ce le fameux avantage comparatif de Ricardo ? L'économie repose encore en partie pour certains tribuns sur cette équation obsolète, qui faisait d'ailleurs abstraction des transports pour rappel. Est-ce seulement – dans le cas de notre poisson – pour l'incontournable case « gonflage à l'eau » de l'alimentation industrielle, la pratique étant tout autant illégale que systématique ?

Est-ce la ressource d'une forme moderne d'esclavage qui justifie un tel trafic de fret avec ces aberrations consternantes ? Ainsi les délocalisations et sous-traitances opportunes ?

On peut se dire que raisonner circuits courts et filières circulaires est une bonne piste de réflexions et de pratiques accessibles. C'est le cas. Mais cela ne suffit pas. Nous sommes soumis à la religion du prix, toujours plus bas, ça va de soi.

La production électrique par exemple, ou l'extraction des matières, semblent être des falaises insurmontables. Comment ne pas prendre en otages ressources humaines et planétaires ? Notre société repose directement et intégralement, sur le pétrole, le charbon, le gaz, encore dans cet ordre. Les risques et les dommages sont phénoménaux, y compris avec les énergies dites renouvelables. La pression sur l'extraction des métaux ne cesse d'augmenter, et toutes les nouvelles technologies ne font qu'étendre le spectre dans le tableau de Mendeleïev. Une voiture électrique requiert 57 métaux, donc l'extraction de chacun. Certaines ampoules « écolos », ou « économes », en tout cas « éco » requièrent 21 filières d'extraction au lieu de 4 pour nos ampoules à tungstène. Qu'avons-nous vraiment gagné, si ce n'est l'impératif de tout précipitamment remplacer ? D'une utilisation industrielle de 20 métaux dans les années 70, nous dépassons aujourd'hui les 60. Dans notre industrie contemporaine, tout le tableau y passe presque. Or à chaque nouveau minerai à extraire, toute une nouvelle filière de dégâts émerge. Il y a cumul voire factorisation, jamais de substitution.

On ne parle plus beaucoup du pétrole, de son omniprésence structurelle, des dégâts et des dépendances géostratégiques qu'il impose. Il est vrai que la tendance politique à l'écologie faisait abstraction de nos 3 premières ressources vitales, pour ne plus parler que de la production d'électricité. Pourtant elle ne représente « que » 40 % de notre consommation énergétique. La

guerre de Poutine en Ukraine remet un peu les pendules à l'heure dans la réflexion géopolitique, avant-tout question d'accès aux ressources, pour chaque empire, et d'accès aux marchés pour les champions industriels de sa nation mère.

Or le coût – monétaire – en fait très faible de cette production d'énergie et de cette extraction de toutes nos ressources rend possible l'accès, pour un très grand nombre, à un logement, à un véhicule, à un ordinateur connecté dans la poche. Notre boulimie ne semble prête à aucune sorte d'inflexion, notre société ado semble résolue à suivre ce chemin jusqu'à épuisement, jusqu'à ce que drames s'ensuivent. « Allez, ça tiendra bien encore quelques générations ». Une démocratie naissante peut-elle repenser le besoin de métaux, négocier ses filières ? Est-ce compatible avec une démarche de petite échelle, désirable et stratégique ?

Je finirai par un mot sur l'alimentation, secteur qui semble au premier abord le plus accessible, autant que vital. Une autonomie alimentaire peut apparaître lointaine et ardue, mais pas impossible. Les industries lourdes nous paraissent totalement intouchables, et pour cause. Pourtant une société contemporaine ne peut pas se passer d'industrialisation. C'est évident si l'on raisonne transport, logement urbain, télécoms, numérique, etc. Mais est-ce le cas de l'alimentation ? L'alimentation ne peut-elle pas faire l'objet d'une désindustrialisation plus importante et plus rapide que tout autre secteur ? Je ne parle pas de zapper les tracteurs, ce serait ridicule. Je parle de la production industrielle des aliments. Car il est à la portée de chacun de refuser l'alimentation industrielle, de façon partielle ou progressive. Il est à la portée de beaucoup de développer de petites entreprises de conservation, de transformation, sans leur donner une échelle industrielle, en misant sur une échelle plus locale, semi artisanale.

Plutôt que de positionner par exemple le fait de manger de la viande dans un registre moral, « sois végétarien, c'est bien, ne tue

pas d'animal, c'est mal », acheter de la viande exclusivement si l'on connaît la filière et qu'on la sait totalement artisanale, résout en un seul geste la plupart des problèmes avérés. La viande sera plus chère, certes, mais diminuer la fréquence au profit de la qualité, qualité de vie des animaux, des éleveurs, des consommateurs, n'est-ce pas un effet recherché ? Cette réflexion peut s'appliquer à tous les produits alimentaires de facto. Aujourd'hui on associe cette démarche aux produits bio, un gentil luxe de bobos. Mais je ne parle même pas de cette dynamique de label, qui embarque avec elle les fatales dérives de son administration. Qu'elle existe est une bonne chose, mais on ne peut nier qu'une famille au smic pourra difficilement faire ses courses dans l'épicerie bio du quartier, quand elle existe. Je parle de consacrer, avant un budget supplémentaire, du temps pour se renseigner.

*Je n'ai pas le temps.
Mais qu'est-ce qui importe tant ?*

Chercher ou créer des filières directes, artisanales, n'inquiètera guère les industries et ne changera pas leurs façons de faire à court terme, mais la démarche ne peut qu'alimenter le développement de la petite échelle et de la proximité, y compris pour la ville. Qu'est-ce qui nous empêche vraiment de nous-mêmes nous organiser ?

Revenons pour conclure, sur notre question structurelle initiale.

Cette question est ouverte, mais cruciale. Philosophique tout autant que technique, elle n'a aucune réponse toute faite, mais un peuple qui prétend *s'affranchir* pour devenir adulte, peut douteusement l'éviter. Je tenais donc à nommer cette question pour ce qu'elle est franchement, sans détour : comment remplacer, ou nous passer de l'énergie des esclaves ?

Impôts & taxes

Cette question aussi est une belle grosse épine. Parce que le pouvoir coercitif principal, quoique plus discret, ce ne sont pas les corps armés, ce sont les impôts, les taxes et les amendes. Je n'inclus pas dans cette petite liste les cotisations, qui relèvent d'une tout autre dynamique, même si le geste ressemble.

Nous sommes tous muselés par ces implacables menaces. Les particuliers, les entreprises, mais aussi les collectivités. Ces dernières sont tenues par les processus de financement, divers et variés, savamment conçus pour développer des dépendances multiples et mises bout à bout, vitales. Elles ne maîtrisent pas leurs ressources et naviguent à vue, à flux tendu. Elles sont également sujettes à des amendes, qui prennent la forme par exemple de retenues sur les dotations. C'est pour cela qu'il ne faut pas non plus compter sur les collectivités pour espérer la moindre inflexion tangible. Comme dans le langage, elles sont subordonnées et ne doivent leur existence que par leur dépendance. Si un Maire dérape un peu trop, le Préfet reprend la commune en main. Fondamentalement le pouvoir national peut s'en passer. C'est d'ailleurs ce qu'il fait allègrement. Or les collectivités locales sont habitées par des talents et des compétences multiples et riches ; une majorité d'agents développe un sens sincère du service public, parfois motif de leur

présence, c'est souvent un vrai gâchis. Toutes ces personnes peuvent en revanche, devenir des alliées.

Du côté des élus... ce n'est pas un hasard si l'Etat privilégie les Intercommunalités et les Régions, qui sont techniquement des Etablissements publics à fiscalité propre, aux dépens des Communes et des Départements, qui sont elles, des collectivités locales. Il y a transfert des compétences vers l'échelle supérieure, vers le haut, pour les ressources et le développement ; vers le bas quand le sujet est pourri. Par exemple en refileant la patate chaude des risques d'inondations et des investissements considérables à effectuer, aux collectivités locales. Rapprocher les décisions du terrain, très bonne idée. Ressource transférée ? Le droit de lever un nouvel impôt local, la GEMAPI, ligne récemment apparue sur nos avis d'imposition. Ce sont donc les pauvres contribuables ruraux qui vont devoir porter des investissements qui dépassent leurs capacités puisque fleuves et rivières passent chez eux. Mais les élus locaux prennent de l'importance, dans ce cas les intercos et syndicats rivière, hop, un petit monde s'exécute. Se complaire en tant que victimes de l'État permet de surcroît d'obtenir la capitulation rapide et efficace d'un éventuel grognement. Un exemple parmi tant d'autres. Ce n'est pas un hasard non plus si l'État subtilise les taxes d'habitation, belle opération démagogique qui retire au passage le pouvoir de ces collectivités locales, les plus proches du terrain, de positionner leur propre curseur, un taux. Cette ressource locale semblait pourtant cohérente avec le fait d'aménager un territoire, pour mieux l'habiter.

Les collectivités servent au pouvoir de l'État, surtout de bouclier, ou pour aller « au charbon », pour se frotter aux peuples du monde réel. Faire avaler les couleuvres ou prendre les coups. L'État s'en sert également pour fabriquer un entre-soi, une cour élargie, qui pallie un défaut de légitimité réelle. Éloignement de la

décision, musellement de la capacité, les élus locaux, les pauvres, n'ont guère d'autres pouvoirs que celui de la petite faveur et celui de la nuisance sourde, souvent rancunière, quelque fois tenace. Leur pouvoir réel, comme le sable fin, leur glisse entre les doigts. Il n'en reste bientôt plus rien.

La grande majorité silencieuse est au début plutôt sincère, de bonne volonté ; elle se laisse rapidement noyer par le volume à gérer, les procédures protocolaires, les urgences, les devoirs imposés. Les collectivités sont devenues des machines à produire du document. Et ces élus ne sont pas formés. Quoiqu'on puisse en penser, c'est une simple réalité. Ils peuvent, occasionnellement, se rebiffer. Mais il ne faut pas trop se leurrer, un tel mouvement est culturellement devenu, à l'heure de notre actualité, une sorte de « coming out », aussitôt stigmatisé. Pas gagné. Quand ça arrive, l'objection se révèle en général plutôt discrète, prudente, timide. On ne saurait les blâmer, on ne peut guère non plus espérer beaucoup de présence manifeste ou réitérée.

Quelles cordes à notre arc ?

Pas beaucoup à première vue. Nous ne sommes pas dans le contexte de Thoreau, qui a initié une forme moderne de « désobéissance civile » en refusant le paiement d'un impôt. Lire le journal sur le perron de la prison, en discutant avec le gardien, est une peine relativement supportable, plus symbolique que douloureuse.

Avons-nous une autre ressource qu'un retour aux sources ? La référence aux Droits de l'homme, le recours à leur intention ?

. Art 14. Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Peut-on interroger les impôts sur le revenu, sachant qu'ils ne couvrent même plus le montant des intérêts de la dette publique, un crédit contracté en notre nom, sans notre consentement, dont on ne rembourse même plus le capital ?

Il y avait encore une taxe à laquelle on pouvait se soustraire, en cochant une simple case, la taxe audio-visuelle. Cocher cette case suppose l'abandon du téléviseur, expérience très agréable à vivre, soit dit en passant. Pour ne plus zapper, zapper la télé. Ceux qui recherchent du temps perdu peuvent trouver ici un grand début de réponse. Mais je ne suis pas extrémiste, je reconnais que la télé pourrait devenir un puissant et merveilleux outil d'ouverture culturelle, un gage de qualité en termes d'information mais aussi de divertissement, notamment une télévision publique digne de ce nom. Abandonner la télévision aux intérêts strictement privés, à quelques hommes d'affaires dont les affaires reposent sur l'État, est une très mauvaise idée. La suppression de cette redevance télévisuelle est encore une façon démagogique de nous leurrer. Une télévision publique au service du peuple reste à explorer, aujourd'hui elle est morte.

Donc pour revenir à la question de la taxe, inversement, que peut-on exiger d'elle pour y consentir ?

Devrait-on scruter de plus près la TVA, une rafle de 160 milliards auprès des particuliers, exécutée par tous les professionnels à leur contact. Tous ces professionnels, devenus percepteurs de l'impôt, n'ont-ils pas leur mot à dire en tant que tels ?

Devrions-nous corrélér les montants des impôts avec les dépenses publiques, retrancher des quote-parts de paiements pour les dépenses que nous déclinons sans concession ? Par exemple un achat pour un milliard d'euros d'un médicament (achat très coupable le produit étant confirmé toxique le lendemain par l'OMS, le lendemain au sens propre ce n'est pas une figure de

style, puis rapidement refourgué en Inde), cela fait tout de même 15€ par personne, nouveaux-nés compris. Combien pour ceux qui payent la facture, les contribuables ? 55 € chacun, pour une « rem. de vizirs » ? Devons-nous assumer sans broncher, ces frasques compulsives de notre gouvernement ? La question est légitime. On peut se souvenir des 13 Milliards de la fiscalité d'USB récupérés grâce à Stéphanie Gibaud, qui en subit encore la disgrâce de notre gouvernement ? On parle ici de plus de 650€ par foyer fiscal. La liste devient longue dès qu'on la commence.

Peut-on explorer tous ces sujets, traquer les failles et les occuper, telle la végétation sur un mur mal entretenu ? Ils nécessitent évidemment beaucoup d'expertise, en volume et en qualité.

Une question clé apparaît en tout cas essentielle dans un tel exercice de style, c'est le calcul des seuils critiques. La seule force du peuple est son volume, contre lequel le pouvoir ne peut pas grand-chose, s'il est *débordé*. Je ne parle pas fatalement de mobilisations physiques, mais d'actions dans tous les registres. Pour utiliser cette force, sans prendre le risque de la riposte, sans victime individuelle dans aucune partie, sans les fameux et fumeux « dommages collatéraux », il faut me semble-t-il prendre par surprise, devancer et submerger par le volume. Recueillir le volume des engagements fermes, ne déclencher le geste qu'une fois le quota atteint, et s'il n'est pas atteint à temps, ... partie remise ?

La force

Techniquement, mais aussi symboliquement, les forces armées sont une priorité incontournable. Il doit y avoir un contrat direct entre le peuple et son armée, une relation physique entre leurs différents corps respectifs. Instituer un partenariat opérationnel, entre corps d'armée et corps populaires, indépendamment des personnalités qui habitent les institutions de pouvoir et ne font que passer.

[Art. 12 : La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.]

Faire vibrer le code de l'honneur militaire au service de son peuple, dans tout son volume et sa diversité.

Que peut faire le peuple si ce n'est repérer des alliés ? Écouter les ouvertures et le savoir-faire militaire, monde réel en termes de pouvoir, le lieu qui le connaît le mieux. C'est donc envisager de savoir écouter une grande muette.

*Laisser venir ou vouloir séduire ?
À qui l'initiative peut-elle revenir ?*

J'attire votre attention sur le phénomène des « buzz » : vous savez dès lors qu'on allume une lumière dans la nuit d'été, toutes les bestioles qui buzzent s'agglutinent, s'agitent sans pause et font du bruit. Il suffit d'éteindre et d'allumer une autre lumière pour qu'aussitôt toutes les bestioles s'agglutinent à nouveau et oublient la précédente lumière. Nous nous comportons de la même manière avec les feux de l'actualité. Nous pouvons concentrer toute notre émotion, toute notre mobilisation, avec tout notre cœur mais rarement dans la durée, car nous passons allègrement du terrorisme au climat, aux gilets jaunes, aux migrations méditerranéennes, à la pandémie, et depuis février au spectre de la guerre mondiale qui pointe son museau à l'effigie du nouveau Grand Méchant Poutine. On se précipite et on s'agglutine, on brandit les grands discours et les bougies, plutôt que de chercher à vraiment comprendre, pour mieux adapter nos postures et nous préparer à ce qui peut nous attendre. On n'hésite pas à condamner, à raison, débordant de « morale », à tort, des pratiques que nous avons nous-mêmes – récemment – pratiquées, que l'oncle Sam notre « Overlord » ne cesse de renouveler, à loisir. Je fais cette petite digression, non pas pour livrer mon analyse de la situation géopolitique, je n'aurais guère plus de légitimité et d'intelligence stratégique que BHL. Je le fais car je vois dans ce nouveau focus une raison suffisante pour mobiliser nos armées dans une aventure qui sera facile à rendre légitime, une cause défendable qui permet de détourner les attentions et d'oublier ... tout le reste.

Quoi de mieux pour convoquer les modalités de pouvoir d'un État en guerre, qu'une guerre ? Nous avons (peuple et parlement) avalé la couleuvre d'une fausse guerre, sans broncher, plutôt goulûment. Peut-être une deuxième fois consécutive, après la trêve électorale, raclera davantage les gorges et rappellera peut-être l'odeur de la première couleuvre. Je vous invite à découvrir

cette odeur si vous ne l'avez jamais sentie. Je vois dans cette guerre qui n'est pas la nôtre, ne nous en déplaît, même si nous y avons contribué par « notre » mépris occidental, une cause servie sur un plateau pour justifier n'importe quoi, aux pouvoirs qui s'en empareront à des fins internes. Or une fois nos armées recentrées sur leur métier, faire la guerre, il sera peu réaliste d'imaginer qu'elles se retournent, pour considérer les besoins internes de leur peuple. Il y a donc danger dans cette perspective.

Quoiqu'il en soit, un peuple qui veut s'émanciper, on l'a vu, ne peut pas ignorer la répression armée. Grands perdants de toute perspective létale, nous nous retrouverions lamentablement sans armes. Pouvons-nous en contrepartie les désactiver ? Oter des conditions de possibilité ?

Tant qu'on y est, retourner la focale sur des ennemis effectifs, des prédateurs avérés de nos ressources vitales ? Pour l'instant, les araignées qui ont planté leur dard et nous sucent la moelle, sont bien tout autant américaines et chinoises, que russes. Encore une fois je ne défends en aucun cas, l'agression impérialiste et la politique intérieure, réellement totalitaire pour le coup, de Poutine. Mais je dénonce toutes les agressions impérialistes, occidentales incluses.

Un peuple peut-il avoir une réflexion stratégique géopolitique ? Oui, mais il faut nous instruire au lieu de nous abrutir. Pouvons-nous en tant que simples citoyens avoir un jugement ? Oui, mais il nous faut le construire.

Je reviens sur l'ordre mélien que j'évoquais plus haut, une leçon d'Athènes qui affirme qu'il ne peut être question de justice entre des puissances inégales. Le fort impose, le faible se soumet – totalement ; ou disparaît – complètement. Point. On peut éventuellement en sourire lorsqu'on y voit de l'adolescence, une vilaine cour de récré, mais si l'on considère qu'il n'y a aucun

gouvernement ni peuple qui soit adulte, alors nous sommes effectivement régis par cette loi planétaire. Il faut bien la prendre en compte. Sans perdre le sourire ?

Une réponse simple, il s'agit donc d'être fort, pour ne pas se soumettre et ne pas disparaître.

Une démocratie doit être forte, sans lier cette force à une quelconque valeur morale, mais à une seule croyance, celle d'un peuple adulte capable de s'émanciper. Le propos n'étant pas non plus d'elle-même soumettre ou dominer, il s'agit de trouver les moyens d'équilibrer les rapports de puissance. Or nous l'avons vu, notre meilleure opportunité stratégique est de savoir changer de référentiel. Trouver une autre façon, non seulement de définir, de représenter, mais également de manifester, la puissance. Identifier les lois dynamiques qui régissent les forces et leur équilibre, depuis notre nouveau référentiel. Face à une stratégie de la canopée, toute puissance des hauteurs, dispute de la lumière ; en miroir, une stratégie de l'humus, un écosystème intriqué, qui sait rester dans l'ombre, et devient indispensable sans chercher à l'être.

Et pour ses premiers pas, plus que la graine qui pousse déjà dite, on peut préférer l'image également évoquée du lichen.

*Même le racloir s'y émousse,
le lichen toujours, repousse.
Même sur la pierre on le voit se répandre,
observons-le sur un fossile de cendres.*

Une démocratie n'est pas condamnée à une stratégie de conquête, je l'ai déjà évoqué. Peu ou pas souhaitable, ni désirable, ni honorable. Il me semble qu'un peuple adulte peut donner la priorité aux stratégies de défense, pour éviter de souffrir, tant que faire se peut.

L'image qui me vient est celle d'un art, martial bien sûr, l'aïkido. Sa philosophie est d'absorber l'énergie de l'autre, et son geste, pour les contenir, les empêcher de nuire, mais sans rien détruire.

L'empêchement est également une valeur militaire. Certains corps peuvent jouer un rôle très opérationnel d'empêchement, quand le conflit pointe son nez, quand honneur et grandeur font trop défaut, quand le peuple est menacé. L'armée peut même prendre une posture légale et officielle dans ce sens, si le conflit peut être qualifié de civil, lorsque prémisses frémissent. Mais seule l'armée elle-même peut décider une telle position. Or si elle est muette elle n'est pas sourde.

C'est donc au peuple adulte de formuler sa légitimité et d'appeler son armée à prendre, le cas échéant, sa défense.

Lorsque nous observons démunis, combien nos derniers gouvernements déconstruisent et bradent tout notre savoir-faire et toute notre capacité industrielle, y compris nos fleurons les plus stratégiques, il y a lieu de se demander si nous ne sommes pas simplement dans une simple « haute trahison ». On peut légitimement se demander, à nouveau, où sont les curseurs ?

Nous avons pu observer une certaine mobilisation, notamment d'anciens militaires moins tenus par le silence, exprimant une sonnette d'alarme au gouvernement, un constat de délitement et de tension civile inquiétante. Il y a donc une conscience lucide chez les militaires, à laquelle nous pouvons nous fier. Il serait vain et sot de vouloir la défier.

*De notre côté, nous petit peuple
en aspirant à devenir grand,
pouvons armer seul notre esprit,
n'user des mains qu'en artisan.*

Le secret

Il semble y avoir une apparente contradiction entre un processus de décision par le peuple, qui nécessite une information stratégique du public, et le secret. Le secret est une évidence pour ceux qui le pratiquent et suspect à tous ceux qui ne peuvent « en connaître ». Or certaines informations doivent être tenues secrètes ne serait-ce que pour notre sécurité. Le secret s'avère être une nécessité. Mais seulement s'il est au service du peuple. C'est plus délicat s'il n'est au service que des affaires, et du maintien d'individus aux postes de pouvoir. Un peuple adulte devra également apprendre à gérer le secret vis-à-vis de son environnement, lorsque cela est nécessaire, quelquefois vis-à-vis de sa propre mère nation, pour mieux couper le cordon.

Comment gérer ? Pour un pouvoir régalien, je ne peux exprimer que des vœux pieux. Le secret devrait devenir une charge sacrée. Il ne devrait en aucun cas donner du pouvoir. On peut retourner la question dans tous les sens, le seul moyen de garder le secret serait de le confier à des personnes qui lui dédient leur vie. Entière. Elles ne pourraient plus avoir de vie personnelle, ni pendant, ni après. Elles auraient donné leur vie au secret. Le Secret devient telle une prison, certainement dorée pour compenser le sacrifice, mais définitive et irrévocable. S'engager dans le secret est un suicide social et familial. Nous voilà d'un coup avec un secret beaucoup moins attractif.

Il devient une institution qui ne permet pas le retour dans la vie civile, ni quelconque sortie, ce serait pire qu'une cité interdite. Qui serait alors interdite à la NSA aussi, soit dit en passant. Les agents du Secret vivraient dans la sus-citée cité, comme dans un monastère, en aucun cas austère ; et n'auraient pas d'autres relations personnelles qu'en son sein. Le Secret serait bel et bien un sacerdoce. Réciproquement, quand un secret ne justifie pas ce sacerdoce sacrificiel, c'est probablement que l'information gardée ne justifie pas elle-même le Secret. L'information n'est alors probablement qu'une affaire de pouvoir et souvent de gros sous, ou de positions invouables.

Le public, les personnes mandatées, en charge ou en mission, peuvent consulter le Secret, selon des protocoles rapides. L'institution du Secret et tous ceux qui l'habitent, collectent, agrègent, qualifient, découpent, assemblent, veillent, instruisent et distribuent. Le peuple pourrait affecter ce qui rentre dans le Secret et ce qui ne doit pas être dissimulé. Il déciderait plus sereinement si le secret peut être levé, ou bien si l'heure n'est pas venue. Voilà une drôle de peinture, on pourrait imaginer une fiction autour d'une telle institution. Je voulais juste m'amuser et flirter avec ce paradoxe dont le traitement est compliqué.

Une démocratie naissante a-t-elle les moyens d'un tel secret ? A priori non. Un peuple adulte ne peut qu'être discret, cultiver cette discrétion avec sagesse et prudence. L'attitude est une forme d'humilité, plus que l'entretien d'une paranoïa qui n'a pas non plus lieu d'être.

Mais peut-être le secret deviendra-t-il nécessaire pour une démocratie et son peuple, en fonction de l'ampleur qu'ils prennent et des enjeux qu'ils affrontent. Des opérations de débordement telles que je les évoquais précédemment seraient par exemple directement confrontées à ce paradoxe, notamment si elles reposent sur la surprise. Pouvons-nous concevoir et mettre en

œuvre une Institution du Secret, objet de mandats, de formations, de recrutements de pointe et d'un suivi permanent ? Voilà qui demanderait de profondes expertises, à nouveau.

Quoiqu'il en soit, une démocratie ne peut pas batifoler avec le secret, comme notre société, peuple et gouvernement, le fait aujourd'hui. Par exemple en livrant son intimité et ses données, à des entreprises ou d'autres États, même s'ils se disent Unis. Profonde naïveté adolescente des peuples et totale impéritie coupable du gouvernement. Un peuple adulte, dans le contexte de numérisation organique totale qu'il vit, s'affranchit de cette emprise pour ménager ses secrets, ou plutôt un espace intouchable. À nouveau, je ne parle pas de construire une paranoïa collective, au contraire, ni de développer le goût du secret à tout va. Je parle de cultiver la maîtrise des outils numériques, de savoir ménager cet espace intime, comme son temple sacré (même si l'on n'y dépose pas souvent ses prières). S'il est difficile de ne pas baigner sa vie professionnelle dans l'écosystème des gafam (acronyme obsolète aujourd'hui), disons des « bigtech », il est en revanche possible et très opportun d'en soustraire tous ses usages personnels. Transférer toutes ses données personnelles dans la constellation du logiciel libre, du cloud opensource et des organisations décentralisés et distribuées, du chiffrement et des clés privées. Plus besoin d'être un geek pour pouvoir le faire, c'est à la portée du plus grand nombre.

A nouveau rendre possible le choix ou la nécessité d'une totale absence de relation à l'écran est prioritaire, tout autant que pour ceux qui en font l'usage d'embrasser cette culture pratique. Beaucoup de « geeks » militants et surtout méritants, se mobilisent d'ailleurs pour accompagner les personnes qui souhaitent basculer leur vie privée dans le numérique libre.

Je réfute deux fois l'idée d'une paranoïa, c'est important. Sans rentrer sur le fait d'avoir quelque chose à cacher ou pas, qui

introduit à nouveau un registre moral ambigu dans le débat, imaginez seulement un monde où toutes vos pensées et vos intentions seraient accessibles à l'autre. Combien de temps tiendrait votre famille, votre couple ? Auriez-vous encore des amis, un boulot, une vie sociale ? De fait nous confions allègrement tout cela à des entreprises. Discuter, pour savoir si c'est moins gênant de confier cette intimité à une entreprise plutôt qu'à son État, est un peu inutile. Les États sont d'excellents clients de ces entreprises.

En fait nous pouvons considérer cela comme se laver les mains avant de cuisiner, ou bien mettre des gants stérilisés pour soigner une plaie ouverte ; ce n'est pas de la paranoïa, c'est une simple pratique élémentaire de l'hygiène. Dans la perspective qui nous occupe d'un peuple affranchi qui construit son autonomie, c'est une condition. Simple pratique élémentaire de l'hygiène numérique.

Institutions

Certains esprits les plus libertaires aimeraient trouver les institutions inutiles. Se poser sérieusement la question vaut la peine, mais c'est de mon point de vue sous-estimer le pouvoir des symboles. Autant une démocratie peut éviter la tentation de la conquête, autant elle tendra naturellement, comme tout organisme vivant, à prendre de la surface. Elle aura besoin de cette surface pour se développer en tant qu'écosystème. Or les symboles portés par les institutions permettent de considérer le grand volume et la longue durée.

Autant il est bon et sage de privilégier la petite échelle à tous les endroits, autant il est nécessaire de pouvoir penser et agir à grande échelle. Si l'on veut faire société, la penser, la concevoir et surtout la réaliser, peut-on se passer d'un tel pouvoir ? Ce pouvoir, celui de mouvoir à grande échelle, peut être confié à des institutions habitées et maîtrisées par le peuple. Je crois qu'une démocratie en a besoin. Ce qui n'empêche pas de les repenser dans le champ d'un nouveau référentiel, l'institution n'est finalement qu'un symbole que l'on a institué.

Une démocratie est-elle une anarchie ?

Si l'on cherche ce qu'il y a de plus beau dans l'idée d'anarchie, si on y place le maximum d'affection que l'on peut, ou au moins d'intérêt cérébral, comment la représenter, la définir ?

L'absence « d'archos », l'absence de toute structure au pouvoir, pourrait être envisageable à condition d'un niveau de conscience collectif et individuel, tellement haut, fort et beau, qu'un pouvoir structuré ne serait plus utile. Ça peut faire rêver. Mais j'ai beau essayer, ça ne prend pas corps pour moi. Même au-delà de la faisabilité, on retombe paradoxalement dans le piège de la vertu, de sa quête et de son dogme. Un idéal du ciel, un autre leurre qui couve le malheur.

Mais structure ne veut pas dire, en aucun cas, concentration des pouvoirs. On peut au contraire structurer une décentralisation systématique, on peut structurer un empêchement des phénomènes de concentrations. Sans pour autant l'exclure dans tout registre ou contexte.

Il est bon et utile par exemple d'agréger des données pour en faire surgir de l'information, de les suivre dans la durée pour acquérir des connaissances, de les rendre disponibles au plus grand nombre pour développer des compétences. La bibliothèque par exemple est une institution qui concentre dans un lieu des ouvrages, pour mettre à disposition des connaissances. Il peut également être utile, sinon nécessaire de concentrer des moyens, y compris financiers, pour mener un projet qui serve au plus grand nombre. L'État a d'ailleurs ce rôle de concentrateur de moyens, mais on le remet dans les mains d'hommes d'affaires, c'est vraiment une idée bizarre. Les hommes – et les femmes – d'affaire n'ont que faire des besoins et désirs profonds du plus grand nombre, notamment des plus démunis, méprisés et laissés pour compte. Sauf quand tout-à-coup, ils y sont contraints.

Les institutions peuvent donner corps à la volonté populaire. Revisiter celles qui existent à ce jour, les habiter autrement est une idée tentante. Mais peu réaliste.

C'est l'idée récurrente des révolutionnaires. Nous avons vu que les révolutions n'ont pas bien terminé, ne se sont pas très bien passées non plus. Les révolutionnaires reproduisent finalement les schémas initialement combattus, ce sont toujours les mêmes qui trinquent.

Une autre piste peut être plus réaliste, plus inédite, c'est de créer des symétries. Des institutions d'un type nouveau, qui nous appartiennent en tant que peuple, dont il n'est pas possible de perdre « us et usufruit ». Par exemple lorsqu'un besoin formulé par le peuple n'est pas incarné, quand l'institution qui pourrait répondre au besoin résiste ou le méprise. Encore faut-il la déclarer et surtout, l'habiter, l'animer.

*Tu ne veux pas – Ô Institution – tu ne peux pas ?
Tant pis, je crée une symétrie ».*

Voici deux illustrations, deux scénarii exemple, juste pour apercevoir une étendue des possibles, mais sur laquelle il ne m'appartient pas de développer.

{ Le peuple à une petite et belle échelle communale, une population d'habitants, ne parvient pas à faire de sa Mairie une maison du peuple telle qu'il la rêve, par exemple. Il évite alors conflits et vains rapports de force, en instituant lui-même sa maison du peuple, lui affectant les rôles qu'il décide, et constituant une interface miroir à sa Mairie. L'institution travaille ensuite sa capacité de négociation, selon son poids, le volume des personnes qui l'habitent ; elle cherchera des équilibres selon une certaine devise. }

Mais au fait qui sont les personnes qui l'habitent ?

Simplement celles qui veulent reprendre un pouvoir de décision, celles qui rêvent d'une société adulte et décident d'en prendre le chemin. Celles qui croient dans la capacité collective de construire

un jugement, celles qui croient dans la capacité d'une décision collective. Chacun au rythme qui est le sien.

Dans cette première illustration nous avons affaire à une symétrie de forme, réellement en miroir direct avec l'institution établie, la Mairie que nous connaissons. Il est possible d'envisager d'autres symétries, plus vectorielles pour ainsi dire.

{ Le peuple à une grande et belle échelle nationale, constate que les processus de nomination, dans tout l'appareil d'État et dans les structures stratégiques et médiatiques, sont un vecteur clé de la concentration aveugle des pouvoirs. Il décide de créer par symétrie un Institut de la nomination, pour intriquer et développer d'autres vecteurs sur lesquels il conserve la main ; non pour lui-même nommer car n'ayant pas ce pouvoir, mais pour qualifier les postes, les profils pertinents, les candidats et les nominations. }

Les institutions structurent les pouvoirs et peuvent garantir qu'ils restent dans les mains du peuple et non de quelques uns. Lorsque les pouvoirs résistent ou s'opposent, les institutions populaires créées peuvent établir des équilibres par symétrie.

Elles peuvent protéger les communs publics des agressions et procéder aux arbitrages. Quels communs sont agressés ? Tous.

Je ne vous donne qu'un exemple, mais pas le moindre, l'eau. Les communes sont dépossédées de ladite « compétence » par transfert vertical vers les communautés de communes, ou bien les aggllos qui exercent une prédation explicite sur leurs communes rurales environnantes, à la fois pour atteindre les volumes nécessaires au statut (et budgets) d'agglomération et pour « sécuriser » la ressource. Il est d'ailleurs amusant de considérer que la source de la Seine soit un territoire de la Mairie de ... Paris. Par extension, pensez-vous que lâcher la Crimée soit une option pour la Russie ? Dans le monde on commence déjà à compter les sources protégées par des sections armées. Chez nous les conflits

d'usages et les clivages chroniques sont de plus en plus tendus. Va-t-on bientôt parler de guerre de l'eau ?

Je m'égare. Difficile de ne pas digresser dès lors qu'on aborde ce sujet, plus vital et peut-être à moyen terme plus stratégique que le pétrole. Mais je reviens sur les transferts de compétence.

C'est une agression directe. Pourquoi ? Parce qu'une fois de plus la décision s'éloigne des réalités terrain, l'échelle s'agrandit suffisamment pour que les élus préfèrent déléguer le service au privé. Hop. Nous ne sommes plus maîtres des traitements de l'eau, des tarifications, ni des mesures de restrictions. Or elles deviennent une question de toujours plus forte actualité.

Quelles vertus peut avoir ce transfert de compétence ? On évite les querelles de clocher, parce que les petites communes voisines sont trop « connes » pour s'entendre, et s'entraider les unes les autres ? Cette argumentation très fallacieuse omet soigneusement de souligner que la plupart des querelles de clochers sont en fait celles de quelques maires, qui les alimentent. On peut donc envisager un transfert de compétence, non pas vers des élus qui « ont grimpé d'une branche dans l'arbre et ne montrent ainsi que davantage leur cul » – proverbe africain, mais vers la population des communes.

On dispose en France d'une forme sociale très enviée par beaucoup de pays, la SCIC – Société Coopérative d'Intérêt Collectif, c'est un outil qui permet d'envisager autrement la gestion de certains communs. La Mairie encore compétente disposerait alors d'une part et de la voix qui l'accompagne. De même chaque habitant qui le souhaite. Au moment de l'abandon inéluctable de cette compétence, ce serait donc cette part qui serait transférée. Un certain nombre de communes, surtout rurales, ont résisté au mandat dernier et obtenu un délai, à savoir le mandat en cours qui termine en 2026. Cela donne

schématiquement deux années maximum aux communes qui se saisissent de la question, quand elles le peuvent encore, car en 2025 ce sera pour ainsi dire, mort. Il y aurait bien sûr une levée politique de boucliers, qui prendraient des allures légales ; mais ces dernières n'ont pas toujours une source juridique avérée, les élus locaux et les services font quelquefois preuve d'un zèle intrigant dans l'interprétation et l'application d'un texte de loi, pas toujours maîtrisé.

Une démocratie naissante peut-elle rétribuer des mandats, quels qu'ils soient, dans une dynamique motrice qui nourrit l'engagement de chaque personne mandatée, et la libère de toute question de subside ? Cette rétribution peut être instituée, pilotée par le peuple, et non pas déléguée. Tout cela nécessite d'être très bien outillé.

Infrastructures

Elles font typiquement partie des communs publics évoqués à l'instant. Elles ne sont pas les biens de l'État, elles sont les biens du peuple. Elles sont surtout des ressources vitales à une société. On ne peut pas les confier, ni en être privé.

Petit focus illustratif sur une institution discrète, pour le grand public, mais pourtant charnière privilégiée pour faire un pont entre les fonds publics et les revenus privés. Pour privatiser les bénéfices et collectiviser pertes et investissements, comme dit maintenant l'adage. C'est le syndicat mixte, une boîte d'embrayage subtile. Il regroupe dans une structure lourde, des collectivités en charge d'un équipement public et des industriels qui en font leur affaire. Augmentation de l'échelle et brouillage des périmètres habituels, pour éroder les connivences entre élus. Et pour rappel les élus passent et sont souvent dépassés, les salariés font exécution et dévotion, les entreprises demeurent. Sur ces marchés publics, la concurrence n'est jamais libre et toujours faussée. D'ailleurs le fait que les marchés publics soient régis par la règle « du mieux disant », c'est-à-dire le plus bas coût, empêche toute collectivité de donner la priorité à des critères plus qualitatifs.

Les collectivités collectent les deniers des habitants, les redistribuent aux prestataires par délégation de services publics,

ou fermage. Toute notre infrastructure publique est alors soumise au chantage technique, épée de Damoclès, à différents degrés. Les prix et les façons de faire échappent rapidement aux élus, qui remportent pour la forme quelques victoires politiquement correctes, généralement orchestrées.

Traitement des déchets, assainissement, éclairage public, approvisionnement de l'eau, infrastructures de réseaux, plateformes de toutes natures. Tout, en fait.

Peut-on imaginer que dans l'air flotte l'idée de monétiser ... l'air que l'on respire ? Comment cela se pourrait-il ? Des normes qui imposent subtilement des équipements autant qu'une réelle qualité mesurée. Un système de distribution au volume d'air traité. Ordonnance de ces équipements et de chiffres de référence, d'abord dans tous les établissements publics, les transports en commun. L'air pur apparaît dans les taxes locales. Puis les ERP – Etablissements recevant du public (bars, restos, commerces, ...), puis les locations de logement. Encouragement à la mutualisation de la production d'air pur, obligatoire dans les copropriétés, introduction de « smartVMC » pour sauver le peuple de la pollution, et facturer le débit de cette rédemption. Là, les syndicats de copropriété font courroie de transmission. Et l'air apparaît dans les charges courantes. Après la pollution, mieux, on pourra sauver le peuple d'une nouvelle pangoline contamination. Et voilà l'air qui prend la pôle position des infrastructures publiques. Ou comment damer le pion à Elon Musk en créant des conditions de vie martiennes ... sur terre. Une jolie dystopie est si vite écrite.

Le Service Public

Ah le fameux. Je ne vais certainement pas rentrer dans la moindre définition, ni aucune liste, pas plus dans la déploration, ni quelconque fantasmagorique nostalgie, encore moins dans les vœux pieux, désespérants de subjonctifs.

Que ce soit concernant les infrastructures ou les services pour tous, il me semble accessible d'identifier quelques priorités consensuelles. Pour le secours et le soin, pour l'instruction et la formation, ... oups j'ai failli commencer une liste, sic.

Il suffit de se poser la question : ce besoin, ce service, peut-il être régi par les lois du marché ? Quels sont les produits ? Les clients ? Quelles sont les transactions de marchandises ? Que nous dictent le cœur et la raison ? Quelles pourraient être une conception et une réalisation démocratiques en la matière ? Quelle programmation pourrait rendre disponibles les ressources requises ?

Les personnages qui nous gouvernent, ainsi que ceux qui les gouvernent, ne sont pas concernés par le service public. Ils ont leurs propres infrastructures de services, de santé, d'éducation, etc., qui n'ont rien de publiques. Même les routes ne les concernent qu'accessoirement, sans parler des transports publics. Ce n'est pas étonnant de voir tout cela dilapidé au nom d'un budget, transféré au profit du privé.

Une démocratie pour sa part, peut difficilement envisager de faire autre chose que d'en confier la réflexion et les décisions de gestion au peuple ; pas seulement les parents s'il s'agit d'école, ni seulement les enseignants, car les enfants sont aussi ceux de notre société, car les adultes sont aussi des étudiants ou doivent pouvoir l'être ; pas seulement les soignants, s'il s'agit de santé, car les patients y participent, de même que les acteurs de l'alimentation, voire ceux de la quiétude.

Qu'est-ce que cela peut m'inspirer ? Un système de financement et un fonctionnement à l'initiative du terrain, de toutes les personnes impliquées en premier lieu ? De toutes celles qui s'intéressent au domaine, peu importe la raison, en second lieu ? Quelles seraient les passerelles entre les compétences, les chercheurs, les connaissances, les expériences, ... et tous ceux qui veulent s'instruire ?

Contrairement aux gouvernants et leurs cours, pour le peuple, tout ce que l'on peut inscrire dans ledit service public, constitue son patrimoine, son capital social, ses communs. Peut-on changer de référentiel dans tous ces domaines, pour voir apparaître de nouvelles lois dynamiques ?

Le marché, un pouvoir qui se régale

J'ai commencé le raisonnement de ce livre par le rêve, le projet de société, donc par un registre plutôt politique. Mais cette réflexion est indissociable de son fonctionnement économique. Il n'y a pas de société sans son économie. D'autant plus que les pouvoirs économiques se tiennent aujourd'hui au-dessus des pouvoirs politiques. On peut considérer ne plus être dans le domaine du régalien lorsqu'on parle de marché, y voir même une certaine opposition. Mais le capitalisme revêt différentes formes et différentes personnalités, même dans ses sphères les plus « hautes ». En France par exemple, notre capitalisme est caractérisé par le fait que les plus grosses industries et les plus grandes fortunes se sont construites sur les commandes et les marchés de l'État, et reposent encore directement dessus.

On peut voir des périodes, par exemple féodales, où le pouvoir politique l'emportait sur les économies, mais dans toutes les périodes impériales, à la géographie et au volume plus étendus, c'est déjà plus ambigu. Dans notre version moderne, les politiques sont soumises aux lois des marchés. C'est d'ailleurs cohérent avec le constat initial d'une politique moribonde, sinon décédée.

Les hauts de bilan, la finance, ont lieu de loi. Sur l'échelle des valeurs de l'économie que l'on vit, la valeur spéculative se situe au-dessus, quelquefois très au-dessus, de la valeur tangible (qui

n'en est plus qu'un indicateur, une variable). Certaines entreprises rivalisent avec les budgets d'États. La puissance de ces entreprises me semble sous évaluée, mais le peuple réalise peu à peu le potentiel politique dont elle dispose à ce jour, les scandales de Facebook et Cambridge Analytica y ont contribué, ainsi tous les « leaks » sidérants qu'on oublie aussi vite qu'ils s'accumulent, sans même parler de Pegasus. Pour l'instant les interventions géostratégiques d'Elon Musk sont atténuées par la bonne cause de l'Ukraine, mais on ne tardera pas à considérer que cet homme a plus de pouvoir et d'impact qu'un pays comme la France. Certains voient dans ce personnage un profil atypique et inédit qui ferait la différence, d'autres un fou furieux dangereux, mais est-ce vraiment la question ? L'homme mourra et l'entreprise demeurera. Avec une autre personne à sa tête.

Il faut également réaliser que les multinationales américaines peuvent saisir les États et leur réclamer des amendes lorsque ces derniers les contraignent trop.

*Cela fait-il de nous
une société de poux ?
On marche sur la tête
et rien ne nous arrête.*

Dans le tissu économique on peut distinguer pour simplifier les TPE et activités artisanales, les PME familiales ou ce que l'on pourrait nommer la petite industrie, les multinationales ou lesdits « grands comptes ». Depuis plus de 30 ans, seules ces dernières importent pour les gouvernements. Les PME « familiales » font maintenant défaut en France et rien n'est prévu pour y remédier. Quant aux TPE, elles sont déconsidérées et mises à mal. Le traitement covid qui leur a échoué fut le pire qui puisse être imaginé. Privées d'activité dans la plupart des cas et mises sous perfusion, à la fois pour endormir et imposer une totale dépendance.

Processus pathologique qui ne manquera de se révéler comme tel à terme, avec les petits décalages et dilutions de l'effet accordéon.

Lorsqu'on lit « l'emprise » du journaliste d'investigation déjà cité en introduction, on découvre un quotidien de nos gouvernants dédié aux affaires, on voit la considération politique réduite à une variable, celle de l'accès à des marchés. Lever ce rideau est important pour réaliser à quel point l'on vit – politiquement – une pièce de théâtre.

Qu'y a-t-il en amont de ces tissus et ces dynamiques ? L'accès à la monnaie, autrement dit le processus de création monétaire. Il est assez étonnant que ce sujet spécifique soit si soigneusement ignoré ou occulté.

On voit des personnages discrets (qui n'ont pas encore cédé à la tentation de la carrière politique) comme par exemple Bertrand Badré, pur produit de l'élite intellectuelle, Polytechnique, ENA, etc., naviguant dans les hautes sphères de la finance (tantôt dans des ministères pour concevoir une taxe avion, tantôt dans des banques privées, tantôt pour diriger la Banque Mondiale, tantôt pour créer lui-même des fonds mezzanine et donner un accès monétaire coûteux à des pays miséreux – ben oui sinon pas de monnaie pour eux, les pauvres), bref... une élite et un cerveau rare. Il titre ses deux livres « Et si la finance sauvait le monde ? » puis « Voulons-nous (sérieusement) sauver le monde ? ». En dehors de la sempiternelle empreinte chrétienne du besoin de sauveur et des vœux pieux, il est tout de même stupéfiant que pas un seul mot ne soit consacré au processus de la création monétaire. Ce code programmatique n'est même pas une question, alors que c'est de facto la première, les autres lui étant subsidiaires. On peut se demander, lorsqu'on ne peut pas compter sur les grands élus, ni sur les meilleures compétences cérébrales du moment, pour poser de vraies questions

structurelles, si on peut sortir de l'auberge. De mon point de vue, cela répond à la question de ses deux livres : non.

En effet, le code génétique de notre économie est régi par la prédation et la cavalerie, de façon purement mathématique. Quoique l'on pense, dise ou fasse, il ne peut en être autrement, dans le référentiel de notre création monétaire actuelle. Explications.

Le 3 janvier 1973, pendant que tout le monde digère les repas de fête, petit événement : loi Pompidou – Giscard ; la maîtrise de la création monétaire est transférée à des organismes privés, les banques, avec en bonus, l'endettement national du peuple. J'ai déjà évoqué les montants des intérêts à régler, il faut rappeler que c'est une masse monétaire qui elle, n'a pas été créée au moment de la dette contractée, et dépasse maintenant l'entendement. Les impôts qui leur sont consacrés représentent schématiquement le tiers de nos revenus. On travaille donc dans ce schéma, 4 mois de l'année pour alimenter directement les banques, d'un bénéfice sans production du moindre service (les services réellement rendus par les banques, il y en a tout de même quelques uns, sont facturés par ailleurs). Sans parler de nos propres crédits. Où va-t-on chercher toute cette masse monétaire non créée, tous les intérêts cumulés ? À qui prend-on cette monnaie qui n'existe pas ?

Lorsqu'on comprend cela, s'impose l'image d'une jolie chaise musicale ; quand la chaise se dérobe à nos fesses, on s'écrase au sol. Et là vraiment, il manque beaucoup de chaises.

Considérez bien ceci, si l'État ou la banque vous impose un paiement en euros et qu'il manque des euros parce qu'ils n'existent simplement pas, vous pouvez toujours produire de la valeur, vous ne trouvez pas davantage les euros manquants pour régler l'impôt ou la banque. Les grecs peuvent en témoigner.

Soixante ans auparavant, en 1913 aux États-Unis, c'est Woodrow Wilson (lui avait résisté deux fois avant de céder), qui déclare dans son testament politique, « être un homme malheureux, pour avoir ruiné son pays, donné le contrôle de l'industrie au système de crédit, et le devenir de la nation dans les mains de quelques hommes ». Il s'agissait de la création de la FED, Federal Reserve, une banque centrale contrôlée par des personnages qui ne sont pas l'État. Ce sont des privés, il fallait oser. Pompidou lui n'a rien regretté, mais il avait une décennie de direction bancaire dans les pattes, et selon la devise de sa banque, apparemment « n'a pas oublié pour qui il travaillait ». Pour l'anecdote, amusante, notre actuel Président est lui-aussi un produit de la même banque. Mais il est de bon ton de n'y voir aucune espèce d'importance ; d'ailleurs « franchement – pfff – elles ont le même nom, mais ce ne sont pas du tout les mêmes banques ».

Que ce soit avec Sieyès à propos des élections de représentants ou ici avec Mayer Amschel Rothschild, je suis toujours fasciné(e) de constater à quel point on peut occulter ce qui est écrit noir sur blanc. « Let me issue and control a nation's money and I care not who writes the law » - « laissez moi créer et contrôler la monnaie d'une nation et peu m'importe qui écrit les lois ». Or la chose a lieu, et on passe, on se concentre sur les symptômes, on se prend les pieds et la tête dans la complexification de tous les processus qui s'ensuivent.

Qu'est-ce qui se joue lors de ces moments historiques ?

L'abandon par l'État de son principal pouvoir, la création monétaire. L'abandon de toute politique monétaire, l'abandon de toute politique réelle en fait, ses marges de manœuvre deviennent cosmétiques.

En quoi la création monétaire constitue-t-elle un pouvoir ?

. Le premier pouvoir est de déterminer ce qui est valeur et ce qui ne l'est pas. En effet les banques définissent seules ce qui peut faire l'objet d'un crédit, donc ce à quoi elles décident de se fier ; ce qui mérite la création d'une somme de monnaie, ce qui mérite d'être produit en tant que valeur. Une zone économique est soumise entièrement à ce pouvoir, dès lors que la création monétaire fait l'objet d'un monopole. Ce pouvoir dépasse le pouvoir politique. D'autant que factuellement la banque accorde son crédit, non pas tant à un projet qu'à la personne qui le porte ; de même pour le gouvernement d'un État. Et quels sont les critères d'une banque pour juger une personne ou un gouvernement ?

. Par ricochet, ce sont les premiers bénéficiaires de la création monétaire qui peuvent, eux, estimer le montant de ces valeurs et ventiler la monnaie fraîchement créée. Cet effet pyramidal détermine alors toutes les chaînes de valeurs dans tous les secteurs. Ce qui participe à la confusion, c'est que les États sont justement les premiers bénéficiaires, ainsi que lesdits grands comptes notamment ceux dont les affaires reposent sur la commande publique. Petite anecdote d'actualité sur la retraite dont la mise à jour fut ajournée par la trêve coronéenne puis reprise sans ménagement par la « seule parole de vérité » de notre Jupiter préféré : elle n'est pas une option, elle est requise pour la notation de l'État, notation qui lui donne accès à la création monétaire, ou pas. Cette note est une priorité de tout premier niveau pour un chef d'État, imaginez s'il est banquier.

. En quoi détenir le référentiel de l'estimation des valeurs est-il également un pouvoir ? Imposer une monnaie comme unité de compte permet de l'imposer comme valeur d'échange. C'était l'idée du plan Marshall pour imposer le dollar à l'Europe ; et pour l'imposer au monde, le propos fut d'obliger les transactions de pétrole en dollars et de compter la masse monétaire mondiale en

dollars. Lorsque cette monnaie est soumise à des variations de stock, donc à des pénuries, elle devient elle-même de facto une valeur économique, et ainsi, une valeur de réserve. Il faut donc en avoir un stock pour être prospère et ne pas craindre des lendemains austères, dès que la monnaie vient à manquer. Détenir des dollars devient ainsi obligatoire. C'est ce que la FED est en train de perdre, soit dit en passant, quelques Chinois, quelques Russes, quelques Indiens,... se rebiffent.

Ceux qui détiennent la capacité de créer la monnaie et contrôlent la circulation des crédits, génèrent les abondances ponctuelles, locales, ainsi que des périodes de pénuries monétaires. Ici apparaît le caractère cyclique des crises économiques liées aux cycles monétaires. Toutes les crises économiques n'ont pas pour cause directe une crise monétaire, mais lorsque c'est le cas, elles reposent toutes sur ce cycle d'abondance et de pénurie. Or depuis 40 ans, les crises économiques sont progressivement devenues majoritairement d'origine monétaire.

Ces cycles dépendent donc du pouvoir décisionnel d'une poignée de personnes, privées, sans aucune relation avec un quelconque suffrage.

Et en quoi le processus de création monétaire est-il une programmation économique, au-delà de toute politique possible ? Et quelle est la nôtre actuellement ?

Je le dis plus haut, à chaque crédit il y a création d'une quantité monétaire, ex nihilo, à hauteur de ce crédit. Celui qui « emprunte » s'engage à créer en contrepartie une valeur qui n'existe pas encore. Les produits et services d'une entreprise, ou de la valeur travail d'un particulier. Cette création de valeur est donc obligatoire et déterminée par les organismes créateurs de monnaie. La totalité de la masse monétaire est donc un engagement de création de valeur équivalent. Cette création de

valeur permanente apparaît comme une vertu, pour la plupart des sociétés, sauf pour les miséreux et pour les anti-capitalistes radicaux, car elle bénéficie à la population. Le remboursement du capital signifie la suppression de la quantité monétaire créée. Ce pourrait être un jeu à somme nulle. Mais...

À chaque crédit, il faut également régler les intérêts dont la masse monétaire n'est pas créée (il paraît que le cerveau a besoin de recevoir une info 3 fois, lorsqu'elle lui est étrangère, avant de l'intégrer pour ce qu'elle est). Il faut rembourser plus de monnaie qu'il n'en existe, donc la prendre à un autre, qui doit également rembourser son propre crédit et ses intérêts non créés. En permanence nous devons collectivement rendre plus de monnaie qu'il n'en existe !

Il faut bien réaliser que la quantité des intérêts peut atteindre jusqu'à 100 % de la somme initialement empruntée ; par exemple un crédit à 5 % sur 20 ans, scénario un peu extrême simplifié à titre illustratif, dit 5 % chaque année, 20 fois. À l'usage, cette somme navigue souvent entre 30 et 50 %. C'est faramineux, la pression exercée sur tous les acteurs économiques est tout simplement insupportable. Cette simple loi dynamique mathématiquement programmée, est une féroce prédation sur le voisin et une machine à faillites.

Ça peut aller très vite. Pour éviter que l'économie entière ne fasse faillite et ne s'écroule en quelques mois, ce système nécessite la création de nouvelle monnaie, en permanence, comme une sorte de fuite en avant, exponentielle, on appelle ça une « cavalerie ». Dynamique vouée à la casse. Car ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'il n'y a pas d'autres moyens de créer de la monnaie (très récemment est apparu ledit « quantitative easing » qui peut être défini comme une autre forme de création monétaire, salubre pour éviter la faillite de tous nos États mais qui ne concerne que cette échelle, que Gaël Giraud s'amuse à nommer

l'Olympe ; je vous épargne donc ce détail technique, qui est de toute façon lui-même une cavalerie).

Ne cherchez pas ailleurs la source génétique de la nécessaire croissance et de la religion que nous lui consacrons.

*Je prie pour toi ô croissance infinie
le plus bas prix
est mon hostie.*

Il faut toujours plus de monnaie pour qu'une majorité d'acteurs économiques, des États aux individus, puisse rembourser cette quantité de monnaie qui n'existe pas.

Donc toujours plus d'engagement à créer de la valeur, la fameuse croissance, monétairement obligatoire et exponentielle. Si elle n'a plus lieu, toute l'économie qui repose sur cette programmation monétaire, s'écroule. Très rapidement. Or cette économie porte, elle, nos vies. Donc toujours plus de monnaie, mais par « à coups », donc toujours plus de dette et de monnaie non créée à rembourser, encore, et encore. Quelquefois une mise à jour est nécessaire, comme une sorte de remise à niveau, et l'on passe des anciens francs aux nouveaux (facteur 100), puis des nouveaux francs à l'euro (facteur 7) ; un certain « great reset » est en gestation, il s'inscrit dans ce registre, de même que l'amero imaginé par les US, entre autres.

Dans notre référentiel monétaire actuel, dont on respecte le monopole sans sourciller, la croissance n'est pas une option, elle n'est pas un débat. Désolé(e) pour lesdits « décroissants ».

Qui peut encore croire sous cet éclairage que la monnaie est un outil neutre ? Concevoir une économie dans un autre référentiel monétaire constitue donc la seule démarche qui dépasse les vains discours ou les vœux pieux.

Devant ce besoin frénétique de création monétaire, il faut un modérateur. Pour éviter l'hyper inflation liée à cette création monétaire, deux leviers essentiels sont gérés par les Banques Centrales, chez nous la BCE. Fermer les vannes quelques temps, cycles de pénurie avec faillites effectives en volume, et... le chômage, sorte de faillite individuelle pour tous ceux qui comptent sur leur valeur travail, sous forme de salaire. Ce système de création monétaire nécessite donc une quantité suffisante de chômeurs pour maintenir l'emballlement du moteur. Le NAIRU n'est pas qu'un indicateur parmi d'autres, un concept sujet à débats parmi les spécialistes comme certains le prétendent ; il est de facto un gouvernail de la Banque Centrale Européenne, dont la mission est de maintenir « la bonne inflation, qui doit flirter avec Monseigneur 2 % ». Presqu'une obsession, héritage direct de l'épisode dramatique du Deutschmark, dont il fallait remplir des brouettes pour faire ses courses. NAIRU ? « Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment – taux de chômage [requis] pour ne pas accélérer l'inflation ». Depuis quelques années, ce taux de référence flirte avec les 10 %. Vous croyez que nos gouvernements cherchent à baisser le chômage en deçà ?

Il ne s'agit pas de changer l'économie, car cela n'est pas possible, le référentiel d'un système de croyances générant, ou révélant, ses propres lois dynamiques. Il ne s'agit donc pas de remplacer, mais concrètement de créer une économie, avec un autre référentiel que ladite monnaie-dette. Elle ne s'oppose pas, posture n'ayant plus de sens dans un autre référentiel. Elle doit pousser et se développer dans une économie déjà en vigueur, qui devient une variable, en dedans et en dehors. Comme une démocratie dans son régime oligarchique, elle s'adapte.

*Une économie, dans une démocratie,
pousse comme elle, c'est naturel.*

Nos pouvoirs populaires

Avant de poursuivre sur le chapitre économique de façon plus opérationnelle, je reviens sur le registre politique pour rentrer plus concrètement dans nos pouvoirs populaires, face aux pouvoirs régaliens.

A titre introductif je me permets une petite considération philosophique, donc individuelle et à la portée de tous. J'ai lu un auteur il y a longtemps, historien je crois, qui mettait le doigt sur un aspect souvent négligé à propos du pouvoir. Je n'ai pas retrouvé cet auteur, c'était une époque où je ne cherchais pas à mémoriser (ni notes ni index). Lorsqu'on réfléchit sur le pouvoir, ou lorsque des confrontations au pouvoir déclenchent nos émotions, on a tendance à focaliser sur tous les lieux et les événements où s'exercent le pouvoir, notre attention amplifie donc le phénomène. Cela occulte tous les endroits où le pouvoir ne s'exerce pas – très peu ou pas du tout. Ce regard est porté à l'échelle d'une société pour mieux appréhender la nature de l'autorité qui se manifeste, à différentes époques.

A l'échelle individuelle, si l'on porte une attention plus soutenue à ces endroits et qu'on y ajoute le volume de tous les moments de notre vie où le pouvoir est simplement absent, on réalise avec plus de bonheur à quel point il reste de l'espace libre. On peut alors également porter de l'attention à accroître cet espace.

A l'échelle de la société, il est plus difficile d'échapper à une omniprésence de l'autorité, car les technologies lui donnent aujourd'hui une capacité sans précédent. Ce sera toutefois toujours plus envisageable dans un environnement rural que dans une infrastructure urbaine.

En attendant nous avons le pouvoir populaire de cultiver notre hygiène numérique, individuelle et collective ; nous avons le pouvoir de donner de l'ampleur et de la densité à tous nos espaces de non-pouvoir ; nous avons le pouvoir de nous instruire et d'expérimenter ; nous avons le pouvoir de nous rencontrer et de créer.

Légitimité

Les lois sont performatives, par définition, une réalité qui le devient parce qu'elle est décrétée comme telle. Certaines s'appellent décrets, justement. Elles sont écrites et déclarées effectives, puis sont appliquées, on aime croire de plein gré. Face à la désuétude du diktat, on préfère aujourd'hui des termes plus poétiques et respectables, tels que 49-3.

La question de la légitimité est peut-être la plus importante, à deux titres, du point de vue des peuples et vis-à-vis des élus. C'est en effet la seule raison d'être des élus. Ils se sentent légitimes pour prendre des décisions qui ont un impact sur toute la population.

Or ils redoutent de s'y frotter, il ne peuvent avoir avec elle qu'une relation théâtrale, qui laisse le minimum de place à l'improvisation, ou aucune. Ils ne la consultent que partiellement, opportunément, jamais ils n'envisagent de lui donner la décision ; ils en ont pourtant le pouvoir. Cette relation théâtrale est verrouillée par les protocoles et la décision concerne une pièce qui se joue en interne. Un noyau dur, nommé exécutif, la garde rapprochée des fidèles et loyaux sujets du Président ou du Maire, décide de tout et déroule son texte, audience après audience, couche d'oignon après couche d'oignon.

Une dynamique associée s'appelle « droit de réserve », terme complètement dévoyé de son intention initiale et de son sens, qui dans les faits est un « devoir latent de *la fermer* ». C'est un peu le principe du « tout ce qui est dit ici, ne sort pas d'ici ». Voilà encore une flagrante manifestation d'une structure politique animée par un profond huis clos.

Autre ressort clé, l'ordre du jour : « ce n'est pas le lieu, ce n'est pas le moment, ce n'est pas le sujet » ou « ce que tu dis est très important, mais ce n'est pas l'objet de la décision de ce soir ». Or petit détail négligé, l'ordre du jour appartient au Président, ou au Maire, dans chaque Assemblée à tous les niveaux hiérarchiques. Autre détail amusant, la décision dans les collectivités s'appelle « délibération ». De délibération véritable, il n'y a point ; mais il fallait bien placer le mot quelque part. Ce qui est rigolo si l'on pousse le subterfuge au bout, c'est que la collectivité ne prend ainsi jamais de décision, le mot n'apparaît nulle part. Il y a un certain talent « ninja » à faire oublier l'élément qui reste au cœur de la scène, une force agissante délicatement absente. Si l'on suit la scène du tableau, il n'y a pas non plus de délibération puisqu'en son lieu, il y a en fait la décision, sa ratification plus justement. À nouveau les délibérations sont très théâtrales et factices. Il y a surtout quelques négociations avec l'exécutif, ou directement avec le Président vs. le Maire, les « négos de couloirs ». Certains d'entre eux parlent « d'arrière-cuisine », en y donnant des lettres de noblesse en croyant que c'est là qu'on prépare les plats, sans se rendre compte à quel point le terme est approprié ; c'est là qu'on cache les poubelles et la mort aux rats.

Vient enfin, redoutable, le rejet de responsabilité. Invoquer les « compétences » est également un moyen de prédilection pour éluder ou évacuer une question fâcheuse. Les compétences sont en fait les domaines d'intervention de la collectivité. Liées aux ressources allouées de la collectivité, ces « compétences » sont

très convoitées et jalousées. Une « ressource » en langue républicaine ne signifie qu'une chose, l'impôt. « Créer la ressource », c'est augmenter l'impôt. En contrepartie, lorsque « ce n'est pas de notre compétence, nous ne pouvons rien faire, mais croyez-moi j'aimerais beaucoup », le problème est que la collectivité ne peut effectivement plus rien faire, à part se plaindre et protester, rarement négocier.

Lorsqu'on met le doigt sur un mécanisme de dotation ou de financement trop inique, alors les élus qui tiennent le sceptre convoquent la solidarité territoriale, dont les voies sont comme celles du Seigneur, impénétrables. Il y a aussi en dernier recours, la faute – l'entière faute – de l'État, ou simplement la Loi, derrière lesquelles se retrancher.

Cette panoplie très bien faite et complète de l'esquive, est-elle garante ou ne serait-ce qu'en faveur, d'une légitimité des élus ?

Pourtant, comme tout un chacun, les élus croient avoir raison. Ce sentiment de légitimité factorise d'autant le phénomène ; cette panoplie de l'esquive garantit sa longévité. Quelle légitimité ont-ils finalement ? Celle qu'on leur accorde, quand on ne se pose pas la question, et surtout celle qu'ils s'accordent eux-mêmes.

La raison n'est pas un avoir, c'est une démarche, une recherche. Comme un métier, on ne le possède pas, on l'exerce. « J'ai raison » est fautif dans l'expression même. On aimerait plus de raisonnement.

Le second volet de la légitimité est celui du peuple. Est-il légitime pour nous de déclarer une démocratie ? Oui.

Pour commencer, ça fait un petit moment qu'on nous la promet. Nous faire croire qu'elle a lieu est bien sûr encore mieux. « Si l'on croit ne pas manquer d'une chose, on ne peut la désirer », rappelle Socrate dans le Banquet de Platon.

A force de dire, et répéter une chose, on finit par croire la chose. Doit-on encore le démontrer ? Personne – sauf exceptions – ne niera savoir que des conditionnements extrêmes existent et fonctionnent, mais où se trouvent les frontières entre conditionnement, propagande, fabrique du consentement et éducation ? N'est-ce pas seulement une affaire de degrés, de curseurs ?

Dès lors qu'on se met à désirer une démocratie, parce qu'on a réalisé à quel point nous en sommes loin, nous sommes parfaitement en droit et en position, non pas de la réclamer, mais de la déclarer.

Démocratie, ô nos élus, démocratie tant prétendue.

Chose vaincue, promise, ou due ?

À une démocratie, maintenant et ici,

nous pouvons bien prétendre ;

sans plus attendre.

Si vous avez suivi le fil de mon raisonnement, vous aurez compris qu'il ne faut en aucun cas compter sur des élus, encore moins sur des élections, pour obtenir une démocratie. Ni pour obtenir quoi que ce soit d'ailleurs. On ne fait qu'adouber un esprit corrompu de plus, qui prendra seul des décisions pour tout le monde, avec la conviction d'avoir raison et la certitude d'une raison légitime. Y compris ceux qui font miroiter une 6ème république, une nouvelle constitution, en prônant l'élection de cette Assemblée constituante. Encore une affaire de candidats au statut d'élus.

En contrepartie revoir profondément notre constitution actuelle, celle de 62 est une urgence prioritaire, indépendamment d'une démocratie, car elle est l'une des plus centralisée du monde. Certains articles comme le seizième, ouvre davantage la voie à l'autoritarisme que la constitution de Russie. Or force est de

constater que le sens de l'honneur, du pays et la vision d'un futur n'a plus vraiment le niveau de Gaulle.

Que faire des élections ? Présidentielles et autres...

C'est seulement le meilleur moyen de donner tort à Sieyès, pour la première fois depuis deux siècles et une génération, car depuis il a raison, nous renonçons effectivement à toute décision, donc toute volonté. Nous pouvons exprimer le fait, pour une première fois, de ne pas renoncer.

Nous pouvions nous amuser aux premiers tours des présidentielles du fait d'une profusion de candidats, dont certains excentriques, histoire de voter. Une bonne façon de respecter ceux qui croient encore à ce devoir, pour honorer le sacrifice de nos ancêtres. Même si c'est celui de se faire abuser, même si c'est une supercherie. Supercherie que l'on pourrait d'ailleurs elle-même condamner, pour peut-être davantage honorer le sacrifice de nos ancêtres. Mais cela nécessiterait une diffusion culturelle déjà large de ce point de vue, ce qui n'est pas le cas.

Se faire plaisir aux premiers tours, avant tout, est une façon de concilier. Ne pas se faire avoir par la brumeuse « intox » souvent baptisée « vote utile ». Il n'y a pas de vote utile, enfin plus pour nous, les dés sont pipés. C'est assez consternant lorsqu'on lit les dernières professions de foi de nos présidentiels candidats d'une traite, de constater à quel point les sujets sont convenus, prévisibles, à quel point cette lecture est dramatiquement ennuyeuse. Il est pourtant question de notre destin collectif.

Pourquoi disais-je « nous pouvions » ? Pour poser un éclairage furtif sur un petit scandale d'initiés, à savoir déroulé dans le cercle des élus eux-mêmes, c'est l'obligation récente de publier au Journal Officiel son « parrainage » à la candidature d'une personne, pour qu'elle obtienne ses fameuses 500 signatures. La politique française étant aujourd'hui réduite à un régime de cour,

plus personne n'ose donc afficher un « soutien » à des candidatures divergentes, ou excentriques, même au nom de la diversité démocratique. Tous les élus craignent maintenant de griller leur carrière ou la fin de leur mandat en cours. Une dynamique qui rassemble le troupeau ? Qui regroupe « tous les rayons dans un même faisceau » ? Parenthèse fermée, ce genre de manœuvre est toutefois très significatif, et de plus en plus fréquent.

Et aux deuxièmes tours ? Là est l'occasion d'un message fort, en cas de succès. Ce que j'appelle un succès, c'est le débordement par le volume, déjà évoqué. Il est ici possible de prendre par surprise, car c'est le seul moment qui requiert... l'isoler.

Il est beaucoup question, pour les plus désireux de démocratie, du vote blanc. L'intention très intéressante, manifeste un intérêt pour la question politique, tout en revendiquant un refus des candidats qui s'imposent. Les abstentionnistes pensent, à raison, que les bulletins blancs et nuls ne servent à rien. Récemment le comptage des blancs est devenu explicite, mais ce nombre n'a aucune existence dans la dynamique électorale. Puisqu'on se moque de moi, à quoi bon ? On peut comprendre l'abandon des bureaux de vote par un si grand nombre.

Et je ne parle même pas du duel de nos finalistes glorieux, le spectacle était tellement pathétique que j'ai dû me forcer pour aller jusqu'au bout. Heureusement les deux discours de deux minutes en clôture étaient bien rédigés, belle prestation de communicants politiques, nous avons eu droit à 4 minutes de qualité. Je n'arrivais même pas à rendre tangible le fait qu'il s'agissait de la personne qui allait diriger notre destinée pendant une demi-décennie. C'est très grave. Il devient plus que difficile de trouver une raison de ne pas s'abstenir.

Le problème pragmatique dans le contexte que je décris, c'est que l'abstention est détournée par les élus, pour justifier autrement leur légitimité. « Tout le monde s'en fout de toute façon, regardez le taux d'abstention ». Ils considèrent donc qu'eux-mêmes étant engagés dans la vie politique, il est normal qu'ils décident de tout. Consulter est important pour l'image, mais c'est tout, puisque personne ne s'intéresse plus... à rien.

On assiste à la sempiternelle menace du fascisme, pour mieux détourner de la misère politique qui se déploie dans nos oreilles et sous nos yeux. Tantôt la guerre impériale russe crée un nouveau biais électoral, mais la messe étant dite, le résultat final sera toujours celui d'une continuité sans faille au cheminement que nous vivons depuis plus de 40 ans. Ceux qui n'ont rien à redire de l'évolution interne dans le pays et l'évolution de notre position géopolitique, peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Ils obtiendront gain de cause, même sans voter.

Ceux qui attribuent tout ce qui ne leur plaît pas à des causes ou des facteurs externes, car notre Président ou nos élus ne peuvent pas tout savoir ou prévoir ; car les situations sont si complexes qu'il est normal de faire des erreurs, ceux-là peuvent se demander pourquoi alors ces personnes prennent le pouvoir.

Ceux qui trouvent au contraire ce spectacle pathétique, c'est mon cas, peuvent le dire haut et fort, massivement. Chacun peut écrire la mention « NUL ! », pour exprimer ce qu'il pense vraiment du niveau politique entretenu, de la valeur des finalistes, de la vision et du projet politique de société qui nous sont imposés, etc. Chacun(e) peut varier les plaisirs, écrire poèmes, haïkus ou anathèmes, coups de gueule ou citations,... tous les bulletins qui ont la moindre inscription autre que le nom d'un candidat, sont nuls.

Pour qu'une telle démarche ait de l'impact politique, elle nécessite deux choses. Qu'elle soit massive, une élection avec par exemple, une participation record de plus de 80% et moins de 20% de voix sur les votes exprimés (blancs et nuls compris). Ce serait une telle déchéance de légitimité électorale, quel que soit le résultat d'ailleurs, que le régime serait obligé de le prendre en compte. Il ne faut pas non plus se faire d'illusion sur la façon dont il le prendra en compte, mais ce sera une trace indélébile, un boulet qui peut faire contrepoids. Par exemple, pour de potentielles institutions symétriques, créées au nom d'une première démocratie déclarée.

La seconde chose pour avoir éventuellement de l'impact, concerne justement la trace. Il est indispensable de garantir une consignation de tous ces votes « nul ! », or elle ne peut être que populaire. Les dépouillements sont publics. Il peut donc y avoir dans toutes les salles de dépouillement une ou plusieurs personnes qui se dédient à le faire. Compter, noter les créations littéraires (nécessitera des assesseurs qui jouent le jeu), diffuser.

Vous lirez probablement ces lignes après des élections, pas grave, les prochaines sont demain. Je constate ô combien que nombre de déçus, voire de contestataires s'accrochent encore aux élections, que les craintes et les menaces l'emportent toujours, qu'un tel scénario se situe donc dans le domaine de la fiction. Je ne me fais aucune illusion sur l'effet que peut produire cette suggestion, mais le propos était de donner un exemple, une sorte d'illustration... de vote utile.

Je n'en vois pas d'autre.

Feux de la rampe

L'exemple qui précède est une pratique des feux de la rampe. Puisque notre politique n'est plus que spectacle, prenons acte, orchestrans nos propres mises en scène.

Le propos est de mettre en lumière, de façon idéalement spectaculaire, toutes les contradictions, les promesses bafouées, les mensonges éhontés. Certaines vidéos qui ont circulé pendant la coercition sociale coronéenne font des montages relativement drôles de notre Président et notre gouvernement, qui disent quelque chose et exactement son contraire, quelques jours ou semaines plus tard. Que ce soit sur l'épidémie ou sur la retraite, ou autre. Puis Macron de conclure sur une affirmation de toujours avoir « une parole de vérité ». Le flagrant délit est saisissant, il fait rire si l'on est de très bonne humeur. Il peut être ignoré parce qu'il est trop facile de faire dire à quelqu'un le contraire de ce qu'il exprime, en extrayant des bouts de phrases et des morceaux choisis sortis de leur contexte. Ce qui est vrai. Mais les intégrales sont également disponibles, plus longues et beaucoup moins drôles, juste accablantes.

Quoi qu'il en soit, cela donne l'idée d'une démarche plus déontologique ou rigoureuse, comme un travail d'archiviste complété par un travail rhétorique, pour ne pas tromper en retour les auditeurs. Cela donne l'idée de pratiquer cela avec tous les

membres du gouvernement et tous les élus, au moins les dépositaires d'un statut de Président, Maire, Sénateur ou Député. Ce qui n'empêche pas non plus de multiplier les montages qui font rire, car ça fait du bien.

Feux de la rampe sur la Cour, mais aussi le Clergé, car faire un tel focus également sur les éditorialistes et autres personnalités médiatiques, aurait je crois, un impact assez sensible sur la qualité des discours et des analyses politiques.

Les nominations et les recrutements, je l'ai déjà évoqué, sont une cible prioritaire. Il serait très efficace de les mettre également sous les feux de la rampe, mettre en évidence les collusions, les pantoufles (passages successifs des pouvoirs publics aux intérêts privés et réciproquement), les conflits d'intérêts. Dénoncer les dérives et surtout dénoncer les processus de nomination qui vont à l'encontre de l'intérêt public, qui permettent justement au pouvoir de constituer sa cour muselée. Le job d'un institut démocratique de la nomination ?

Il ne faut pas non plus oublier, comme le titre Foucault, que surveiller rime avec punir. Comment une démocratie naissante peut-elle punir ? Le déshonneur, à proportion de la gravité de ces doubles langages ou de ces doubles postures. L'entretien d'une mémoire vive. Lorsqu'on assiste à la réélection d'un élu après une condamnation ferme liée aux magouilles permises par le statut, comme Balkany, on peut conclure à l'urgence d'une possible sanction populaire, à la fois de l'*animal* politique et du système électoral. Comment ? De la même façon, on donne en spectacle. On brûle sous les feux de la rampe.

Attention, il n'est pas question dans mon propos de s'offusquer sur des histoires de mœurs ou de sombres considérations morales. Ce serait sordide et définitivement bas de gamme. Par exemple si un élu affiche et revendique publiquement vertus et

valeurs de la fidélité conjugale tout en trompant sa moitié, on se fout royalement du fait lui-même ; l'adultère est l'histoire de tous les couples – y compris ceux qui font exception. Mais on ne passe pas outre les propos tenus par ailleurs, on ne laisse plus dire n'importe quoi ; donc ils finissent par se l'interdire eux-mêmes. Ils savent qu'ils devront « payer ».

Un peuple adulte ne juge pas une vie privée, il construit une société. Il veut ne plus être dupé en permanence, et il se concentre à seulement dénoncer les langues fourchues, les actes de trahison à l'engagement politique qui s'impose à tout élu.

Voir et évaluer dans tous les visages de nos écrans, des acteurs et la qualité de leur jeu, est un exercice utile et instructif, mais il ne suffit pas. Il faut également faire la liaison entre les discours tenus et les votes effectués. Ils se font pour la plupart à main levée, au moins dans les collectivités locales, les syndicats et les Assemblées. Ces votes encore publics risquent de durer un peu car c'est également le moyen pour les leaders, les dominants, de s'assurer que les dominés votent bien comme il faut.

Que peut-on exiger en toute circonstance, de façon simple, sans dérogation possible ? Si l'on conçoit et tolère le droit à l'erreur – elle est humaine – si l'on entretient l'humilité de ne pas toujours « avoir raison », quel serait le référentiel ?

À chacun de voir avec sa culture propre. En ce qui me concerne, même s'il dévoile à mes yeux un désert, je trouve dans le premier accord toltèque un excellent baromètre : une parole impeccable.

Contrat social

Comme pour la petite échelle, je ne vais pas m'étendre sur ce sujet du contrat social, je ne ferais que vous resservir Rousseau et Hobbes, or il y a déjà beaucoup de littérature de très grande qualité à ce propos. Une bonne démarche étant toujours de commencer directement par eux, avant de lire des commentaires ou analyses. Ils font chacun à leur manière état de la nécessité du contrat social pour faire société, tout en partant d'hypothèses opposées sur la nature de l'homme. Deux hypothèses d'ailleurs biaisées et incomplètes, mais nous pouvons tout de même en retenir la nécessité d'une relation contractuelle entre les êtres humains qui veulent – ou doivent – faire société.

À nouveau je maintiens cette tête de chapitre, pour afficher cette notion de contrat social en tant que base essentielle. Pourquoi ?

C'est la matrice, le « framework », la trame ou le champ, de notre liberté. Pas tant de notre liberté individuelle, qui est davantage une affaire de ressenti personnel, qui repose sur une émotion et non sur des valeurs universelles qui n'existent pas. Mais en tant que condition d'une société adulte libre.

Penser la nature délibérative et expérimentale des relations entre les individus dans la société. Penser la nature contractuelle des résolutions de conflit, par exemple en posant ce contrat social comme préalable aux conflits, penser des protocoles de décision

expérimentés. Penser la diversité des jugements – d’autant plus lorsqu’ils sont construits – et des positions, comme une nécessité de la vitalité. Rechercher la conciliation des polarités qui s’opposent, ou chercher un nouveau référentiel qui vide les clivages de leur sens et dévoile d’autres lois dynamiques.

Penser la nature contractuelle des peuples avec leur nation mère. Négocier notre émancipation de notre autorité de tutelle. Toutes ces réflexions collectives sont la matière première de notre contrat social, d’une démocratie.

Le contrat social est donc un ouvrage collectif à écrire, dans la longue durée. Qu’on l’appelle constitution, table des lois, ou autre, on peut le sacraliser pour lui signifier sa place et son rôle dans notre société, mais il ne doit pas rester immuable. Il doit plutôt faire l’objet d’une observation et d’une mesure constante et vigilante. Il doit pouvoir faire l’objet de révisions et d’ajustements, face aux dysfonctionnements, mais sans fatalement prendre de l’embonpoint.

Prédation et coopération semblent être des dynamiques naturelles, récurrentes et spontanées, on ne peut en proscrire une, au nom d’une quelconque morale ; composer avec les deux apparaît incontournable, rechercher les équilibres, concevoir les synergies, en toutes circonstances paraît raisonnable.

Pour finir sur une réflexion qui relève plus de l’intuition que de la déduction logique, je pense que ce contrat social devrait passer sous la lame du rasoir d’Ockham. Pour éviter de courir après une casuistique exhaustive ; pour davantage rechercher l’élégance algorithmique de lois dynamiques qui s’adaptent.

Conquête

J'ai déjà dit que la conquête n'était pas selon moi une stratégie fatale à adopter. Alors quelle dynamique d'expansion pour une démocratie ? Adhésion et agrégation semblent être une première piste. Nul besoin de convaincre des institutions de remettre à plat leur structure et leur fonctionnement. Ce serait se soumettre aux négociations de couloirs politiques, et en général justifier des moyens au nom d'une fin, démarche toujours fallacieuse.

Lorsque nous sommes convaincus et emballés par une idée ou un projet, nous avons une tendance naturelle au prosélytisme, à vouloir répandre la bonne nouvelle et embarquer avec nous, tous ceux qui nous entourent. Contrairement aux autres régimes, une démocratie ne s'impose pas, elle repose sur la liberté pour chacun de choisir son régime. Une stratégie alternative est donc de rendre désirable la société qu'elle génère, même peu visible dans un existant prédominant, parce qu'elle est vécue comme un rêve qu'on réalise, et parce qu'on y trouve cultivé le plaisir ; rendre désirable et accueillir. C'est une dynamique d'adhésion volontaire.

Nul besoin d'occuper tout l'espace. Si l'on raisonne « plus petites échelles cohérentes », le profil de son expansion est celle d'un réseau, d'unités qui s'agrègent en grappes, elles-mêmes en liaison permanente.

Un bon tireur de précision évite de transmettre son intention directement sur la gâchette par le doigt, il opère au rythme de sa respiration, pour la suspendre et se « laisser surprendre » par le coup qui part. De la même façon, un peuple adulte ne porte pas son intention sur son poids dans le rapport de force, il opère au rythme de sa mobilisation effective et se laisse surprendre par la bascule des rapports.

Une démocratie ne peut plus naître ni se développer dans un espace vierge. Une façon de concevoir l'expansion ou de lui donner un coup de pouce est d'utiliser ce qui existe déjà ; dans une dynamique de transfert, de requalification référentielle, de « contournement » symétrique. Mais dans un tel exercice, la vigilance prioritaire est de ne pas reproduire ce dont elle cherche à s'affranchir. Si on n'y prend pas garde, une démocratie peut se consumer d'elle-même.

Si une démocratie cultive la diversité sans jugement de valeurs, raisonne et se structure selon le principe d'une priorité à la petite échelle, conçoit son expansion par agrégation de grappes, alors la question de la fédération de chaque unité se pose. Il est utile de constituer une personnalité politique identifiable pour jouer un rôle structurant dans la société que l'on crée et que l'on vit. Mais en aucun cas un parti. C'est là un rôle que peuvent jouer les organes que l'on institue, ou des institutions démocratiquement pensées et conçues.

Le rôle symbolique d'une devise démocratique est également un vecteur de fédération puissant. J'ai déjà évoqué l'image d'une frontière vue comme un organe, comparable à celui d'une peau, perspirante, captant et interprétant son environnement sans interruption. Une devise est un leitmotiv qui peut imprégner cet organe peau.

Du point de vue de l'élan, d'une fierté capable de nous transporter au-delà de notre champ d'action, de l'espace que nous habitons, on peut alimenter le rayonnement initial d'une exclusivité mondiale, d'un inédit civilisationnel. Mais c'est quelque chose dont on ne peut parler que rétrospectivement, dans des livres d'histoire ou des récits médiatiques. Intuitivement, je pense que l'on peut mettre de côté cet aspect qui aura tendance à dévoyer la réalité, fatalement, à générer impatiences et déceptions, à nuire au profil bas recommandé.

C'est la raison pour laquelle j'aurais tendance à évacuer ce registre de la fierté pour alimenter le nécessaire élan ; il me semble qu'un plaisir cultivé peut s'y substituer, car il s'inscrit dans un enjeu de longue durée. Le plaisir simple et entier de créer quelque chose, de construire un écosystème vivant, de se consacrer aux conditions de vie de son bassin de vie, de les rendre désirables, joyeuses et intelligentes.

Si l'on suit jusqu'au bout cette question de conquête avec ce même état d'esprit, on distingue qu'une démocratie n'est pas non plus une quête. C'est une construction. Son cri de ralliement serait dans le ton de « qui m'aime me crée ».

Une démocratie ne fait pas la quête.

Lobbying populaire

Le lobbying, qui n'a rien de populaire, est un outil devenu très puissant et structurant dans notre paysage politique. J'évoquais plus haut le fait de retourner les mêmes « armes », pour peu qu'elles ne soient pas létales. Je mentionnais également le risque de vouloir manipuler un gouvernement comme lui le fait avec son peuple. Le lobbying en contrepartie semble ne présenter aucun risque.

Le lobby tel qu'il existe est avant tout une affaire de réseaux intriqués et de capacité monétaire, peut-on faire du lobbying sans être riche, sans faire partie de ces réseaux ? Difficile de rivaliser dans ce référentiel, difficile d'être plus attractif et de prétendre à quelque influence si l'on ne joue pas dans cette cour.

On peut en revanche ajouter un coût, à toute personne intriquée dans un processus de lobbying, à nouveau celui des « feux de la rampe ». Mais dans le cadre plus précis d'un lobby, il s'agit de cibler de façon opérationnelle les moments clés de la décision législative. Éclairer les textes délibérés avec le tissage des liaisons d'affaires. Opposer ces textes à un jugement construit par le peuple et non les élus.

Alors toute position qui ignore ce jugement, affiche clairement son mépris du peuple et la défense d'intérêts qui ne sont pas ceux

du plus grand nombre, mais bel et bien d'une portion congrue, qu'il n'est même plus nécessaire d'identifier.

Porter la voix d'un jugement démocratique requiert une organisation populaire, pour justement le construire et le représenter. Quelles formes pourraient prendre nos « think tanks » maison, à petite échelle, en liaison avec les autres ?

Quoi qu'il en soit, on peut considérer que lorsqu'il n'est pas possible de payer, pour graisser les pattes, ouvrir les portes et verser le miel, il est alors possible de faire payer.

Et si nous cherchons une posture stratégique, cibler les centres de décision, mais aussi et surtout les universités et les écoles supérieures, me semble primordial pour ne pas laisser cet espace aux mains des lobbies adverses.

D'où le grand intérêt tactique à la fois de l'infiltration et du « recrutement », pour savoir cibler et pouvoir le faire.

La question des manifestations est intéressante. Elles rassemblent les militants qui croient à leur nécessité. Elles sont évidemment d'une efficacité très limitée, voire un instrument de manipulation pour occuper les esprits et les corps, donner l'illusion d'avoir agi, d'avoir « fait quelque chose ». Cette dynamique en contient une autre, que j'appellerais « la petite concession ». Le principe pour le pouvoir est simple à mourir, introduire un point flagrant de dérive, dépasser une limite inacceptable sur un chapitre, proposer un os à ronger. Puis retirer ce point et le consacrer comme une victoire démocratique, dont tous les manifestants se sentent acteurs. Cette victoire célébrée permet de mieux avaler, voire oublier, le reste du texte, qui marque un pas significatif sur un chemin redouté. Ce qui est intéressant lorsqu'on voit ce phénomène se répéter, c'est qu'on réalise peu la fois suivante, quand à nouveau une nouvelle limite est franchie, combien les manifestants se battent alors pour

maintenir un existant, celui-là même contre lequel ils se sont battus la fois précédente.

Mais une part d'inefficacité, n'est-ce pas quelque chose à accepter ? Quel est le curseur entre la dissipation d'énergie et l'effervescence ou l'enthousiasme du volume, du corps collectif ? La principale vertu n'est-elle pas de se faire plaisir ?

La magie des Gilets Jaunes est d'avoir créé *un lieu*, autant, sinon davantage que le simple fait de manifester. Depuis les ronds-points, on a assisté à un mouvement inédit qui a largement dépassé la valeur symbolique des manifestations classiques parfaitement maîtrisées par les pouvoirs qui s'en amusent. Ce mouvement a d'ailleurs acquis la sympathie de tout un peuple, les pare-brises arborant le gilet étaient pendant un moment majoritaires sur la route.

Le mouvement a évolué vers la confrontation. Chacun en gardera la mémoire vécue ou les images et les éléments de langage véhiculés par les écrans. Le peuple et la presse internationale ont pu constater le visage de notre gouvernement dépassé par les événements. Il y a eu flagrant délit de répression autoritaire, qui laisse d'ailleurs des traces dans les démarches « diplomatiques » de notre Président qui se décrédibilise davantage depuis ; voire se ridiculise dans certaines régions du monde (pour ne pas laisser cette invective sans matière, je ne mentionnerai que les insultes d'Erdogan qui convoque une « mort cérébrale » en évoquant le Président de notre État).

Repenser la notion de manifestation dans ce référentiel du plaisir et de la rencontre créatrice, plutôt que celui – illusoire – de l'utilitaire institutionnel, me semble être une piste digne d'intérêt et productive.

Boycott populaire

Dans un registre analogue au lobbying face à des élus, à savoir chercher à recadrer par la menace du déshonneur politique, le boycott me semble être une arme plus redoutable. Car elle peut cibler d'autres pouvoirs, connexes ou en amont. Car elle va au-delà des feux de la rampe et du déshonneur.

Un exemple évident de pouvoir connexe est celui des médias. La liaison avec la réflexion sur le financement médiatique, audiovisuel et presse, donne une légitimité populaire aux actions directes opérées à l'égard des médias. Or une campagne de boycott peut être redoutable, si elle a lieu sur un moment précis, car elle aura une relation directe sur la valorisation des espaces pub et provoquera une réaction en chaîne. A l'instar des comportements boursiers. Concernant la presse, une vague de désabonnement provoquera par exemple un effet de panique. Ce qui n'empêche pas d'ailleurs, pour les accrocs, d'acheter son journal préféré au kiosque.

Un exemple de pouvoirs en amont est celui des multinationales majeures, françaises ou pas, qui plient les gouvernements à leur volonté, progressivement mais sûrement, sans renoncer ni relâche. Comment contraindre ces pouvoirs diffus et omniprésents ?

Il est possible de mener des campagnes de boycott ciblées, soit sur un produit, soit sur tous les produits d'une entreprise et de sa chaîne de valeurs. Donc pas seulement en tant qu'acheteurs direct, mais sur des intermédiaires de filières plus discrets.

Les boycotts ne nuisent pas, contrairement aux grandes manifestations de blocages, aux plus démunis, ni à personne d'autres d'ailleurs, mais aux entreprises elles-mêmes ou à certaines de leurs pratiques.

Ces opérations, lobby ou boycott, sont avant tout une histoire de « comm ». En premier lieu on imagine facilement des opérations de type « flash mob », c'est une inspiration, il y en a d'autres.

Je me permets une dernière fois de souligner l'importance de cibler, j'ajouterai ici de viser un impact de « haut de bilan ». Ce ne sont pas les aspects de la production ou de l'exploitation d'une entreprise qu'il faut viser prioritairement, même quand c'est là que se trouvent les objets et gestes coupables, mais plutôt tous les aspects qui font la valeur boursière de cette entreprise. Je me permettrais de préciser également que cibler de façon stratégique les entreprises elles-mêmes, serait peut-être viser les prédateurs qui pillent notre patrimoine industriel et immatériel, plutôt que ce qu'il reste encore de disponible chez nous pour prétendre exister. Je trouverais dommage de participer au fait de donner en pâture ce patrimoine, nos gouvernants le font déjà suffisamment. Reconstituer ressources, compétences et savoir-faire me semble préférable.

À notre niveau de peuple, difficile de jouer dans cette partie de façon directe, sauf accidents emblématiques. Il ne faut évidemment pas compter sur les accidents emblématiques, mais ils ne sont pas totalement exclus, même si les forteresses sont bien verrouillées. Les cultures de nos jeunes évoluent, on peut avoir affaire à un héritier dissident, qui prendrait une posture à contre-courant et partirait en mission pour un « *infra disruptive*

people new empowerment » ;-)) Il pourrait faire un legs populaire expérimental, en mutualisant toute une filière industrielle par exemple. Voilà qui ferait un bel « accident ». En attendant, c'est une fiction.

En attendant, on peut toujours exercer une pression dynamique sur les valorisations et les opérations de haut de bilan, les fusions-acquisitions, qui reposent sur la communication aussi, pour une part étonnamment sensible.

Les grandes causes

Les droits de l'homme, le climat, la santé... danger. Déjà dit. Le principal péril, avant la cause elle-même qui embarque souvent sa pire menace, c'est l'utilisation qui peut en être faite. Nous pouvons en voir quelques usages à l'œuvre de nos jours, même si l'on n'y prend pas précisément garde.

La nuisance ou l'inutilité de l'homme, la nécessité d'une autorité mondiale normative, la réification et numérisation de l'être humain, en sont des exemples redoutables.

Gare au réflexe religieux, gare au prétexte autoritaire.

Méfiance prioritaire pour les grandes causes qui justifient la guerre. Convoquer la monstruosité de telle partie, personnifier un démon diabolique contemporain, incarnation absolue du mal, consécration de l'inhumanité d'une figure, quelle que soit notre opinion ou notre émotion d'ailleurs, est toujours le fruit d'une propagande. Systématiquement.

Je ne peux ignorer l'actualité si je parle de guerre, en tant que cause pour emboucaner les peuples et justifier l'intolérable. Un petit mot sur la Russie en Ukraine et la menace brandie d'une prochaine guerre mondiale, qui elle-même ne peut être que fatale à tous les peuples de la planète. C'est le cas. Condamner Poutine pour cette agression militaire n'est pas un débat. Je dénonce

seulement l'usage opportuniste qui peut en être fait, par un pouvoir en quête de Conseil de Sécurité et de statut martial.

Comprendre l'histoire russe dans la longue durée. Invasions, humiliations, dynamiques impériales. Comprendre l'histoire des autres dynamiques impériales en cours, également dans la longue durée, celle de la Chine, celle de la Turquie, celle des États-Unis. Mais aussi les précédentes, celles de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne. Mesurer les pratiques en proportion de celles que nous avons nous-mêmes développées, par exemple dans la moitié des pays subsahariens. Sans parler de celles de notre allié historique, dont l'existence généalogique repose sur un génocide initial, qui fait passer Poutine pour un stagiaire. Affamer toute la population d'une capitale, qui comme d'habitude n'a rien demandé, pour faire tomber le Diable du moment, Saddam Hussein, est une performance plutôt récente, qui n'émeut plus beaucoup il me semble. Toutes les dynamiques impérialistes sont coupables, dramatiques, et ne reposent que sur des passions tristes, égos démesurés, mépris de la vie humaine et ressentiments en premier lieu. Le motif est toujours le même, les affaires, l'accès aux ressources et aux matières premières, à l'énergie. Et une fois que des peuples se sont massacrés, ils ne peuvent plus que se haïr pour des siècles et des siècles. Après tous les prétextes sont bons, en premier lieu les religions.

Un peuple adulte qui construit une société adulte, peut lui aussi avoir une réflexion stratégique et se positionner. Donc, indépendamment de son gouvernement dépassé par les événements. En France, on ne peut pas trop lui en vouloir, la guerre est une totale abstraction pour nos gouvernants, des pages de bouquins, des images d'archives et de films, et surtout des réunions avec des militaires qui savent. Donc nous avons un gouvernement qui croit savoir, fatalement.

Il croit mener une guerre économique qu'il a déjà perdue. Il fait d'une épidémie virale respiratoire une guerre. Flagrant délit d'ignorance, à la fois de ce qu'est un virus et de ce qu'est une guerre. On peut trouver cela navrant, ça l'est, mais c'est aussi le résultat d'une période dite de paix, qui a réellement épargné nos vies d'une agression militaire dans notre périmètre. On peut donc s'en réjouir aussi.

Bref, que faire avec ça, nous petit peuple sans moyen, sans pouvoir ? Il est clair qu'en tant que citoyen(ne), je ne peux rien, à part me livrer à mon émotion vive du moment, puis passer à la suivante. Mais en tant que peuple je peux beaucoup.

Juste un exemple. Collectivement, il est possible de développer une posture d'accueil et de lieux de brassage, des ukrainiens – et – des russes. Il est possible de ne pas oublier les autres conflits, même s'ils ne font pas la une des journaux. Les empires font la guerre, soit, mais pourquoi les peuples ? Une démocratie peut se déclarer « zone franche active », où les soit-disant ennemis peuvent encore – et toujours - discuter entre eux. Parce que nous les protégeons, nous les accueillons, nous les rassemblons. Nous pouvons maintenir une relation autour de l'idée que tous les peuples en guerre sont les victimes, peu important les causes, ou les causes des causes. Nous nous sommes organisés, nous connaissons notre capacité d'accueil, nous avons défini un rôle d'hôte, structuré, soutenable et de qualité.

Attention, quand je dis nous, je parle de nous, peuple, pas de notre gouvernement. Qu'est-ce qui nous empêche de le faire ? Quelles que soient les positions successives de nos édiles, il y aura toujours des naufragés à secourir, qu'ils aient passé les mailles d'un filet ou qu'ils soient déjà là.

Une démocratie peut également décider de mettre en musique une mémoire vivante de ces peuples en exil. Un focus ukrainien

doit-il occulter la précédente agression génocidaire sur les arméniens ? Pouvons-nous imaginer des positions plus globales et démographiquement plus profondes ?

Une démocratie même naissante peut négocier un pacte de non agression, localisé, inoffensif voire opportun pour les belligérants, impénétrable aux bellicistes. C'est le genre de position stratégique concrète qu'une démocratie peut mettre en œuvre, par exemple, pour peu qu'elle le décide ; nul besoin de la participation de tous, nul besoin de centraliser quoi que ce soit. Mais besoin de volonté, de réflexion stratégique, logistique, de liaison entretenue, de partage d'expérience, pour tous ceux qui se mobilisent sur ce sujet ; besoin aussi d'une complicité contractuelle de tous les autres, au nom de la vitalité et de la diversité ; ou du moins d'une interprétation locale dudit pacte de non agression. L'État fait partie de cet environnement. Lui aussi peut y voir une opportunité diplomatique.

Pour finir ce chapitre sur les grandes causes, il est utile, voire nécessaire, de se demander quelles grandes causes peuvent servir une démocratie ?

Dans le propos de ce livre, créer une démocratie est bien sûr elle-même une grande cause. Elle en a pour moi tous les attributs, mais le passif du terme et de ses usages peut embrumer cette évidence. La question des causes est également utile car il y aura toujours une tendance naturelle à intégrer des valeurs, que certains trouveront essentielles et incontournables. Puis à vouloir associer ces valeurs au phénomène de la naissance d'une démocratie, ou encore sa finalité. Donc sa raison d'être. Mais il ne faut jamais perdre de vue que ces valeurs appartiennent à chacun. Et qu'aucune n'est réellement universelle. C'est dans cette perspective que je distinguais dans la devise proposée, la notion d'idéal (résultat inaccessible, tel un plafond de verre), des notions de dynamique et de boussole.

Dans l'exemple de la zone franche d'accueil des peuples victimes de guerres, dans une volonté du pourparler (des peuples, pas des belligérants), sous la protection d'un pacte de non agression, tout cela peut être qualifié d'humaniste. Il est alors tentant de faire de l'humanisme une valeur universelle qui constituerait une démocratie. Mais c'est oublier que le National Sozialism était aussi une cause humaniste, l'eugénisme prône l'amélioration génétique de l'homme par humanisme, pour le bien et le progrès de l'Homme. Le communisme soviétique était également humaniste, un avènement de l'humanité après une nécessaire épreuve dialectique hégélienne, qui peut prendre allègrement, par exemple, la forme d'un « archipel de goulags ». Le libéralisme est une dynamique également humaniste, qui a pris le dessus jusqu'à nos générations en lui donnant l'arrogance de croire qu'il avait mis un terme à l'Histoire ; un humanisme qui prône aujourd'hui, par exemple, la marchandisation des corps au nom de la liberté et les smartcities au nom de la sécurité écologique. Méfions-nous des grandes causes mobilisatrices servies, marquetées et packagées par les pouvoirs.

S'il fallait désigner des causes au nom desquelles une démocratie peut se mobiliser, qui rassemblent un spectre très large de valeurs, alors je nommerais : la vitalité et l'émancipation.

La vitalité ; comme dynamique offerte par le cosmos, dans laquelle s'inscrit la diversité, jusqu'à celle des idées et des initiatives, ainsi que la joie de vivre.

L'émancipation ; dans laquelle s'inscrivent des notions comme « Autonomie – Équilibre – Liaison », vecteurs d'une certaine devise de société ; la démarche d'un peuple adulte.

Je vois là deux causes sans piège, c'est déjà pas mal pour un début, car elles sont très rares.

Les menaces

Elles sont multiples.

Les agressions directes. On a déjà parlé des conflits armés, ils sont le cas extrême, nous nous terrons ou nous mourrons. Mais plus probablement, car presque certainement, les agressions contre une démocratie naissante qui commence à prendre une ampleur, à avoir une existence, seront d'abord médiatiques. Les techniques sont toujours les mêmes, bien pauvres, dénigrement, stigmatisation, détournement, mensonges.

La noyade administrative est une pratique rodée de notre régime politique depuis un demi-siècle. Une démocratie, mais surtout chaque individu qui la peuple, doit s'y préparer.

Plus contraignants, contrariants ou radicaux, sont les verrous législatifs, c'est-à-dire les lois. Si tout ce qu'institue ou construit une démocratie se trouve systématiquement devenir illégal, elle devra probablement opérer un repositionnement stratégique, contrainte de « changer son fusil d'épaule ». Mais l'exercice sera loin d'être évident pour le législateur.

Dans la famille des leurres, largement employée par les pouvoirs, le plus redoutable, car efficace, est la mise en scène de victoires décisives, factices. Je suis par exemple prudent(e) vis-à-vis du dévolu porté sur le RIC, ou sur le modèle suisse. Un référendum,

même d'initiative citoyenne, me semble être de même nature que l'élection présidentielle. Qui le rédige ? Il faudrait trouver le moyen de garantir que l'initiative soit effectivement populaire, dans un contexte où gouvernement et médias dictent un agenda politique que nous subissons. Le RIC peut paraître comme un ingrédient qui pousse plus haut le curseur démocratique d'un régime oligarchique, c'est le cas, mais le régime demeure oligarchique. Le peuple n'obtiendra jamais des modalités d'exécution en sa faveur et se fera manipuler tout autant avec un RIC. Je suis de tout cœur avec ceux qui se mobilisent sur ce sujet, ce serait une victoire de l'obtenir. Mais même si c'était le cas, il faudrait maintenir une grande vigilance et ne jamais oublier qu'il ne fait pas à lui seul une démocratie.

Ce qui disqualifie le plus à mes yeux le RIC, c'est la forme du clivage binaire. Ce mode opératoire mettrait cette polarisation binaire et exclusive sur un piédestal, alors qu'elle est à proscrire en toutes circonstances, j'ai déjà développé cette idée.

Je la conclurai avec l'image du tir à la corde. Un gagnant un perdant. Pour départager, une démonstration de force brute et surtout, des vociférations. La moitié se retrouve par terre. L'autre exulte. La bonne humeur et le verre de réconciliation en moins. Mais cela n'empêche pas une démocratie naissante de considérer les RIC, s'ils ont lieu, comme des opportunités pour factoriser ou déployer son poids politique, lentement et progressivement acquis. Il faut seulement s'attacher à ne pas laisser notre gouvernement en faire une concession factice, pour davantage nous endormir, nous faire croire à La démocratie. Le premier RIC à lancer serait celui d'une constituante – citoyenne.

Cela n'empêche pas davantage une démocratie naissante de penser et mettre en œuvre une sorte de RIC permanent, pour structurer par elle-même son fonctionnement.

Les primaires dites populaires sont du même ordre, un simple vecteur d'illusion de fait, comme toute initiative conçue par un régime de pouvoir, en place ou prétendant.

Pour revenir aux menaces, une technique maîtrisée par les pouvoirs est celui de l'épuisement. Pas besoin de définir cette idée d'épuisement, tout le monde voit bien de quoi il retourne. Qui tiendra le plus longtemps ? Rarement le peuple, soumis à ses impératifs du quotidien. D'où l'importance de ne pas trop accorder de valeur aux notions de victoires, aux résultats visibles, et à tout ce qui peut nous épuiser. Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Laissons-nous surprendre par le succès plutôt que de le désirer.

La disruption est un terme très à la mode, mais elle est aussi une menace. Au fait de bousculer les repères et les modes opératoires s'ajoute une avalanche d'informations, jour après jour, succédant précisions, rectifications, contradictions. Il n'est alors simplement plus possible de discerner le superficiel du structurel, le court terme du long terme et même le vrai du faux. Une attitude sage est de « suspendre son jugement », ce qui était appelé l'« époché » dans l'antiquité. Prendre du recul. Ne plus consommer ce qui m'est servi sur un plateau, faire mon diagnostic propre, de ce qui me permet de juger, de réfléchir aux sources d'infos réellement pertinentes et trouver le moyen d'y accéder.

Le mépris ou dégoût culturel de la connaissance, de l'intelligence, est également une menace, plus subtile. Induite par un bon sentiment qui flirte avec la non discrimination des plus démunis. C'est une dérive qui privilégie les réactions spontanées et purement émotives, aux raisonnements plus longs, peut-être complexes voire fastidieux, nécessitant une concentration et un effort que l'on rechigne à soutenir. Croire que tout le monde est sur un pied d'égalité dans ce registre est stupide. Pourquoi le serait-il davantage que dans le registre physique ? Un peuple

adulte sera attaché à cultiver et valoriser l'intelligence et les connaissances, en toutes circonstances, comme quelque chose de désirable et utile, pour tout le monde. Cela ne signifie pas de dévaloriser les plus lents et les moins cultivés, cela ne signifie pas de donner raison à quelqu'un parce qu'il est plus cultivé ou vif d'esprit. C'est permettre à ces derniers de partager sans retenue, c'est permettre aux premiers de bénéficier sans complexe, c'est permettre à chacun de progresser sur sa propre échelle de valeurs. J'y reviens plus loin.

La pire menace à court terme pour notre société, c'est l'introduction dans les mœurs de la possibilité de se contrôler les uns les autres. Quelle que soit la cause servie. C'est une dérive que nous aurions du mal à reprendre en main, une blessure difficile à soigner, laissant une cicatrice indélébile. Nous avons eu la chance d'expérimenter cette perspective avec le pass sanitaire. Elle annonce ni plus ni moins l'identification permanente des individus et la consignation de tous leurs déplacements, puis de tous leurs faits et gestes. Non seulement par le biais numérique mais avec le support physique des individus eux-mêmes ; donc non seulement leur consentement mais également leur complicité active. Le mérite est que cela a pu dégoûter un grand nombre ; mais l'expérience a aussi montré avec quelle facilité un autre plus grand nombre se plie à ces injonctions sans sourciller. On a vu également quelques démonstrations de petits conflits internes entre les scrupules et le respect des règles, avec une victoire fréquente pour les règles. Belle manifestation de l'obéissance aveugle à l'autorité analysée par Milgram. Cette expérience nous a montré un possible futur, désiré par des personnes puissantes, car toute structure de pouvoir y aspire intrinsèquement, mais dans sa pire version, sans transition. La nature profonde de ce possible futur en est devenue plus flagrante, explicite, sans faux semblant.

Nous aurions pu allègrement emprunter cette voie pour le plaisir des services rendus en premier lieu ; ce registre contrariant d'un contrôle sur nos comportements aurait pu être introduit de façon beaucoup plus subtile, discrète. Nous n'aurions rien vu venir et aurions accueilli les services d'assistance numériques avec enthousiasme, voire excitation. À l'instar du zèle que mettent des milliards de personnes à livrer toute leur vie aux « gafam ».

Or selon moi, une dynamique de contrôle du peuple par le peuple, sonnerait le glas à toute tentative de refaire société, indépendamment d'une démocratie qui naitrait ou pas. L'humanité concernée aborderait une ère glaciaire.

L'énergie du conflit

Une mobilisation populaire a-t-elle besoin d'un conflit pour se constituer ?

Une cause est-elle suffisante pour mobiliser ? Dans la durée ? Cela doit-il toujours commencer par un ennemi commun identifié, contre lequel se battre ? Car se battre pour quelque chose ne serait jamais longtemps une priorité, ou parce que cela ne rassemblerait jamais assez de monde ?

Le conflit est-il incontournable ? Nécessaire ? Dépassable ? Question ouverte. Question terrible. Redoutable.

Je n'ai personnellement pas trouvé de réponse satisfaisante à cette heure. Que ce soit par le raisonnement, par l'histoire ou par l'observation, rien ne me permet de trancher si l'on pouvait s'en passer.

Je me demande alors, pourquoi devrais-je espérer que ce soit le cas, si l'on ne peut pas ? Parce que je n'ai pas envie de me faire mal ? Probablement. Si le conflit a lieu, suis-je prêt(e) à me battre, réellement, physiquement, sachant que je vais prendre cher, que mes proches ne seront pas épargnés ? La question est délicate. Vais-je renoncer comme Alain par des biais intellectuels, ou pire, louvoyer et retourner ma veste, comme Sartre et Beauvoir même s'ils l'ont fait avec talent, au gré des vents dominants ?

Faut-il obligatoirement trouver un ennemi pour mobiliser ? Si jamais c'était vraiment le cas, alors peut-il être tout simplement l'asservissement, sous toutes ses formes et ses manifestations ? Je ne crois pas, car il faudrait un ennemi qui agresse notre chair, notre espace vital. Or l'asservissement que nous subissons est plus subtil, plus cérébral, il se contente souvent de jouer avec nos émotions. Pire, puisque nous sommes acteurs de cet asservissement, nous ferions de nous-mêmes un ennemi.

Je retiens deux leçons de cette question sans réponse claire. La première est que si conflit il doit y avoir, alors on peut ne pas le déplorer et se concentrer sur sa transformation dans la mobilisation constructive.

La seconde est de remettre en question la nécessité d'une forte mobilisation, ponctuelle et massive. Si l'on ne cherche pas à convaincre mais comme déjà suggéré, à séduire et à donner envie, pas besoin de se précipiter, pas besoin de mobilisation spectaculaire, pas besoin de conflit.

Culture

Pour œuvrer dans le concret, dans le cas qui nous occupe, le geste compte autant que l'intention avec laquelle il est effectué. Le concret n'est pas seulement affaire d'actions, il est aussi une disposition d'esprit. Lorsque je parle de bouleversement culturel, ce n'est pas un propos de salon mondain. Ne serait-ce que pouvoir sauter d'un référentiel à un autre est une gageure.

Ce bouleversement culturel requiert de penser autrement, de faire le deuil d'un nombre considérable d'illusions, de renoncer à vouloir rectifier, pour à la place, créer.

C'est une forme d'engagement, une attention constante, plus facile à exprimer qu'à vivre vraiment. Mais si l'on veut se croire capable en tant que peuple adulte, nous devons nous mobiliser sur nos capacités collectives et individuelles, nous former, nous *entraîner*, nous entraider.

Armer les esprits

Histoire, philosophie, logique, rhétorique, sciences. Ce sont pour moi des disciplines clés pour armer les esprits. Ce sont les outils premiers de notre créativité.

Après viennent les besoins de compétences, ingénieriques, mathématiques, juridiques, techniques, informatiques, et bien sûr les gestes de chaque métier. Mais dans le cadre d'une réflexion de société et de sa mise en œuvre, armer les esprits est la priorité.

Il s'agit de transformer notre culture en tant que peuple adulte. J'inscris toutes les démarches et créations artistiques dans ce cadre, pour la capacité des artistes à percevoir les signaux faibles et les dynamiques émergentes dans notre société, pour leur capacité à faire vibrer nos propres émotions dans le sens d'une créativité ou de révélations.

Mais aussi faire de chaque discipline un art, ainsi chaque métier.

Élargir le spectre de la pensée. Développer la capacité de comprendre le monde dans son étendue et sa profondeur.

Savoir raisonner, construire ses jugements. Que ce soit dans ce registre ou celui de la politique, il s'agit d'une renonciation douloureuse pour beaucoup, celle de consommer. Ne plus consommer les opinions prescrites par son camp. Quitter le registre du bien et du mal, pour une approche stratégique qui

soutient un rêve lucide. Cela fait des années que je m'y efforce, ce n'est pas facile. Cela passe pour moi par le fait de formuler ce rêve lucide, or j'ai failli tomber dans un scepticisme fatal ou un cynisme qui nie toute mobilisation altruiste. Je ne trouvais nulle part un projet de société enthousiasmant et réaliste dans l'histoire, à part quelques brèves périodes, de même dans les courants du moment qui naviguent entre vœux pieux, incohérences, quelquefois hypocrisie. Rares sont les projets de société exempts de morale moralisatrice ou d'une brutalité démoralisante.

Alors je réalise que ce projet à rêver est comme le nez au milieu de la figure, et que je ne l'avais en fait seulement pas identifié en tant que tel. Réaliser une démocratie, c'est s'en remettre à la sagesse d'un peuple adulte, pour décider de notre sort.

Il est possible pour tous, donc chacun(e), de se mobiliser pour en être capable, porter une attention à chaque opportunité dans le quotidien, augmenter sa *disponibilité* pour y travailler.

Abandonner le culte de la simplicité pour celui de la diversité, permet de réconcilier les polarités, de passer en mode expérimental. Car il faut tester à son échelle, et tester encore, de façon cyclique et agile. Ne pas détenir de vérité, plutôt mesurer.

Accepter l'inefficacité – polarité de la résilience – est, à l'usage, plutôt déroutant. Se prendre moins au sérieux accompagne ce mouvement. Chercher la qualité, également.

Un symbole très connu rejoint la représentation de ce que j'essaie d'exprimer, plutôt sublime quant à lui, c'est l'image du yin et yang. Deux polarités qui non seulement forment un tout, vibrant, mais aussi qui se constituent l'une l'autre. Grande classe.

Pour revenir sur la démarche d'armer les esprits, il est intéressant de se demander quels peuvent en être les moyens. Toujours sous l'égide du plaisir et de l'envie. Quels sont les formats ? Par

exemple si je travaille un sujet pendant un temps suffisant pour m'informer, réfléchir et interpréter, mettre en perspective, comment puis-je transmettre et partager ? Ou initier à un domaine que je maîtrise de longue date ? Comment puis-je éventuellement ouvrir sur des propositions ? D'un autre côté, si je cherche à m'informer, à prendre matière à penser, à construire mon jugement sur un sujet, y compris technique, comment puis-je le faire ? Notamment si je n'ai pas le temps de faire moi-même les recherches, les lectures voire les expériences nécessaires ? Qu'est-ce qui me donnerait envie ?

On connaît déjà beaucoup de formats, conférences, gesticulées ou non, tout ce qu'on appelle souvent l'éducation populaire, ateliers de réflexion, cafés-philo, formations, expositions,... Les capsules vidéos deviennent prépondérantes, et de plus en plus de chaînes youtube – et autres peertube – s'y consacrent. Cet espace, ou ce lieu, étant relativement récent, les formats s'inventent et présentent une bonne diversité, ainsi qu'un niveau de qualité variable. Ces formats requièrent en effet un savoir-faire et quelques compétences techniques qui n'ont pas forcément de rapport avec les aptitudes et connaissances transmises et partagées. Quoiqu'il en soit, je ne peux faire, ni ne veux faire, un index qualifié de tous les formats audités, mais j'attire l'attention sur des gages de qualité que sont par exemple la longue durée, la préparation, le questionnement.

Je citerais tout de même « thinkerview » qui présente deux qualités majeures, un temps long, et plus encore le niveau du casting que cette équipe réussit à interviewer. Naturellement les questions de Bertrand, pardon Sky (Sky ? Sérieux ? ;-), ou plutôt leur tonalité, sont légèrement orientées et flirtent quelquefois avec une certaine ritournelle. On peut être frustré(e) à certains moments, par exemple, de ne pas avoir une réplique qui oblige l'interviewé à pousser son raisonnement jusqu'au bout, ou sa

position dans ses retranchements. Clin d'oeil : « l'avocat du diable » n'est-il pas celui qui défend « l'hérétique » pendant l'inquisition, donc contre le courant dominant, de façon souvent vaine sinon factice, plutôt que « la voix populaire mainstream peu renseignée » ? Je plaisante avec affection ; car leur succès est très mérité, et plus que réjouissant si l'on s'interroge sur la demande de ce type de format. Cette demande s'avère manifestement considérable et soutenue, raison pour laquelle je les trouve exemplaires. J'évoquerai aussi un autre format de qualité, « Le précepteur » qui dans un tout autre registre rencontre également un succès mérité, respectable et réjouissant. Avec peut-être aussi une petite tendance à jouer son propre rôle comme certains acteurs le font, probablement l'effet des lauriers, Robin parvient à instruire tout en cherchant à inspirer. Mister Phi est également une chaîne de « vulgarisation » philosophique de qualité recommandable pour tous ceux que la lecture rebute ou effraie, par manque de temps, d'initiation ou simplement de pratique. Le chercheur Mehdi est également un exemple à suivre de près, notamment dans sa démarche créative de laboratoire virtuel sur les dynamiques collectives, la « fouloscopie ». Lê Nguyen vise également une qualité et a le grand mérite de chercher à expliquer les mathématiques probabilistes au plus grand nombre ; même s'il se laisse convaincre par la démonstration des failles démocratiques, dans un contexte qui n'est pas celui d'une démocratie, c'est un lecteur de Brennan. On peut saluer Clément Viktorovitch pour son bouquin « le pouvoir rhétorique » et pour ses décryptages techniques des discours *publics*. J'arrête là car la liste devient vite longue et je risquerais de regretter le fait de ne pas citer tel ou telle.

Le livre bien sûr, est un format qui perdure, c'est pour moi de loin le meilleur. Mais il ne donne un accès qu'à un petit nombre de personnes. Le livre illustré, voire les bandes dessinées, se

développent également dans ce registre pour élargir une audience. A nouveau tous ces formats nécessitent un gros boulot de production, en plus de l'acquisition des connaissances à partager. Retenons tous les formats d'enquêtes, qu'elles soient transmises sous forme de livres comme Marc Endeweld le fait, ou bien d'une « Revue dessinée » ou « XXI », de documentaires comme « off investigation » ou ceux du « greenpeace films festival », ce sont les informations à privilégier. Merci à toutes ces personnes et équipes.

L'information en continu est en contrepartie le pire format. A moins de vouloir suicider sa pensée, elle est à proscrire pour raison garder.

Vous-mêmes quelles connaissances, quels travaux de recherche ou d'analyse, quelles lectures pouvez-vous transmettre ? Si l'envie vous taquine, c'est que vous avez probablement matière à donner. Ce n'est pas évident de trouver son format, car il doit conjuguer ses capacités propres, celles que l'on peut mobiliser au service d'une production de qualité, et surtout les envies et les disponibilités d'un public hétérogène et déjà accaparé. Mais rien ne nous empêche de faire des essais.

Esprit scientifique

Plus on s'intéresse à l'histoire des sciences, plus on réalise à quel point elle a toujours eu une tendance paradoxalement dogmatique. Depuis que « Dieu est mort », culturellement, c'est progressivement la science qui a pris sa place pour dire la Vérité.

Si l'on suit quelques débats scientifiques contemporains, on se rend compte à quel point c'est la structure elle-même du milieu scientifique qui est devenue dogmatique. Cela par le biais des publications et celui des financements, accompagnés par la préséance convenue des colloques et des différentes rencontres. Sans parler des « Ted Talks », qui sont par ailleurs régulièrement passionnants. Fort heureusement la doxa scientifique ne coupe plus les têtes, mais il y a bel et bien quelques *excommunications*.

Cultiver un esprit scientifique n'est de nos jours pas très aisé. Certains axiomes qui font la base de notre culture scientifique, donc de notre culture générale, comme le big bang ou la causalité, sont récemment réfutés par beaucoup. J'évoque en début de livre certains paradoxes entre nos théories en vigueur et l'observation qui résistent à plusieurs décennies et plusieurs dizaines de milliards monétaires de recherche. Que croire ?

Une attitude simple est la prudence et l'intérêt. Celui de regarder les choses de près, et dans la longue durée. De ne pas y chercher la Vérité, pas plus que dans les livres sacrés. Les prendre comme

matière à penser, pour concevoir ce qui nous plait. « Rester sceptique, mais savoir écouter ». Trouver de quoi s'inspirer.

Peut-on par exemple réconcilier la liberté avec la définition de limites ? Non plus dans la perspective démonstrative d'un contrat social comme nécessité incontournable, mais dans un cadre simplement scientifique ? Je prends une illustration, la température, en considérant deux limites saisissantes. Les valeurs en degré Celsius 0 et 100 encadrent l'état liquide d'une molécule, H₂O, alors appelée « eau ». Ces valeurs désignent ainsi des limites qui rendent possible la dynamique du carbone, donc de la vie minérale et organique. Et sur la base d'une simple propriété – magique – que l'on nomme tétravalence, cette dynamique produit une infinie variété sur le même thème, celui de la vitalité.

Je profite de cette évocation du carbone pour alerter sur une potentielle dérive politique de ladite écologie. La portée symbolique que nous donnons actuellement au carbone est fautive. Pour des raisons biaisées et relativement manipulatrices, nous en faisons maintenant un ennemi. Mais, dans nos moindres faits et gestes, notre existence même, nous sommes le carbone. Vouloir chiffrer, normaliser et contrôler toutes les activités carbone, n'est-ce pas vouloir chiffrer, normaliser et contrôler nos moindres faits et gestes, nos existences mêmes ? Il me semble utile de rester vigilants sur ce point, de ne jamais donner par exemple au GIEC, pas plus qu'à l'OMS, un quelconque embonpoint, un quelconque pouvoir normatif. La fameuse tentation obscure de l'autorité mondiale. Le consigner à sa mission exemplaire, au service des peuples, qui eux décident et se positionnent, me paraît beaucoup plus raisonnable, plus sage.

Nous considérer nous-mêmes comme l'ennemi de nous-mêmes est tentant pour beaucoup. L'homme, un virus pour la planète, l'image est efficace à qui voudra justifier de sinistres moyens pour une juste fin. Alors dans ce référentiel, il suffirait de vacciner la

planète pour la prémunir, elle et ses voisines de galaxie. Ce serait quoi ce vaccin ? Une création transhumaniste, la culture en labo d'une souche humaine désactivée ? Certains considéreront alors naturellement que « nous-mêmes », ce sont surtout les autres. Est-ce une représentation séduisante de la situation ? Est-elle utile ? Est-ce un bon référentiel, vous fait-il envie ? Je ferme la parenthèse.

Cultiver un esprit scientifique, pour les plus récalcitrants, peut commencer par chercher de la cohérence, et aller au bout des raisonnements. Dans notre exemple pour la liberté, comprendre que les limites sont nécessaires à tout écosystème pour développer son infinie variété, permet de concevoir avec plus d'imagination, paradoxalement, et de définir avec plus de cohérence les limites nécessaires pour rendre possible une démocratie et son économie.

Entretenir un esprit scientifique populaire n'est pas devenir scientifique, loin s'en faut. Il est même crucial de respecter une humilité à toute épreuve sur ce que l'on croit savoir. Mais chacun peut avoir une lucidité sur la qualité de la connaissance ou de l'information qu'il retient. Suis-je proche de la source ? Suis-je allé voir les données moi-même pour toucher la matière et ainsi mieux l'appréhender ? Ai-je vérifié que des études existent, les résumés ou « abstracts » sont-ils lisibles pour moi, même si c'est un peu laborieux ? Sinon n'ai-je pas affaire qu'à des opinions médiatiques ou populaires, ne reposant que sur des croyances pré-établies ? Ne suis-je pas seulement en train de chercher des confirmations à mes propres croyances ?

Esprit d'ouverture

La souplesse de l'esprit et la profondeur de ses idées reposent directement sur la vision du monde que l'on a. Or élargir et approfondir sa vision du monde passe essentiellement par deux choses, la lecture et le voyage. Autrement le monde ne peut avoir que la forme d'une lucarne.

Avant tout le voyage. Sortir de chez soi, seul(e), est le premier voyage. Le voyage est toujours une démarche d'immersion dans un lieu qui dépasse mon périmètre familial. On peut donc voyager dans son propre pays. Il s'agit d'une attitude et une façon de faire. Le grand voyage permet d'aller se confronter à d'autres cultures, c'est-à-dire d'autres systèmes de croyances et d'autres mœurs, qui nous font réaliser que les nôtres ne sont pas uniques, pas non plus une norme universelle, ni même fatalement ceux que l'on trouve les plus désirables. Le voyage est une merveille, mais il est devenu paradoxalement difficile et finalement, rare. La consommation touristique le tue, comme la consommation des opinions tue la pensée. Elle s'oppose au voyage, or elle est devenue omniprésente, donc très compliquée à contourner, presque impossible à totalement éviter. Et l'infinie variété des cultures s'amenuise, l'uniformisation des comportements, des mœurs et des courants de pensée prend une ampleur très sensible sur tous les continents. Le voyage reste donc sans doute le meilleur moyen pour élargir sa vision du monde, donc ses

pensées, mais il est une sorte de privilège et nécessite un temps long et un investissement lourd, tant personnel que financier.

La lecture me paraît donc maintenant d'autant plus essentielle. Elle n'est apparue, du moins devenue accessible au plus grand nombre que récemment, seulement deux siècles pour ainsi dire. Ce n'est donc pas une nécessité incontournable pour élargir sa vision du monde et le comprendre davantage. Mais elle est devenue l'outil le plus puissant pour y parvenir, ce serait dommage de s'en passer au nom d'une quelconque posture. Si vous lisez ces lignes, je prêche probablement des convaincus, je ne vais pas m'étendre davantage. Mais vous qui aimez lire si c'est bien le cas, que pouvez-vous faire pour partager cela, ou ne serait-ce que des textes qui vous ont plu et que les autres n'ont pas le loisir de lire ?

Commun ? Intelligence collective ?

Les termes de « communs » et « d'intelligence collective » sont devenus très à la mode.

Le premier présente l'avantage de désigner les biens publics, en dissociant la notion de celle du Service public. C'est intéressant car cela ouvre des perspectives de gestion autrement que par l'État ou les collectivités locales. Cela n'exclut pas non plus cette façon de faire, mais remise à sa place, en tant qu'option.

Un autre avantage est d'ouvrir le champ à des domaines nouveaux. Par exemple, lorsqu'on rassemble et stocke toutes les données de santé sur une plateforme numérique centralisée que l'on confie allègrement à Microsoft, cette plateforme et cette base de données peuvent-elles devenir des communs ? Puisqu'un «gafam» ne sait pas faire autre chose que considérer les données massives comme un actif, dont elle extrait une multitude de produits, qu'elle vend à tout client sans discrimination, privé ou étatique, peut-on vraiment parler de commun ? Une démocratie peut avantageusement tirer parti d'une définition de ses propres communs, redonner à ce terme un sens commun, pour trouver et comprendre comment elle peut les protéger de toute prédation.

L'intelligence collective est à double tranchant également. D'une part elle apparaît comme une nécessité pour une démocratie. C'est bel et bien sur l'intelligence collective que l'on doit miser

pour la concevoir. C'est donc une capacité à développer, mais elle est aujourd'hui embryonnaire et trop encombrée de biais idéologiques. Un de ces biais est de vouloir minimiser les intelligences individuelles, voire de les nier. Cette démarche est parfaitement contre productive car malgré le culte du travail en équipe, alors supposé être le seul de valeur, c'est souvent un individu qui porte une vision, qui fait jaillir une idée avec fulgurance, voire qui trouve une solution. Attention je ne renie pas les valeurs et l'intérêt du travail collectif, bien au contraire, puisque je propose de miser dessus au point de lui confier la décision ; mais j'attire l'attention sur la nécessité de développer cette aptitude et cette compétence, tout en valorisant les particularités individuelles pour ce qu'elles sont.

L'expérience des parties d'échec, menée sur fouloscopie, en illustre un point clé en creux. Elle mesure sur une grande quantité de parties jouées contre des algorithmes de plusieurs niveaux, si l'intelligence collective augmente le niveau. Chaque coup est en fait une décision, entre toutes les options qui se présentent. Le processus est celui du vote, le coup le plus joué l'emporte. C'est très intéressant car très proche du fonctionnement de notre cerveau, qui procède également à une multitude de votes, ne serait-ce que pour reconnaître une couleur ou un visage. En creux, l'expérience ne mesure pas, sauf erreur, si l'intelligence collective est capable de donner le poids qu'il mérite aux compétences aguerries pour ce jeu. En revanche les modalités distinguent les votes « secrets » (sans connaître le coup des autres) et les votes « ouverts » (voyant le choix des autres). Nuance intéressante.

Le niveau du jeu est susceptible de monter pour le plus grand nombre, mais la partie collective peut-elle gagner avec autant de probabilité que les meilleurs joueurs en lisse ? Peut-elle surtout concevoir un mat forcé à 4 coups, et par là concevoir et mener une stratégie ?

Par où commencer ?

À vous de voir.

Vous vous doutez bien que vous n'allez pas trouver ici un mode d'emploi, une recette toute faite, ce serait parfaitement contradictoire avec le contenu du texte que j'écris.

Mais c'est l'heure de faire le point, dans un registre opérationnel. J'invite les lecteurs qui pensent à cet endroit « bon, c'est bien joli tout ça mais concrètement... ? », à relire le livre en posant l'hypothèse que tout ce qui est dit, est bien concret. Y compris ce qui précède cette seconde partie dont le titre est « concrètement ».

Mais avant de vous quitter, je vais simplement reprendre quelques propos et suggestions semés dans le fil du raisonnement.

Je suppose que parmi ceux qui réclament plus de concret face à une réflexion initiale, certains sont probablement friands de listes à puce, je vais donc m'en approcher un peu dans ce chapitre.

Concevoir – Proposer – Expérimenter

Concevoir et développer un système visuel de décisions et d'acquisition collective des expériences.

Concevoir et mettre en œuvre un système immunitaire pour un nouvel écosystème politique et économique, qui peut ne pas plaire à tout le monde.

Proposer et faire, donner envie plutôt que convaincre.

Porter une attention particulière à une institution stratégique, la plus proche de nous, la commune, puisque son périmètre est celui de notre quotidien. Ne pas les laisser mourir. Explorer la piste des symétries lorsque l'institution fait défaut, sur l'exemple des conseils de quartier ou d'une assemblée communale pour compléter un conseil municipal, mais qui se dote de prérogatives opérationnelles.

Repenser la question budgétaire, au sein d'une démocratie et d'une économie qui change de référentiel.

Evaluer les expériences, avec la curiosité du chercheur, et valoriser le droit de se tromper.

Développer une intelligence collective stratégique, qui sait bénéficier des intelligences individuelles.

Multiplier les rencontres, c'est là que ça se passe, ce n'est pas sur les réseaux sociaux. Réserver à tout outil centralisé un usage strictement professionnel et théâtral, n'y rien donner de soi-même, de personnel. Pour cela n'utiliser que les outils opensource et chiffré ; et pour les collectifs, n'utiliser les réseaux sociaux que pour des besoins logistiques.

Car pour faire société, le seul moyen est de physiquement se rencontrer.

Mobiliser les développeurs

Concevoir le numérique pour rendre possible la décision du peuple, sorte de priorité pour dépasser les échelles locales, en aborder de plus grandes, et pour dépasser les clivages binaires.

Définition incrémentielle de la décision, des droits et des usages.

Token d'intégrité et de viabilité, jetons de mobilisations politiques citoyennes.

Heuristique et « dataviz », dans la perspective de traitements visuels et en direct.

Repositionnement de l'anticipation algorithmique, une façon parmi d'autres de définir « l'intelligence artificielle », par le traitement statistique de très grand volume, au profit de la recherche des biais, dans les traitements décisionnels.

Couvrir les besoins du peuple en termes d'application d'usages, de logiciels libres, notamment ceux d'une économie relativiste de valeurs, et d'une protection contre les agressions.

Services réels, du quotidien, au plus grand nombre. Sans quoi les peuples sont condamnés à attendre bouche bée et la tête affaissée, un imminent uni.verse de meta.gle, et l'avènement d'un confinement algorithmique.

Décisions, création monétaire et outils économiques, applications du quotidien, urbaines et rurales. Voilà qui constitue déjà une sacré feuille de route.

Mises en œuvre de passerelles entre les compétences informatiques, les usagers et les experts de différents domaines.

Je profite de ce petit chapitre pour rendre hommage aux équipes de framasoft et de la quadrature du net, french data network et toutes celles qui contribuent et participent à l'affranchissement et l'émancipation numérique populaire.

Un hommage plus solennel pour des personnages comme Snowden et Assange, que l'on peut véritablement considérer comme des héros populaires, car ils se sacrifient pour nous. L'image de David contre Goliath est tout à fait appropriée pour les considérer. La position des États et des pouvoirs qui redoutent plus que tout les révélations sur les arrières-cuisines, ne peuvent qu'être suspectes et douteuses.

Il est bon de reconnaître pour conclure, que nos institutions officielles (CNIL, ANSII, ..) arrivent également à jouer un rôle, qui va de temps en temps, dans le sens de notre intérêt général. À suivre.

*Opensource hacker
j'ai besoin d'aide, c'est l'heure.
Je sais que toi seul, tel un chevalier
peux me protéger jusqu'à mon chevet.
Derrière l'écran fumé, tel un bon génie
toi seul pourras coder, une démocratie.*

Ateliers constituant

Je trouve cette Initiative d'Etienne Chouard remarquable, car stratégique et pédagogique, pour instituer une Assemblée constituante dépourvue d'élus, et entraîner les citoyens à concevoir et formuler la structure des pouvoirs, avec notamment le leitmotiv de fixer leurs limites. Argumentation également pertinente sur les vertus du tirage au sort et sur son dénigrement systématique et culturel.

La démarche est toutefois dédiée à l'évolution du régime tel qu'il est, donc oligarchique et vertical, mais on peut s'en inspirer pour constituer une démocratie, plutôt que pour reconstituer une République. Une démocratie peut faire de la République un objet, mais pas fatalement un objectif. Un peuple adulte peut éventuellement imaginer mieux, par exemple une démocratie.

Certes il est nécessaire de se faire représenter, il est nécessaire d'avoir des ambassadeurs, des négociateurs pour protéger nos décisions, négocier nos intérêts, instituer notre démocratie. Mais ce ne sont pas ces représentants qui décident pour nous. Les décisions opérationnelles de terrain peuvent être confiées, sous contrôle, dans le cadre de mandats spécifiques, et ne pas être attachées à un statut.

Concevoir une constitution comme référentiel légal des pouvoirs du peuple est une option digne d'intérêt. Dans l'optique d'une

démocratie naissante dans un régime mûr en vigueur, elle peut se mettre sous l'égide du rasoir d'Ockham, une sorte de minimalisme algorithmique et s'écrire au fil de l'eau, quand le besoin survient, advient, en évitant de préfigurer quels seront ces besoins.

Indépendamment des intentions et méthodes dont on peut débattre, il y a dans cette démarche matière à inspiration, à la fois pour produire du texte constitutionnel et pour développer l'exercice localement un peu partout. Il y a sans doute des synergies à trouver en termes de supports et de relais.

Et indépendamment de la création inédite d'une démocratie, tant que la perception et la culture populaire ne parviendront pas à se défaire de l'idée de l'élection de représentants, tant que nous ne chercherons pas à nous approprier les décisions et les nominations, alors l'objectif d'une constituante non élue, à l'instar de feu la convention citoyenne pour le climat, me semble être la seule mobilisation politique, utile et pertinente. D'un point de vue stratégique, et dans le registre strictement politique.

Mais l'enjeu est tout autant économique que politique, or il semble ici plus accessible de frayer un chemin dans une « jungle programmée mais vivante » – l'économie ; qu'au sein d'un monolithe institutionnel verrouillé – le régime politique.

C'est la raison pour laquelle je ne peux dissocier une démocratie de son économie.

Théorie relative de la monnaie

J'ai annoncé plus haut un outil puissant déjà existant. La monnaie dite « libre », dans la lignée culturelle du logiciel libre, est peut-être pour moi le plus puissant, pour les raisons que je développe dans le chapitre sur le pouvoir du marché. Le sujet mérite donc la reprise d'un peu plus de rédaction.

J'ai pu observer qu'elle véhiculait beaucoup de fantasmes et d'illusions idéologiques. Elle ne pourra pas, d'elle-même ou par elle-même, nous affranchir de la coercition en vigueur et de son régime, impôts et taxes, amendes et polices, mais elle peut avoir un impact retentissant sur ce qui occupe la majeure partie de notre temps, notre quotidien. Je me demande même si nous aurions une capacité – réelle – d'affranchissement et d'émancipation, sans cet outil.

Le pouvoir de la création monétaire est en effet indispensable pour concevoir et créer une économie dans un référentiel qui nous appartienne. J'ai déjà évoqué cette notion, dans le chapitre des besoins et usages numériques. La définition d'une telle économie ne peut être que collective et ancrée dans l'expérimentation et sa mise en œuvre.

La monnaie libre ne porte pas en elle-même une valeur morale, ne résout pas non plus d'un coup de baguette magique la question de la subsistance de tous, ce n'est pas un revenu pour tous sorti

du chapeau, ni une allocation tombée du ciel numérique, qui couvrira tous les besoins.

Elle autorise à concevoir et créer une économie dans un autre référentiel, une autre programmation. Un référentiel relativiste, qui garantit une symétrie dans l'espace et le temps, en respectant trois libertés fondamentales dans une zone économique ; liberté lockéenne d'accès aux ressources, liberté de produire des valeurs, liberté d'échanger – donc estimer – les valeurs dans la monnaie. Auxquelles s'ajoute nécessairement une liberté de choisir sa monnaie. Disons que c'est dans ces définitions spécifiques de libertés et la « non-nuisance » de John Locke, que l'on peut voir le début d'une éthique, mais elle s'arrête là.

La TRM – Théorie Relative de la Monnaie, met chaque être humain au cœur de la création monétaire, sans aucune discrimination géographique ou calendaire, mathématiquement, mais reste aux êtres humains de mettre l'être humain au cœur de l'économie qu'elle permet ; elle ne le fera pas toute seule.

C'est déjà beaucoup ... mais c'est tout.

Etant donnée sa nature mathématique, elle génère des lois dynamiques propres, dont certaines sont bouleversantes (par exemple la notion de convergence à la moyenne). Mais ces propriétés sont des conséquences, pas des buts recherchés.

Elle n'empêche pas la prédation mais, elle ne l'oblige pas comme le fait la monnaie-dette. Elle n'empêche pas la spéculation sur une valeur, elle prive de son sens la spéculation sur la monnaie même.

Elle n'est pas une allocation sociale, ni une redistribution. Mais rien n'empêche de concevoir de tels dispositifs dans une zone économique conçue par le peuple pour lui-même.

Elle n'est pas une monnaie fondante qui exclut toute épargne. Elle n'est pas une monnaie inflationniste non plus, puisque dans

son référentiel relativiste, sa croissance est asymptotique, donc plafonnée.

Elle n'est pas un SEL – système d'échange local, ni une monnaie locale. Mais de la même façon, elle peut être utilisée en tant que telle, même si cela revient quelque peu à rater le coche sur son potentiel réel. Or ce sera le cas tant que des productions collectives n'émergeront pas.

Que change-t-elle ? Le pouvoir de la création monétaire.

Elle considère chacun(e) comme actionnaire à part relative égale, de la masse monétaire totale, elle-même constituant le capital de la zone économique. Elle n'est donc pas non plus radicalement « anti-capitaliste ». Ce capital monétaire devient en fait un commun.

Le taux de croissance de la quantité monétaire est un calcul logarithmique sur l'espérance de vie humaine (autour de 80 ans). L'être humain est en effet la seule chose qu'on ne puisse pas enlever d'une zone économique sans qu'elle disparaisse ; une vie humaine est le seul référentiel qui puisse avoir valeur universelle, tel est le postulat de la TRM.

Chacun crée ainsi chaque jour sa part de ce capital, une part invariante, relativement à la quantité totale de monnaie et au nombre total d'utilisateurs de la monnaie. Cette part s'appelle donc dividende. Ce dividende est l'unité de mesure, la valeur de référence universelle, invariante, relativiste et tangible.

Chacun devient ainsi le banquier de lui-même, mais aussi celui de tous, de la zone économique entière. Naturellement, chacun est décisionnaire à proportion, de l'affectation des devises créées ; créées par le seul flux des vies humaines. Elle donne le pouvoir de sortir de l'équation de la monnaie-dette pour une autre équation.

Notons immédiatement qu'il n'est pas nécessaire de raisonner de façon absolue. Pourrions-nous totalement sortir du référentiel monnaie-dette, à 100 % ? À priori, non. Tout est question de proportion, de curseur. Parvenir seulement à un certain équilibre entre les deux économies serait déjà un considérable bouleversement structurel pour notre quotidien.

La TRM – Théorie Relative de la Monnaie – peut donc servir de base, de point de départ. Car elle n'est pas restée une théorie, une première monnaie libre a été développée ; elle mûrit et se répand tout doucement. Elle s'appelle la June, ou Ğ1. On y retrouve notre fameux $\check{g}(x)$.

C'est la genèse de cette aventure. Elle existe, mais c'est ce que les développeurs appellent une « preuve de concept » (POC en anglais). Tous ceux qui ouvrent un portefeuille puis un compte créateur de monnaie sont des pionniers. Tous les développeurs qui font de cette théorie une expérience terrain opérationnelle, avec les premiers outils indispensables comme Duniter (gestion des blockchains pour la forge des dividendes universels, les DU journaliers, et l'authentification de la toile de confiance), comme Césium (gestion des portefeuilles et des usages), comme Ğchange (pour échanger des objets et services), comme tous les forgerons qui hébergent et administrent les nœuds, sont bénévoles. Cela n'exclut pas un retour sur cet investissement, au contraire il est souhaitable, mais en attendant qu'une économie puisse couvrir une partie significative de leurs besoins, ils donnent. Respect.

Une telle monnaie n'affranchit pas de toute crise économique, par exemple d'origine énergétique, mais elle affranchit de toute crise économique d'origine monétaire. Or ces dernières sont devenues majoritaires.

Filières

Une fois la monnaie libre et sa théorie relative comprises, tout reste à faire. Créer une économie, dans ce référentiel relativiste et selon ses trois libertés fondamentales. Penser, concevoir et mettre en œuvre approvisionnements, besoins directs et intermédiaires. Raisonner filières, considérer les bouts de chaînes et les relations avec la zone économique euro. Identifier les points de contacts, les collusions non seulement conflictuelles mais aussi synergiques.

Si l'on veut définir ce que « créer une économie », on peut simplement la résumer au fait de couvrir nos besoins et nos plaisirs de vivre. Donc à les produire et les distribuer, ou les dispenser.

Se réapproprier l'exercice de l'estimation des valeurs, de façon relativiste. Or ce n'est pas la plus mince affaire, c'est un bouleversement culturel majeur, car là aussi nous avons pris l'habitude de consommer... des prix.

Cette aventure peut prendre l'allure d'une idée saugrenue, c'est effectivement celle de pénétrer une jungle épaisse, et d'y créer un espace alors qu'il semble n'y avoir aucune place ; d'y introduire un autre écosystème malgré la force et la densité qui s'y présente. Mais le fait est que le chantier peut commencer, sans délai, ni condition préalable.

Créer une économie est plus simple à concevoir que cela ne peut paraître au premier abord. Pour une bonne raison, on le fait déjà. Aujourd'hui on cherche à trouver sa place, soit par l'emploi, soit en créant une activité ou une production, dans des chaînes de valeurs existantes. Rares sont ceux qui créent une nouvelle chaîne complète, mais c'est souvent qu'on ne l'envisage simplement pas. En attendant notre société crée elle-même son économie de proximité, les TPE et activités artisanales, les services unipersonnels.

Pourquoi nous sentons-nous obligés de soumettre entièrement cette économie que nous développons nous-mêmes, à cette dynamique de création monétaire par la dette, totalement hiérarchique et arbitraire ? Pas d'alternative ? Pas le choix ? En termes de micro-économie, nous avons maintenant un choix et une alternative.

En termes de macro-économie, à nouveau, la dimension nous échappe. Nous ne pouvons que *peser*, face à des orientations, des décisions ponctuelles. Comment nous y retrouver et à quoi nous fier ? Cela peut être relativement simple. Par exemple si l'on considère que les dynamiques ennemies sont « le drainage – la concentration – la dépendance », qui pourraient donner le bel acronyme DCD, il suffit de se positionner et politiquement se battre pour les dynamiques inverses ; irrigation, décentralisation, autonomie. Tout en créant une économie dans l'existante, libérée de cette programmation monétaire, en nous réappropriant le pouvoir d'une création monétaire.

À nouveau, c'est le numérique qui fait de ce chapitre, non pas une douce illusion ou une pure fiction, mais un rêve que l'on peut formuler.

Nous pouvons qualifier cette monnaie, à plus d'un titre, d'œuvre d'art.

Des initiatives auto... nomes

Je m’amuse à rassembler dans un même petit chapitre quatre exemples qui ne se ressemblent pas du tout, mais qui illustrent un petit spectre d’initiatives en cours. La première est très orientée sur l’influence institutionnelle. Fondée par Jean-Marc Jancovici, c’est une organisation relativement populaire de lobby. Elle est constituée de 16.000 « shifters », des personnes plutôt renseignées et compétentes. Elles travaillent sur la concrétisation des prescriptions du GIEC et des engagements que les États prennent lors des grandes rencontres politico-médiatiques sur le climat, comme les COP’s. C’est un travail remarquable, faisabilité et budgets sont au rendez-vous. Mais qui ne remet pas vraiment en question les gouvernements et les processus de décision tels qu’ils sont. Les stratégies et plans d’action proposés, si l’on pousse les raisonnements jusqu’au bout, requièrent pourtant une refonte d’un nombre conséquent de règles économiques et politiques qui nous régissent. Or de tels affranchissements auraient eux-mêmes des répercussions financières et budgétaires directes, qui ne sont pas vraiment prises en compte dans les calculs. Ils croient encore aux vertus de notre régime oligarchique tel qu’il est institué. Quoiqu’il en soit, c’est une source de qualité qui mérite une appropriation, par tous ceux qui veulent concevoir et mettre en œuvre un projet de société.

Solaris est une démarche de création d'un réseau humain non numérique, très spontanée. Elle se place dans la perspective, non pas d'un effondrement total, mais de dysfonctionnements majeurs de nos infrastructures, télécom ou logistiques. C'est une approche pragmatique, les habitants de zones rurales savent de quoi il retourne, davantage qu'en ville, car les coupures électriques ou telecom sont monnaie courante à certains endroits. Beaucoup alimentent tout de même ce récit de la catastrophe fatale ou de la conspiration voulant supprimer la population. Dommage, mais pas grave. Cette démarche embarque avec elle une idéologie du don, animée par des cœurs généreux, que je trouve très respectable même si l'approche ne peut être que partielle. Solaris crée un réseau de solidarité de proximité, pour aller à l'encontre de l'isolement et du « chacun pour soi » et pour se préparer à ces dysfonctionnements ; pour augmenter notre capacité collective à tenir, mieux et plus longtemps. Les antennes locales sont protéiformes et variées, certaines sont donc plutôt réactionnaires et cultivent le drame, mais d'autres plus joviales et cultivent le « DIY », le bricolage, le « système D ». Chaque groupe développe en fait sa propre personnalité en fonction des individus qui le peuplent. On peut trouver tout cela suspect, on peut y voir une désirable diversité. C'est également le cas des antennes locales du mouvement « Ré-info » lancé par Louis Fouché que je trouve intéressant d'écouter car c'est un penseur de qualité, avant d'être médecin radié. On trouve bien sûr beaucoup de dérives idéologiques – également – dans les antennes locales, mais elles dépassent la simple fonction de refuge « antivax ». La disposition qui les anime, prendre soin les uns des autres, sera toujours une démarche louable et utile.

Je constate d'ailleurs un point commun qui émerge de ces initiatives collectives locales, ou encore celles qui gravitent autour d'une monnaie (sans même parler de la plus prometteuse

monnaie libre), mais aussi des groupes spontanés qui utilisent Telegram, Signal ou Matrix, c'est une volonté de mettre activement face à face, en direct, des besoins et des ressources. Certes, on y trouve plus de besoins que de ressources, plus de demandes que d'offres qui répondent à ces demandes. Un léger déséquilibre probablement lié aux dynamiques de genèse, et aux outils utilisés, qui ne permettent pas de qualifier ni « mapper ». Ce ne sont pas des solutions miracle, il n'y en a pas. Mais il faut bien commencer et ces collectifs sont déjà des réalités tangibles. On ne peut que les encourager ; les encourager aussi en passant à zapper les capsules anxiogènes bas de gamme dont beaucoup font overdose.

Dans un tout autre registre, je finirai par tournesol.app, une recherche expérimentale à l'initiative de Lê Nguyen déjà cité pour sa chaîne de « vulgarisation » mathématique science4all. Elle cible le fléau des algorithmes de recommandation, notamment de youtube mais aussi par extension des réseaux dits sociaux. Il s'agit d'appliquer les mathématiques probabilistes bayésiennes et une qualification comparative et collective, pour alimenter de nouveaux algorithmes de recommandations désirables plutôt que ceux qui ne font qu'entretenir et alimenter les passions tristes, la haine et la détestation, ou nous enfermer dans nos bulles de croyances toujours plus étroitement. Ce n'est probablement qu'une coïncidence fortuite, mais le clin d'œil avec la révolution taïwanaise éponyme, évoquée à propos de la décision, m'a amusé(e).

Vous voyez ? Quatre démarches très peu comparables. Elles ont pourtant quelques points en commun. Elles sont spontanées, n'ont pas demandé l'autorisation pour agir, elles ont un positionnement stratégique et pragmatique. Je trouve très enthousiasmant ce foisonnement.

Il y a bien sûr tous les mouvements militants, les collectifs en tous genres, les associations sociales plus anciennes devenues elles-mêmes parfois institutions. Je ne révélerai pas davantage mes explorations, à vous de tisser votre trame.

J'ai pu néanmoins déceler deux grandes tendances communes à ces mouvements, la noblesse d'un engagement sincère et un relatif cloisonnement structurel.

Les vents contraires

J'ai déjà évoqué quelques menaces, dans le chapitre de nos pouvoirs populaires, j'ai aussi posé la question de l'énergie du conflit, qui peut être menace ou opportunité.

Par vents contraires je pointe du doigt les dynamiques inhibitrices, qui viendraient non pas de l'extérieur, par exemple l'État ou autres détracteurs, mais de l'intérieur, du peuple, de nous-mêmes.

Usure. Contentement. Compromis. Impatience. Reproduction mimétique des structures et dynamiques que l'on a voulu quitter ou contourner. Les vents contraires sont nombreux et variés, leur densité pourra aussi varier.

Les calmes plats seront aussi de sacrées épreuves car ils rendent un peu fous.

Mais il y aura bien sûr également des vents propices qui procureront le plaisir enivrant de la glisse.

Ne négligeons pas les vents de terre, qui viennent de l'intérieur, souvent dangereux car ils prennent par surprise.

Je me rends compte ici que pour continuer ce chapitre il faudrait passer en mode fiction, écrire une belle utopie qui s'atrophie par entropie. Mais malheureusement, je n'ai pas le talent, d'un fécond Damasio, loin s'en faut.

Je ne rédigerai donc pas plus les vents contraires.

D'autant moins qu'il n'est pas très pertinent de les chercher, ils se manifesteront bien d'eux-mêmes ; le propos est celui d'une vigilance, d'une attention, d'une adaptation.

Un guide ?

Ne pas chercher un guide, en personne, si ce n'est en vous-même. Nous connaissons de ce mot les différentes interprétations et traductions, führer en fait partie.

Mais prêter main forte aux personnes qui se lancent, profiter avec bonheur des personnes avisées, renseignées, compétentes. Ne pas brider ces énergies au motif qu'elles prennent un leadership, tant qu'il est circonscrit, maîtrisé et révocable, tant que les égos sont contenus et non alimentés.

Se laisser guider par un plaisir doux, ouvert et prudent.

Maîtriser nos peurs, nos craintes, les peurs de nos craintes et la crainte de la peur.

Plutôt qu'un ou des espoirs, une détermination, une envie tenace.

Une position de rêve. Un projet de toute beauté. Digne de la création de valeurs symboliques. Valant la peine de se retrousser les manches et battre l'argile.

Instituer des corps pour prendre corps.

Donner du sens. Commencer par retrouver celui des mots.

Chercher la généalogie et naviguer dans une cartographie des idées.

Le jeu. On joue une sacré partie. Ne pas trop prendre à cœur les petits événements, chaque coup. Savoir être bon perdant. Gagner le suivant.

Agilité.

Insaisissabilité. A l'image du savon mouillé, « plus on le serre, plus il glisse ». Il peut même nettoyer quelques mains crasses au passage. Mais encore faut-il entretenir son humilité.

Face au couteau, devenir l'eau. Si l'eau devient *l'arme*, devenir l'air.

Prendre de vitesse. Prendre par surprise. Ne pas subir un calendrier.

Désirer le futur. Chercher des référentiels pour nous éclairer.

Une bonne devise avise, ou révisé.

N'ayons qu'un seul guide, celui de notre propre philosophie, pour peu qu'elle soit réfléchie, pour peu qu'elle soit vécue.

Je vous fais mes adieux. J'ai pris grand plaisir à vous écrire.
J'espère qu'il en sera de même pour ceux qui m'auront lu.
Partagez-le, si d'aventure ce livre vous inspire.

Dans le cas contraire, une sale humeur serait le pire.

*Se croire invaincus,
reprendre le dessus.
C'est la condition
d'une disposition,
d'une libération,
d'un esprit qui danse
dans un corps qui pense.*

Les pages blanches qui suivent vous appartiennent.

Alors qui ? ...

*rêve une démocratie
et la voit ici-bas ?*

Personne ?

*Je remercie toutes les bonnes âmes
qui prennent le temps de lire ce livre,
avec lenteur, qui prennent le temps d'y réfléchir,
d'y cheminer, et simplement pour l'enrichir,
d'imaginer des jeux à vivre
les pieds nus et hors macadam.*

ouch